



Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
lundi 26 juillet 2021**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du lundi 26 juillet 2021
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 26 juillet 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 14 juin 2021

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Extension des modalités de tarification sociale aux publics en difficulté et aux familles en situation de handicap pour la restauration scolaire et autres temps périscolaires - Modification de la délibération n°V2020-290 du 14 décembre 2020 - Approbation
2. Services à la population et cohésion sociale - Modifications du règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier - Approbation
3. Services à la population et cohésion sociale - Modification du règlement de fonctionnement des accueils de loisirs de la Ville de Montpellier - Approbation
4. Services à la population et cohésion sociale - Participation de la Ville de Montpellier aux séjours de vacances d'été 2021 - Approbation
5. Aménagement durable du territoire - Construction d'une Cité de l'Alimentation - Approbation
6. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires d'accueils de loisirs - Autorisation de signer les conventions d'occupation 2021-2022 - Subventions en nature - Approbation
7. Services à la population et cohésion sociale - Occupation des locaux scolaires pour l'année scolaire 2021-2022 en faveur d'associations - Conventions d'occupations - Subvention en nature - Approbation - Autorisation de signature
8. Ressources - Amélioration du pouvoir locatif - Modification du taux de majoration de la cotisation due au titre des résidences secondaires - Approbation
9. Services à la population et cohésion sociale - Modifications du zonage du stationnement réglementé – Approbation
10. Aménagement durable du territoire - Nouveau dépôt tramway et bus - Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM) Grammont - Programme, enveloppe financière prévisionnelle, engagement et modalités de la concertation - Approbation
11. Aménagement durable du territoire - Projet de modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple au titre de la charte de gouvernance du PLU - Avis au titre de l'article L. 153-39 du Code de l'urbanisme
12. Aménagement durable du territoire - Préservation d'espaces cultivables en verger et terres maraîchères - Acquisition d'une propriété dite Clos Lauzier - 657 avenue du Pont Trinquat - Approbation

13. Aménagement durable du territoire - Acquisition d'un local brut à FDI Habitat - Résidence Îlot Vergne - 42 rue Adam de Craponne à Montpellier - Approbation
14. Aménagement durable du territoire - Convention d'occupation temporaire du domaine public communal au profit du Conseil Départemental de l'Hérault - Avenue du Mondial 98 - Quartier Port Marianne - Autorisation de signature
15. Aménagement durable du territoire - Aliénation des parcelles SD 145p et SD 151p à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rue du Mas Rouge - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation
16. Aménagement durable du territoire - Quartier Cévennes - Achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Saint-Exupéry - Approbation
17. Aménagement durable du territoire - Déclassement partiel du domaine public parcelles LR 284 et LR 285 - Avenue de Louisville à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation
18. Aménagement durable du territoire - Renouvellement Urbain - Cession de Domaine Public de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles LR 284a et LR 285d & LR 285g - Avenue de Louisville - Approbation
19. Aménagement durable du territoire - ZAC de la Restanque - Concession entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt - Approbation
20. Aménagement durable du territoire - Prémption de la propriété des consorts GULLY, 571 route de Mende - Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
21. Aménagement durable du territoire - Réaménagement de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt - Approbation
22. Aménagement durable du territoire - Hauts de la Croix d'Argent - Concession d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt - Approbation
23. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - SAS INEDYA - Lot VIII b3 - Approbation
24. Aménagement durable du territoire - Cession à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Lots n°77 et 86 de la copropriété de la résidence Guillaume Apollinaire - Petit Bard - Approbation
25. Services à la population et cohésion sociale - Adhésion à l'Association des Pollinariums Sentinelles de France (APSF) - Approbation
26. Aménagement durable du territoire - Convention de partenariat 2021-2026 entre le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive (CEFE), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
27. Aménagement durable du territoire - "Trésors de mon jardin" : connaître et améliorer les corridors écologiques urbains - Convention avec l'association « Les Ecologistes de l'Euzière » - Approbation - Autorisation de signature
28. Hors commission - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Midi-Libre pour la co-organisation de la deuxième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature

29. Hors commission - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la cinquième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Autorisation de signature
30. Rayonnement et attractivité du territoire - What A Trip Heyme Festival 2021 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Approbation - Autorisation de signature
31. Rayonnement et attractivité du territoire - Révision du règlement des terrasses et des étalages - Approbation
32. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature
33. Aménagement durable du territoire - Aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville - Rajout d'un troisième compacteur dédié à la collecte sélective des cartons et des recyclables secs - Réalisation des travaux d'aménagement – Approbation
34. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention-cadre de partenariat "Culture et culture scientifique" entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Autorisation de signature
35. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor Burma - Convention de partenariat avec l'association Montpellier Accordéon pour l'organisation du Festival Accordéon Pluriel - Autorisation de signature
36. Hors commission - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovement Event relative à l'organisation du festival Family Piknik 2021 - Autorisation de signature
37. Rayonnement et attractivité du territoire - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives - Avenant n°1 - Autorisation de signature
38. Rayonnement et attractivité du territoire - Attribution de subventions et modification d'attributions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
39. Hors commission - Cession à titre gratuit à la Ville de Cholet de 12 silhouettes en bois utilisées pour la journée de sensibilisation aux violences faites aux femmes en 2018 - Approbation
40. Services à la population et cohésion sociale - Crèche Joséphine Baker - Avenant de prolongation à la convention de Délégation de Service Public - Autorisation de signature
41. Services à la population et cohésion sociale - Crèche municipale Liselotte - Délibération de principe sur le choix du mode de gestion en délégation de service public - Dénomination de la crèche - Approbation
42. Services à la population et cohésion sociale - Transmission dématérialisée d'actes d'état civil vers la Protection Maternelle et Infantile (PMI) de l'Hérault - Renouvellement de la convention d'échange de données - Autorisation de signature
43. Hors commission - Conseils citoyens de la Ville de Montpellier - Principes et modalités de renouvellement de leurs membres - Approbation
44. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de salles des Maisons pour tous à titre gratuit – Approbation

45. Services à la population et cohésion sociale - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
46. Rayonnement et attractivité du territoire - Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Heidelberg dans le cadre de l'action internationale de la Ville - Prise en charge financière de l'accueil d'une délégation officielle allemande en octobre 2021 - Approbation
47. Rayonnement et attractivité du territoire - Participation financière de la Ville de Montpellier au concours de la Vocation à l'International organisé par le Comité Des Conseillers du Commerce Extérieur Occitanie - Approbation
48. Rayonnement et attractivité du territoire - Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King - Approbation
49. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption
50. Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Création - Révisions - Clôtures - Adoption
51. Ressources - Budget supplémentaire 2021 de la Ville de Montpellier - Adoption
52. Ressources - Taux d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions et extensions nouvelles affectées à l'habitation - Approbation
53. Ressources - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences transférées à Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature
54. Ressources - Epidémie de Covid-19 - Prolongation des exonérations tarifaires de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire - Approbation
55. Rayonnement et attractivité du territoire - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Ville sportive, Jeunesse et Relations Internationales" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
56. Ressources - Modalités de mise en place du télétravail au sein des services de la Ville de Montpellier - Approbation
57. Ressources - Remboursement des frais d'obsèques dans le cadre d'un accident de service ou de trajet - Approbation
58. Ressources - Création d'une Autorisation Spéciale d'Absence pour déménagement - Harmonisation des pratiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
59. Ressources - Mise à jour des taux de vacations des médecins Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) et Direction de l'Enfance – Approbation
60. Ressources - Organisation du temps de travail au sein des services de la Ville de Montpellier - Mise en œuvre des 1607 heures - Approbation
61. Ressources - Modification du Tableau des emplois et des effectifs - Approbation
62. Ressources - Recours à 15 contrats supplémentaires d'apprentissage à la rentrée scolaire 2021/2022 - Modification du tableau des effectifs - Approbation
63. Ressources - Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la montée en version du logiciel ArcGIS au sein du SIG métropolitain - Autorisation de signature

64. Ressources - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de location de machines à affranchir - Autorisation de signature
65. Ressources - Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres - Autorisation de signature
66. Aménagement durable du territoire - Valorisation des énergies renouvelables - Réalisation d'une étude de faisabilité pour la réalisation d'une chaufferie bois granulés commune au groupe scolaire Franck-Dickens et au collège des Aiguerelles - Convention de cofinancement à Hérault Énergies - Autorisation de signature
67. Aménagement durable du territoire - Installation de bornes de recharges de véhicules électriques bi-directionnelles - Dispositif "Flexitanie" - Approbation
68. Aménagement durable du territoire - Convention pluriannuelle de partenariat avec l'école d'ingénieurs EPF pour son projet Energy'Lab - Attribution de subvention - Approbation
69. Aménagement durable du territoire - Mise à disposition de la chapelle de Grammont au profit de "l'Eglise Orthodoxe Sainte Philothée" - Renouvellement - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature
70. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de mise à disposition du Pavillon Jean Nouvel au profit de l'Office de Tourisme et des Congrès - Redevance à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature
71. Rayonnement et attractivité du territoire - Parc de Lunaret de Montpellier - Adhésion à des organisations de protection des espèces menacées - Exercice 2021 – Approbation
72. Hors commission - Rapports Annuels des Délégués de service public de l'exercice 2020 - Approbation
73. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
74. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
75. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
76. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation
77. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du lundi 26 juillet 2021

Procès-verbal

Convoqué le 20 juillet 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le lundi 26 juillet 2021 à 9h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Elodie BRUN-MANDON, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL.

Diffusion de la Marseillaise.

Monsieur le Maire : Chers collègues, bonjour à tous. Merci de votre présence. Je propose tout de suite de donner la parole à Madame GIMENEZ, qui sera secrétaire de notre séance, pour procéder à l'appel, sachant que notre Conseil – je le dis pour ceux qui nous regardent en visio – s'inscrit dans les dispositions de la loi sur la tenue des assemblées dans le contexte sanitaire. Madame GIMENEZ, pour l'appel.

Il est procédé à l'appel.

L'appel est clos. Nous avons le quorum pour délibérer.

Avant de donner quelques informations, je voudrais dire quelques mots pour deux personnes qui nous ont quittés. D'abord avoir des mots pour Serge GRANGER, qui était le Coprésident du MHB, et qui a été emporté par un cancer foudroyant. Il a été un des grands dirigeants sportifs, puisqu'après la crise qu'a connu le club, il a su s'impliquer, le relever avec un certain nombre d'acteurs, dont Rémy LEVY, Patrice CANAYER l'entraîneur, naturellement, et donc poser une nouvelle gouvernance, au point d'être reçu ici en Mairie quand la deuxième étoile fut arborée sur le maillot du MHB suite à cette magnifique victoire en Allemagne. Donc toute la famille du hand est très affectée et nos pensées vont à Sylvette, son épouse, l'ensemble de sa famille. Et avec Monsieur ASSAF et Monsieur MARTIN, ce soir, nous irons à ses obsèques.

Je voudrais aussi annoncer, et évidemment ça résonne également fortement je crois pour Max LEVITA, pour Hervé MARTIN, pour Michel ASLANIAN, pour moi, pour Julie, la disparition de Louis POUGET, qui fut une des figures de la vie locale à Montpellier de nombreuses années aux côtés de Georges FRÊCHE puis d'Hélène MANDROUX, celui qui fut élu au personnel, qui a accompagné la piétonnisation du centre-ville et qui présidait l'Office public de l'habitat. Ce fut aussi pour beaucoup une très triste nouvelle, et en particulier pour l'ensemble des agents de la collectivité. Il était un élu très proche, connu, très disponible. Donc Louis s'était retiré dans la campagne. Ses obsèques ont eu lieu à Sète. Et à l'occasion, nous dénommerons le bâtiment municipal, le nouveau bâtiment municipal Garosud à son nom. Je l'ai annoncé aux retraités de la collectivité, qui appréciaient énormément Louis POUGET. Donc je tiens à ce que, en votre nom, on salue sa mémoire. Évidemment, vous serez invités à ce moment où on aura l'occasion de rendre compte de son action.

Je vous propose, mes chers collègues, d'observer, pour Serge GRANGER et Louis POUGET, une minute de silence.

Il est observé une minute de silence.

Quelques éléments d'information. D'abord, entre notre précédent Conseil et maintenant, sur décision du Président de la République en Conseil des ministres, il y a eu un changement de Préfet. Le Préfet WITKOWSKI a été nommé en Seine-Saint-Denis et le préfet Hugues MOUTOUH qui arrive, qui était Préfet dans la Drôme, vient d'être nommé à Montpellier. Qu'il me soit ici, en cette enceinte, permis de saluer l'action de Jacques WITKOWSKI avec qui, dès la prise de fonction de cette équipe municipale, nous avons pu travailler sur les différents sujets relatifs à la Ville et à la Métropole.

À beaucoup d'égards, nous avons pu notamment en matière de sécurité poser une relation de coproduction de la tranquillité publique, avancer sur des dossiers comme la troisième caserne des pompiers, sur le lancement d'un certain nombre de projets ou leur finalisation, notamment les dossiers ANRU, on a pu vraiment très bien travailler. Je veux ici rendre un hommage très appuyé à son action. L'hommage à ce grand serviteur de l'État est unanime. J'ai reçu le Préfet MOUTOUH ce lundi qui, lors d'une cérémonie, a pris officiellement ses fonctions. D'ores et déjà, nous sommes au travail sur l'ensemble des sujets, et je crois que la qualité de la relation entre la Ville, la Métropole et l'État sera au rendez-vous. Il m'a fait part de sa volonté de faire avancer un certain nombre de dossiers avec efficacité et rapidité. Donc je ne peux en votre nom que voir ça d'un meilleur jour. En tout cas, d'ores et déjà, nous sommes en lien direct quotidien.

Sur la situation sanitaire, j'y reviendrai.

Je voudrais aussi adresser des félicitations très chaleureuses en cette instance à Kléber MESQUIDA, qui a été réélu Président du Département, Carole DELGA, qui a été brillamment réélue Présidente de Région, qui a obtenu à Montpellier près de 70 % des suffrages. Je crois que cette volonté de gouvernance apaisée a fait écho dans le choix des Montpelliérains et des Montpelliéraines, pour pouvoir travailler ensemble, loin des polémiques, chacun dans ses appréciations différentes, mais essayer d'être toujours au service de l'intérêt général. À ce titre, saluer les élus qui ont été reconduits, notamment ici Christian ASSAF comme Conseiller régional. Saluer aussi l'arrivée de – j'évoquais la mémoire de Serge – mais de Patrice CANAYER, qui sera un des élus du territoire, l'entraîneur du MHB, Monsieur BOURGI et d'autres à la Région.

Je voudrais saluer aussi les nouveaux conseillers départementaux, saluer ceux qui ont exercé ce mandat, qui ont pris une décision qui leur appartient, et saluer les nouveaux élus, et me réjouir que parmi ces nouveaux élus, très nombreux sont ceux et celles qui n'ont eu aucune expérience électorale, par contre une très forte expérience d'engagement associatif dans le domaine du sport, dans le domaine de la vie sociale, dans le domaine des enjeux écologiques, et qui entrent à l'Assemblée départementale : Madame BOUIDA, Monsieur EL-MOUDDEN, Madame HENRY, qui a été réélue avec Jean-Louis GELY – je me permets de le souligner ; j'ai eu l'honneur d'être conseiller départemental du deuxième canton –, Madame WISNIEWSKI, Monsieur GUIDEZ, Madame GOURNAY GARCIA, Monsieur ALMARCHA, Madame CHELVI-SANDIN, Monsieur CRISTOL, Madame MARKOVIC et Monsieur CALVAT. Je ne doute pas que ces élus auront à cœur de travailler avec les adjoints de quartier, avec l'ensemble des équipes de la Ville pour pouvoir avancer sur un certain nombre de sujets.

D'ores et déjà, j'évoquais les pompiers, nous aurons une troisième caserne à Saint-Martin, comme annoncé, comme délibéré, pour assurer la protection de la partie sud de la Métropole. Mais vous savez que nous avons une très grande vulnérabilité au nord, et en parfait accord avec le général FLORÈS, une quatrième caserne pour le secteur de Montpellier va être réalisée, notamment pour protéger le domaine de La Valette, le domaine du Lunaret et le domaine de Montmaur – tout ça fait un même ensemble.

Donc c'est à Montferrier-sur-Lez que va être réalisée une nouvelle caserne de pompiers. Ça doit se faire en lien avec l'État et le Département, et Madame la Maire de Montferrier qui accueillera cette caserne. Donc nous pourrions améliorer la protection des Montpelliérains et des Montpelliéraines, en particulier en termes de vulnérabilité de la zone boisée, qu'il nous faut protéger d'une part, et puis aussi évidemment améliorer la prise en charge quand un accident se produit.

L'occasion aussi de saluer les pompiers, qui sont impliqués dans la crise sanitaire. Ce sont eux qui, aux centres de vaccination, vaccinent. Et nous sommes dans la quatrième vague, même si on ressent tous collectivement une lassitude face à cette crise. C'est le variant Delta, celui que le Directeur de l'ARS considère qu'il touchera toutes les personnes non vaccinées. Donc chaque fois que nous vaccinons, nous atteignons, nous allons vers l'immunité collective. Et je ne saurais qu'encourager les uns et les autres à se faire vacciner. En lien avec l'ARS et donc avec le Premier ministre directement, par exemple, ce week-end, on a pu ouvrir 1 000 créneaux pour tous les professionnels de l'hôtellerie, de la restauration, pour faire en sorte que la saison touristique se poursuive. Vous avez vu que, dans un établissement, l'un des plus anciens de la Ville, il y a eu un cluster, il a dû fermer, sur la place de la Comédie. Donc ce sont des gens qui ont une perte d'activité, d'un lieu de sociabilité qui est très apprécié des Montpelliérains. Il y a un arrêté qui a été mis en œuvre par le Préfet MOUTOUH de port du masque. Donc des panneaux ont été placés dans l'ensemble de la Ville pour rappeler que le masque est indispensable pour protéger, tout comme le respect des gestes barrières qui, parfois, c'est vrai, peuvent avoir tendance à se relâcher tellement on aimerait sortir de ce bazar.

Pour l'instant, certains diront « mais il ne se passe rien au CHU ». Oui, il n'y a pas beaucoup de monde en réanimation, et c'est tant mieux. Mais les hospitalisations commencent à repartir. Les soignants de l'hôpital public ont donné beaucoup de leur temps, de leur énergie. Dans certains établissements, les internes sont rappelés – leurs obligations d'astreinte. Donc ce sont des signes d'une nouvelle vague, et il est fort probable que les hospitalisations augmentent. Pour cela, nous, dès cette semaine, nous allons continuer nos efforts, outre la vaccination en Mairie, à Vailhauquès ou dans les lieux de santé (la clinique Saint-Jean avec le vaccinodrome, l'hôpital public), nous allons continuer la doctrine du « aller vers ». Donc en lien les pompiers, en Ville, cette semaine, aura lieu une opération de vaccination sans rendez-vous. On espère que beaucoup de jeunes pourront ainsi se faire vacciner. Et puis évidemment, nous allons poursuivre nos actions dans les quartiers populaires, car le Covid touche et frappe en premier lieu les habitants, les Montpelliérains et les Montpelliéraines les plus modestes. Et comme nous l'avons fait à la Mosson, à la cité Gély, nous allons aller à Saint-Martin, nous allons revenir à la cité Gély et dans d'autres endroits pour pouvoir vacciner au plus près. L'enjeu, c'est vraiment l'immunité collective. Le taux de vaccination est bon. Évidemment, ceux qui ne sont pas vaccinés s'exposent ici au variant Delta. Donc c'est la quatrième vague. Elle n'était pas tout à fait prévue si tôt, et elle est là, et nous avons tout intérêt, collectivement, en tant qu'élus, à plaider pour la vaccination. Je sais que l'immense majorité des collègues, sans doute de manière unanime, plaident pour cela. Mais personne n'a envie de revivre les couvre-feux, et surtout une jeunesse qui doit vivre pour sa troisième année potentiellement des cours en distanciel, des conditions de vie qui sont éprouvantes pour les jeunes, même si évidemment il y a pire ailleurs bien sûr. Mais quand même, nous avons tout intérêt à emprunter ce chemin pour sortir de la crise. Ce chemin, c'est la vaccination.

Autre point important, qui sera une affaire du Conseil, qui relève beaucoup d'une compétence – Madame FRÊCHE en parlera au Conseil de Métropole, mais quand même... Nous allons construire le nouveau dépôt de tramway avec la station hydrogène, puisque cette technologie va nous permettre de décarboner notre flotte de bus, ce qui est un enjeu très important, et nous allons le construire à Grammont. Donc il y a une délibération un peu technique. Pourquoi ? Parce que celui de Jeune Paroisse est trop petit vu l'ensemble des rames que nous allons avoir, et Grammont, c'est une double opportunité. D'abord, ça permettra d'assurer une desserte du site de Grammont, où Monsieur MARTIN, actuellement comme élu au sport travaille sur l'espace BMX et toutes les pratiques sportives en lien avec le FISE notamment.

D'autre part, le cimetière intercommunal, et beaucoup de Montpellier et de Montpelliéraines disent que c'est dur d'y accéder en transport collectif pour aller rendre hommage aux disparus. Et puis il y a le théâtre, il y a le grand parc, etc. Et puis d'autre part, ça nous permettra d'édifier un parking relais à l'entrée de la Ville, et donc de désengorger l'entrée de Montpellier. Je fais un peu un focus en début de Conseil sur cette affaire-là, qui occupera le Conseil de Métropole, mais que personne ne soit surpris. Le site de Jeune Parque lui fera l'objet d'une cession, ce qui permettra en partie de financer ce nouvel aménagement.

Autre point, et dernier point d'information, puisque c'est par arrêté que nous mettrons en œuvre notre engagement de campagne qui a été annoncé, sur le 30 km/h, puisque des fois, on me pose cette question, on me dit « qu'est-ce qu'il y a de plus dur quand on est maire ? ». Il y a une chose qui est épouvantable : c'est de recevoir le SMS qui nous informe qu'un enfant s'est fait percuter à l'entrée de l'école. Et donc l'ensemble des groupes scolaires, dans l'ensemble des quartiers, la vitesse va être abaissée à 30 km/h. Le 50 km/h sera l'exception, qui concernera l'avenue Mendès-France, la RD 65, et l'avenue de la Liberté. Mais la vitesse sera abaissée à 30 km/h par arrêté dès le 1^{er} août. Et progressivement, des aménagements pour apaiser la Ville seront mis à l'œuvre. Donc notre stratégie est la suivante : autour des groupes scolaires, dans les quartiers résidentiels, c'est le 30 km/h ; sur les axes principaux, ce sera le 50 km/h.

Je sais que des fois cette décision fait l'œuvre de beaucoup de questionnements, mais il y a une tribune dans *Le Monde*, qui n'a pas dû échapper à certains, du 23 mai 2021 de Jean TODT. Jean TODT a été le patron de la grande écurie de course de Formule 1, où la vitesse est un enjeu. Et Jean TODT a fait un plaidoyer pour le 30 km/h dans les zones résidentielles, dans les centres urbains où cohabitent piétons, cyclistes et surtout, enfin, aux abords des écoles. Et il dit la phrase suivante : « Réduire la vitesse à 30 km/h dans les zones peuplées est l'une des mesures les plus efficaces pour surmonter la mortalité routière. » Et je vous invite à lire cette tribune de Jean TODT, qui est un grand professionnel de la route, un grand amateur de sport automobile, qui a été une des grandes personnalités françaises, et qui aujourd'hui est l'une des personnalités les plus engagées pour la protection de la population face aux problèmes d'insécurité routière.

Cette mesure sera mise en œuvre, par arrêté, et progressivement accompagnée par un certain nombre d'aménagements. Comprenez-en la philosophie : ce sera une cartographie, c'est-à-dire la vitesse dans tous les quartiers à 30 km/h, et quelques axes principaux resteront à 50 km/h. Et l'arrêté sera pris au 1^{er} août. Voilà pour les principales informations.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 26 juillet 2021

Monsieur le Maire : Je vous propose de commencer à examiner notre ordre du jour du Conseil municipal, que je mets en débat, puisque Madame DOULAIN souhaite prendre la parole sur l'ordre du jour. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Cette affaire est vraiment cruciale. On est face à un mouvement social majeur dans notre Ville et je trouvais ça intéressant de le passer en début de Conseil. Et aussi on a reçu un mail cette semaine : il y a des agents ATSEM notamment qui voulaient pouvoir témoigner de leurs conditions de travail, et ça se fait dans d'autres conseils municipaux. Donc je voulais savoir si c'était possible de ramener cette affaire en début de Conseil, et aussi si vous aviez prévu du coup un petit temps d'intervention pour qu'on puisse tous faire notre propre avis sur le sujet, avec tous les éléments en connaissance de cause. Merci pour votre réponse sur ce point.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, on va respecter l'ordre du jour, parce que, y compris, le Conseil est en matinée, donc il permet d'être suivi et ce n'est pas comme auparavant. Nous, on se souvient que les conseils étaient auparavant le soir, avec parfois des affaires à minuit et plus personne ne suivait. Donc on regarde, en général les affaires relatives au personnel, aux ressources humaines, arrivent à ce point-là. Donc il n'y a pas de raison de changer, d'une part. Et d'autre part, quant à la prise de parole, Monsieur BOZONNET et Monsieur NYS sont évidemment à disposition pour recevoir toute personne qui, éventuellement, aurait un point à faire valoir, ou un collectif, ou une organisation syndicale, et c'est bien normal. Mais par contre, nous sommes dans une Assemblée délibérante, et à ce titre, c'est dans ce cadre-là que les choses s'organisent. Il y a un dialogue social. En tout cas, il y a des échanges avec les organisations syndicales sur ces sujets. Ce n'est pas la délibération – je vous le dis – la plus simple qui soit, parce que nous nous mettons en conformité avec la loi sur cette question des 1 607 heures. Cela relève donc d'un impératif légal, puisque la durée du travail à la Ville de Montpellier n'est pas à 1 607 heures ; elle est à 1 517 heures, et c'est vrai que ce n'est pas simple de dire qu'il faut rattraper entre 70 et 100 heures de travail. C'est une disposition qu'on doit prendre, donc on mènera ce débat dans le cadre de l'affaire, et si des gens souhaitent être reçus, naturellement, Monsieur BOZONNET et Monsieur NYS aborderont ce sujet.

Quant au temps de travail, quant à la question du travail des ATSEM, comme beaucoup, comme un certain nombre de métiers pénibles, il va faire aussi en soi l'objet de négociations pour améliorer les conditions de travail, notamment la pénibilité, donc des questions de mobilité. Donc tout ça figurera dans l'agenda social que Monsieur ASLANIAN va conduire, et l'engagement qui est le nôtre, avec les organisations syndicales.

Je mets aux voix le projet d'ordre du jour. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

L'ordre du jour est adopté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER

Je vous propose de donner la parole... Oui Madame YAGUE, pardon, sur l'ordre du jour.

Annie YAGUE : Ce n'est pas sur l'ordre du jour. C'est juste une petite question sur les 30 km/h. Est-ce que vous avez prévu de faire une communication importante sur la Ville de Montpellier, parce que tout le monde ne va pas être au courant et je pense qu'il est important de faire cette communication.

Deuxième point : juste pour dire que Madame MIRALLÈS m'a demandé de l'excuser ce matin. Elle a été toute la nuit bien sûr à l'Assemblée autour de tout ce qu'il y a eu autour du pass sanitaire. Et j'aimerais bien aussi que tout le monde ici soutienne Madame MIRALLÈS. Elle a été victime d'une troisième menace de mort hier, et je pense qu'il est de notre devoir de la soutenir dans cette épreuve, parce que ça commence réellement à devenir une épreuve. Merci.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, permettez-moi d'abord de vous répondre sur le premier point, et de m'exprimer sur le second, et vous avez parfaitement raison. Nous prenons cet arrêté, ce qui va permettre d'accompagner l'information, les aménagements. Et vous le savez, vous avez vous-même été en responsabilité : faire respecter la réglementation sur la vitesse, il n'y a qu'une minorité qui la bafoue, mais quand celle-là la bafoue, ça pose un certain nombre de problèmes. Donc on fait le choix de cet arrêté. Progressivement, on va travailler sur les aménagements.

C'est la démarche dite « quartiers apaisés » sur laquelle nous travaillons, pour que ce soit la vitesse effective. Souvent, ici on pose des dos-d'âne, enfin on essaie de répondre à des urgences. Donc on va évidemment travailler dessus.

Sur le second point, quand j'ai appris que Madame MIRALLÈS a été agressée, j'ai fait un petit message de soutien. Et d'ailleurs elle a eu des mots extrêmement courtois. Et évidemment on comprend tout à fait qu'elle ne soit pas présente. Trois agressions pour une députée de la République : Monsieur VIGNAL, Monsieur DÉMOULIN, Monsieur RICO, Maire de Pérols. On peut ne pas être d'accord dans la vie. D'ailleurs, c'est le principe d'une démocratie. Mais menacer des gens parce qu'ils exercent une fonction et qui ne pensent pas comme vous, c'est scandaleux. Et je le dis très clairement.

Je ne suis pas de ce bord politique, je suis socialiste, mais je pense qu'il faut que nous soyons solidaires face à des élus qui, parce qu'ils exercent leur mandat, sont victimes d'agressions, d'outrances, de menaces de mort. Je veux le dire ici très clairement. L'ensemble des élus, assurément de la majorité et je pense l'ensemble des conseillers municipaux de la Ville de Montpellier, sont aux côtés de ces élus. Ce n'est pas acceptable. D'ailleurs c'est très surprenant, parce que parfois on entend, on nous dit qu'on est en dictature. Attention au sens des mots. Parfois les mots peuvent dépasser la pensée. Il faut vite retrouver son calme. Mais chacun doit pouvoir défendre son opinion dans le respect de l'autre, aussi simplement que ça. Et les députés de la République n'ont pas à être agressés parce qu'ils défendent leur position. Ils peuvent être combattus, arguments contre arguments, idées contre idées. Mais on voit monter une violence qui est extrêmement préoccupante et qui doit collectivement nous interpeller, et sur laquelle quand nous vacillons, quand nous laissons entendre que nous la relativisons, on lui donne prise.

Je me réjouis de savoir que l'autorité judiciaire se montre très mobilisée pour faire respecter la protection de tout un chacun. Madame YAGUE, vous avez raison, et je veux ici publiquement témoigner un soutien à l'ensemble des parlementaires qui effectuent leurs missions. J'ai vu d'ailleurs que ceux de la France insoumise, Messieurs CORBIÈRE et QUATENNENS, ont été pris à partie eux-mêmes très violemment devant l'Assemblée nationale. Ça n'est pas acceptable. Ça n'est pas acceptable. Et je crois que collectivement nous devons faire très attention à cette montée de la violence, qui trouve parfois prise par nos propres silences. Merci beaucoup en tout cas, Madame YAGUE, et assurez Madame la Députée MIRALLÈS, je ne savais pas qu'il y avait eu encore deux menace, assurez-la du soutien unanime du Conseil municipal. Merci.

Adoption du Procès-Verbal du Conseil municipal du 14 juin 2021

Monsieur le Maire soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du 14 juin 2021.

Le procès-verbal de la séance du 14 juin 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 60

Application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales

Le Conseil prend acte de ces décisions.

1. Ressources - Extension des modalités de tarification sociale aux publics en difficulté et aux familles en situation de handicap pour la restauration scolaire et autres temps périscolaires - Modification de la délibération n°V2020-290 du 14 décembre 2020 - Approbation

M. B. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 1. Nous avons quelques affaires qui viennent conforter, chère Madame MASSART, chère Madame AKIL, notre bouclier social. Madame MASSART, vous avez la parole pour présenter l'affaire.

Marie MASSART : Merci. C'est une délibération qui s'inscrit dans un projet global de remise à plat de la tarification de la restauration scolaire, et c'est un travail qui sera finalisé en juin 2022. Je tenais au passage à saluer le travail des services, puisqu'une étude a été réalisée en interne. Merci pour le travail qui a été réalisé.

Tout d'abord, une partie qui concerne le handicap. Mais je laisserai Nadia AKIL présenter ça plus globalement, puisque c'est un dispositif vraiment global, pour favoriser l'inclusion des enfants qui sont en situation de handicap à l'école, à la cantine, dans le périscolaire, etc.

En ce qui concerne la tarification des cantines, ça permettra de soulager les familles qui ont un enfant en situation de handicap dans la famille, même si celui-ci n'est pas inscrit à la cantine, mais de baisser le tarif de tous les enfants qui sont inscrits à la cantine. Je ne détaille pas plus cette mesure.

Ensuite, en ce qui concerne les tarifs pour les publics en difficulté, l'idée a été d'élargir le public bénéficiaire d'un tarif de 50 centimes. En 2020, nous avons déjà voté une délibération permettant aux familles monoparentales bénéficiaires du RSA de bénéficier de ce tarif à 50 centimes. Ça concerne près de 2 000 enfants scolarisés qui peuvent aujourd'hui bénéficier de ce tarif très social. Nous avons souhaité l'étendre pour pouvoir en faire bénéficier notamment les enfants issus des bidonvilles, les enfants qui sont sans logement, les enfants issus de familles qui sont demandeurs d'asile, et plus largement toutes les familles sans droits dont les revenus n'atteignent pas le niveau du RSA. Il est estimé qu'environ 400 enfants pourraient bénéficier de ce tarif nouveau.

Je tenais à préciser que le coût de la restauration scolaire pour la Ville de Montpellier, que ce soit de la préparation du repas jusqu'à la distribution, s'élève à 9 euros. Les tarifs aujourd'hui sont donc entre 50 centimes et 4,95 euros. Donc toutes les familles bénéficient de l'aide de la Ville. Mais c'est particulièrement important d'aider les familles qui sont les plus en difficulté, qui ont le plus de mal à accéder à la restauration scolaire. Il faut savoir que pour certaines familles, c'est le seul repas de la journée. Donc c'est vraiment une mesure qui permet de lutter contre la précarité alimentaire et qui est vraiment très importante, avec un impact fort d'un point de vue social et aussi sur la santé. D'où l'importance aussi de continuer à améliorer la qualité des repas en restauration scolaire. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame MASSART. Est-ce qu'il y a des questions, des demandes de prise de parole ? Vous avez très bien présenté la délibération. Il y a un an, dans ce même Conseil, nous mettions en place un tarif à 50 centimes pour les familles monoparentales, enfin les femmes seules avec enfants, parce que c'est l'immense majorité. Il y a la dénomination juridique et la réalité sociale. Aujourd'hui, un tarif pour garantir le droit à l'éducation de tout enfant sur le territoire de la Ville, ceux qui sont en bidonville et dont il faut saluer tous les personnels de l'Éducation nationale, le travail des associations, pour pouvoir veiller à leur scolarisation, et avec de très beaux succès, de très belles réussites, qui sont souvent peu valorisés mais qui sont réels.

De la même manière, quand on est en situation d'asile, quand on traverse le désert pour fuir, un tarif également pour garantir un repas, un repas équilibré, et à travers ça, garantir le fait que les enfants soient à l'école et garantir le droit à l'éducation. Donc c'est vraiment une mesure... La restauration scolaire, c'est une des compétences de la commune, et ce levier social-là... Madame MASSART, vous l'avez très justement souligné : un repas coûte 9 euros à la collectivité, et pour les enfants des familles les plus modestes, un effort de solidarité est très fort, et on conforte le bouclier social que nous avons promis aux Montpelliérains et aux Montpelliéraines, et a fortiori en direction des enfants qui n'ont pas à subir les drames et les malheurs du monde des grands. Vraiment je veux ici vous en remercier, parce que ça a été un gros boulot. Et il faut faire ça en début de mandat, parce que le but, ce n'est pas de dire « ouais, c'est bien, on le fait », etc. ; c'est d'être concret pour changer le quotidien de ces enfants. En plus, gros enjeu aussi sur la qualité alimentaire, puisque cette année, grâce à votre action et au choix de tous les collègues qui ont voté le budget, nous avons pu améliorer l'approvisionnement en court et en bio, puisque c'est un effort de 500 000 euros qui a été fait pour le service public de la restauration scolaire municipale. Tous ceux qui ont voté le budget ont permis cette amélioration.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Voilà une très belle unanimité, qui fait honneur à Montpellier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

2. Services à la population et cohésion sociale - Modifications du règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier - Approbation

3. Services à la population et cohésion sociale - Modification du règlement de fonctionnement des accueils de loisirs de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Madame AKIL, vous avez la parole. Je vous propose de présenter de manière groupée l'affaire 2 et 3, puisque c'est la même thématique. Allez-y, Madame AKIL.

Nadia AKIL : Tout à fait. Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Cette délibération et celle qui suit visent à adopter une modification du règlement de fonctionnement des temps périscolaires des écoles municipales de la Ville de Montpellier et des accueils de loisirs aux familles d'enfants porteurs de handicap. Ce choix budgétaire fait sens et s'inscrit dans la continuité de la tarification sociale à 50 centimes pour les familles monoparentales bénéficiaires du RSA, et de la délibération de la politique alimentaire que nous venons de voter.

Ces délibérations s'intègrent et renforcent deux engagements de campagne à travers le bouclier social et la réussite éducative de tous les enfants. En 2020, seuls 83 enfants sur 3 031 ont pu bénéficier des aides pour des activités de loisirs, ce qui représente 74 familles sur les 2 690 dont l'enfant ou les enfants sont reconnus par la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) et notifiés à l'AAEH (Allocation d'éducation de l'enfant handicapé).

Les temps périscolaires de restauration et de loisirs sont des temps clés pour les enfants, car non soumis aux logiques de la production scolaire ; un espace public du mieux vivre ensemble qui favorisera l'inclusion de ces enfants dans leur singularité et en favorisant dès leur plus jeune âge la rencontre et le partage d'activités entre enfants handicapés et valides ; de changer durablement le regard sur les personnes en situation de handicap et de préparer les futures générations à une meilleure

acceptation et prise en compte du handicap dans notre société ; favoriser la mise en œuvre d'une école inclusive et universelle dans un espace public laïc et solidaire de la différence. À ce titre, je remercie chaleureusement tous les agents et animateurs que j'ai pu rencontrer cette année et qui ont su, par leur investissement et leur engagement, le traduire par des actions comme au travers de la journée de l'autisme. Nous pouvons être fiers, car ils font honneur à la qualité du service public attendu et dans le respect des valeurs de la République.

Ces délibérations s'inscrivent aussi dans la continuité des actions inclusives déjà menées, comme la sécurisation des passerelles pour les malvoyants ou la première journée nationale de sensibilisation au TDAH du 12 juin. Développer et inciter l'accès des enfants en situation de handicap aux accueils périscolaires et extrascolaires repose sur un droit fondamental, le droit inconditionnel de tout enfant, quelle que soit la nature de son handicap, de jouer, vivre et grandir avec tous les autres enfants de son âge dans l'ensemble des lieux qui jalonnent la vie de tout enfant. C'est aussi permettre à ces parents confrontés au handicap de leur enfant de se saisir de l'opportunité de pouvoir concilier une vie familiale et professionnelle, et surtout d'apporter une solution de répit, un temps de pause bienvenu, accentué par la crise sanitaire qui a impacté plus profondément ces enfants et leur famille.

Voilà plus d'un an que la nouvelle équipe municipale œuvre à une vision sociale, solidaire et écologique de notre Ville, un nouveau souffle au travers de différentes actions menées : une ambition pour nos concitoyens, pour une Ville à hauteur d'enfants, et assurer les conditions d'accueil favorables à la réussite éducative par le biais de diverses délibérations déjà votées, comme une deuxième augmentation de la dotation scolaire pour les écoles publiques et privées, qui passe à 50 euros à la rentrée. C'est l'installation de vidéoprojecteurs et ordinateurs pour les enseignants. Ce sont les cours végétalisées, la sécurisation du chemin de l'écoparc, le soutien scolaire gratuit et laïc et l'ambition pour de vrais temps périscolaires. C'est aussi, ne l'oublions pas, la gratuité du tram à la rentrée pour tous les enfants de notre Ville et de la Métropole qui soulagera, je n'en doute pas, le pouvoir d'achat des familles. Je vous remercie pour votre écoute.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame AKIL. Est-ce qu'il y a des questions sur ces deux affaires ? Des demandes de prise de parole ? Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Merci, Monsieur le Maire. Je voudrais, au nom du groupe socialiste, écologique et républicain, souligner l'ambitieux travail piloté de concert par Madame Fanny DOMBRE COSTE, Marie MASSART et Nadia AKIL. On sait que la question de la restauration scolaire et de la cantine constitue des leviers essentiels pour lutter contre les inégalités sociales. C'est évidemment tout le sens de la mesure de la tarification à 50 centimes. Mais c'est aussi un levier pour éduquer à la transition écologique, et c'est aussi tout le sens de l'option végétarienne qui aujourd'hui concerne près de 382 enfants. Cette tarification sociale à 50 centimes pour les parents isolés bénéficiaires du RSA va être étendue, comme l'a dit Madame AKIL, à toutes les familles avec des enfants porteurs de handicap. Ce sont 400 enfants en plus qui viennent s'ajouter aux 1 984 enfants déjà bénéficiaires de cette mesure de tarification sociale. Évidemment, cette politique sur l'alimentation, offrir un repas de qualité à tous les enfants, est gage d'intégration, et s'intègre dans une politique de solidarité dans toutes les écoles publiques de la Ville.

Je rappelle que l'éducation est la priorité numéro 1 du mandat que nous conduisons. C'est le premier poste budgétaire du budget 2021. Ce sont 35,4 millions d'euros, au-delà de la restauration scolaire. Ce sont trois engagements prioritaires : d'abord la création de nouveaux groupes scolaires, ensuite la végétalisation des cours d'école, et aussi l'équipement et l'installation de panneaux numériques dans tous les groupes scolaires.

Pendant la campagne électorale, nous n'avons eu de cesse de défendre et de présenter le bouclier social pour soulager les familles montpelliéraines. Aujourd'hui, il est en train de se déployer pour les familles les plus modestes, pour la réussite de nos enfants, pour les enfants en situation de handicap, parce qu'ils ont droit aux mêmes droits que les autres. Nous savons que c'est dur, encore plus après cette campagne électorale. La crise sanitaire est passée. Nous savons qu'il est nécessaire de déployer encore plus le bouclier social. Nous avons évidemment vu juste. Aujourd'hui, ce bouclier social concerne aussi bien la tarification sociale avec le repas à 0,50 euro ; c'est aussi la gratuité des transports pour se rendre à l'école ; c'est aussi aucune augmentation des impôts ménages ; c'est l'aide à l'adhésion pour une pratique sportive. Nous sommes convaincus, et c'est notre conviction, que l'école est le lieu d'apprentissage et d'intégration sociale. La qualité du repas offert aux enfants y participe grandement.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. Je vous propose de mettre aux voix les affaires 2 et 3, en indiquant que nous allons poursuivre évidemment nos efforts, et qu'un des chantiers qui va apparaître dans l'espace public – Madame AKIL, je sais que vous y êtes très sensible, avec Monsieur JOUAULT et Madame AKBARALY –, ce sont les aires de jeux inclusives. Les aires de jeux inclusives. C'est très important, quand on a un petit loulou qui est en situation d'autisme, de trisomie ou de handicap, pour les familles, pour faire ensemble. Et Émilie, bien sûr, pardon. Notre mobilisation là-dessus est également totale.

Permettre aux enfants en situation de handicap de rester dans le temps périscolaire, c'est à la fois un rapport aux autres, et c'est aussi du répit pour les familles, pour lesquelles on sait souvent que c'est très très difficile du point de vue du temps, de l'énergie. Ce sont des témoignages qu'on entend souvent. Vous-même, Madame AKIL, vous avez porté cela de manière admirable avec votre association. Merci à tous.

Je propose de mettre au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci.

A l'issue des votes à main levée, les délibérations n° 2 et 3 sont adoptées à l'unanimité.

Pour : 61 voix

4. Services à la population et cohésion sociale - Participation de la Ville de Montpellier aux séjours de vacances d'été 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 4. C'est aussi un élément de déploiement de notre bouclier social. Il s'agit là d'apporter une aide pour les familles dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 euros, pour pouvoir permettre aux enfants de bénéficier de départs en vacances. Il y a un travail très important par exemple, accompli par le Montpellier Taekwondo, que suivent Hervé, Clara, Mylvia, qui permet à des enfants d'avoir une semaine d'évasion à la rivière, à la mer, enfin, dans beaucoup de choses. Donc nous renforçons cette aide pour essayer de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'enfants qui se retrouvent en situation de ne pas vivre l'expérience des vacances, des souvenirs de vacances.

Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

5. Aménagement durable du territoire - Construction d'une Cité de l'Alimentation - Approbation

Monsieur le Maire : Je donne la parole à Madame MASSART. Je fais l'éloge de sa politique alimentaire. Maintenant, nous allons en voir l'ensemble des perspectives, qui vont se déployer à travers le mandat. Il y a un petit diaporama qui va vous être présenté, avant d'ouvrir le débat. Il faudrait le diaporama, merci, et micro pour Madame MASSART.

Marie MASSART : Merci. Déjà, la présentation que je vais vous faire aujourd'hui est vraiment le fruit d'un travail d'un an. Il fait suite au lancement d'une étude que nous avons initiée en 2020, sur l'optimisation de la restauration scolaire. On a fait appel à un bureau d'étude. Mais malgré ça, ce travail a mobilisé vraiment beaucoup de services, beaucoup d'agents. Il a mobilisé 14 directions. Donc il y a vraiment un travail très très important qui a été fait, dans des délais assez contraints. Donc je tenais vraiment sincèrement à remercier les services qui ont travaillé là-dessus, avec un travail vraiment d'une grande qualité. Nous avons également travaillé ce sujet avec le comité de suivi de la restauration scolaire, qui a été mis en place en mars de cette année.

Et ce comité de suivi, je le rappelle, réunit des parents d'élèves qui sont élus de la FCPE, de la PEEP, des enseignants, des agents de la cuisine centrale mais aussi des agents de distribution des repas dans les écoles, des associations nationales et locales comme Un Plus Bio ou Ramène ta Fraise, des chercheurs, des professionnels de la restauration scolaire de différentes tailles, des acteurs de fermes ressources et des producteurs, des fournisseurs de la cuisine centrale, mais aussi d'autres partenaires comme le MIN ou le lycée Georges Frêche. Je tenais également à remercier leur contribution, parce que leur contribution a été vraiment riche et a permis de faire évoluer le projet.

Dans le cahier des charges, nous avons demandé au prestataire de travailler sur un certain nombre d'options. Nous avons posé des options et avons laissé aussi des possibilités plus ouvertes, avec l'idée d'un rapprochement des unités de production avec les écoles. Le résultat de l'étude nous a démontré que le projet qu'on avait imaginé initialement ne répondait pas aux objectifs politiques qu'on s'était fixés – je vais vous les présenter tout à l'heure, les objectifs politiques. La construction des différentes unités de production générerait des coûts, que ce soit en fonctionnement ou en investissement, dont la plus-value n'était pas forcément démontrée par rapport à d'autres dépenses qui auraient pu être faites. De plus, il s'est avéré aussi que la recherche des sites de construction a été très compliquée. On a repéré 9 sites, mais qui n'étaient malheureusement pas répartis sur la Ville et quasiment tous situés au nord de la Ville. L'étude et les différents travaux de recherche nous ont montré également l'importance du temps du repas, du temps d'accompagnement du repas, et c'est aussi pour cette raison que nous avons fait le choix d'investir davantage de projets vraiment sur cet aspect-là.

Avant de vous présenter vraiment le projet qu'on a retenu au final, je voulais quand même vous présenter les objectifs politiques qui ont guidé nos choix et qui étaient inscrits dans le cahier des charges – donc c'est particulièrement important. Si vous voulez bien mettre la première diapo, qui présente les différents objectifs. Tout d'abord, des objectifs qualitatifs.

Évidemment, on en a parlé, mais c'est la qualité du repas en premier lieu, avec des produits bio, des produits locaux, mais aussi réduire la part des produits ultra transformés, réduire la part de l'élevage intensif. Donc plus globalement, vraiment favoriser le fait maison en priorité. Les constructions doivent pouvoir répondre à cet objectif-là vraiment de manière prioritaire. Ensuite, des objectifs éducatifs : il s'agit de sensibiliser les enfants mais aussi les adultes, qui travaillent dans les écoles aux vertus d'une alimentation de qualité. Et c'est un objectif qui est particulièrement important parce qu'il vise également à faire évoluer les comportements des familles à la maison. Ensuite, des objectifs environnementaux : ceux-là aussi étaient vraiment importants ; enfin, tous les objectifs étaient importants. Donc l'idée est de réduire l'impact environnemental sur la production des repas, mais également sur les équipements à construire et sur la gestion des déchets. Ensuite, des objectifs de confort, de plaisir et de convivialité, puisqu'on pense que pour apprécier un repas les enfants doivent être dans les meilleures conditions possibles. Donc ça passe par des aménagements intérieurs, mais aussi par la formation du personnel, par des actions de sensibilisation. Enfin, on est en train de travailler notamment sur le bruit par exemple – c'est un travail qui est mené également avec Bruno PATERNOT, qui travaille là-dessus. Enfin, des objectifs économiques et sociaux : travailler sur les filières d'approvisionnement local pour favoriser l'emploi local ; aussi garantir l'accès à une alimentation saine pour les plus précaires – on en a parlé tout à l'heure – ; et aussi bien sûr veiller aux conditions de travail pour les agents. Voilà globalement, très rapidement, les objectifs.

Ensuite le projet, du coup, qui a été retenu, qui est un projet vraiment global, qui ne se réduit pas aux unités de production. Je vais vous demander de passer la diapo suivante. Il y a beaucoup de choses ; je vais essayer de vous décrire ça de manière synthétique.

Un projet qu'on a appelé la Cité de l'alimentation, qui serait tout proche du MIN, qui est collée au MIN, le Marché d'intérêt national, puisque les interactions entre le travail qui est fait à la Ville de Montpellier sur l'alimentation et le Marché d'intérêt national sont très proches, très importantes. La proximité nous permettra d'y travailler de manière encore plus favorable, avec notamment des débouchés supplémentaires pour les producteurs et pour les entreprises de transformation.

Sur ce site-là, qui est collé au MIN, l'idée est de construire une unité de production, qui pourrait atteindre jusqu'à 16 000 repas pour alimenter toutes les cantines de Montpellier, et avec une base logistique de transformation primaire – on appelle ça la BLTP –, qui est à la fois un lieu de stockage qui permet de travailler vraiment avec les producteurs locaux, mais aussi un atelier de transformation de fruits et légumes, qui pourra compléter le prestataire qu'on a actuellement au MIN, mais avec lequel on continuera à travailler ; un atelier de pâtisserie pour pouvoir produire nous-mêmes les desserts et donc réduire ainsi massivement les produits ultra-transformés, qui sont aujourd'hui très souvent dans les desserts. Et aussi d'autres activités innovantes, comme une mûrserie ou une conserverie. Cette base logistique est calibrée pour 25 000 repas.

Elle permettra non seulement d'alimenter la restauration scolaire, mais également les crèches et les EHPAD, et de pouvoir travailler éventuellement avec d'autres villes de la Métropole. Une seconde unité de production pourra être construite, mais plutôt à l'échéance de 2028, sur le nord de la Ville – le site n'est pas encore choisi –, pour aller jusqu'à 8 000 repas. Ensuite, sur le site du MIN, collé à cette unité de production et cette base logistique, l'idée est d'ouvrir ces sites de manière très transparente, à la fois aux classes, aux parents d'élèves – on sait qu'il y a beaucoup de demandes là-dessus, et on pense qu'il est particulièrement important de pouvoir visiter les locaux, de pouvoir savoir comment sont travaillés les produits, de pouvoir échanger directement avec les cuisiniers, pour bien comprendre la production et l'alimentation et les vertus d'une alimentation de qualité.

On organisera des visites de classes, des visites de parents d'élèves, des visites de professionnels. Il y aura également un jardin pédagogique accolé à cette unité de production, des cours de cuisine également pour les enfants et des tiers-lieux alimentaires répartis dans toute la Ville : un qui sera situé sur le MIN et d'autres qui seront situés sur la Ville, qu'on travaillera en partenariat avec les associations qui œuvrent déjà aujourd'hui – je pense par exemple à l'Esperluette, ou il y a d'autres associations qui œuvrent dans l'aide alimentaire et qui complètent les dispositifs existants aujourd'hui dans l'aide alimentaire.

Donc là l'idée est vraiment de rapprocher au maximum des actions de sensibilisation sur l'alimentation ou des endroits où on peut aussi venir cuisiner, se restaurer dans toute la Ville. Enfin, dernière chose sur le site du MIN : c'est l'idée de l'ouvrir davantage sur le quartier, le quartier de la Restanque, qui est un projet très très large, de pouvoir l'ouvrir plus largement au grand public avec la mise en place de halles alimentaires qui puissent être ouvertes au public. Donc ça, c'est vraiment ce qui sera situé en proximité du MIN.

Mais pour compléter ce dispositif dans la Ville et dans les écoles, on souhaite développer les selfs. On a vu qu'il y avait des vertus pour lutter contre le gaspillage alimentaire, pour avoir aussi plus d'autonomie pour les enfants, plus d'échanges avec le personnel. On projette également de faire l'acquisition d'un bus pédagogique. C'est un bus qui sera équipé d'une cuisine et qui pourra tourner dans les écoles, donner des cours de cuisine, faire des actions pédagogiques directement dans les écoles. On souhaite expérimenter également une cuisine satellite, c'est-à-dire la possibilité de faire de la restauration en complément de l'unité de production, pour faire certains plats qui pourraient se faire sur place. On souhaite développer largement également les potagers dans les écoles, pour faire des actions pédagogiques, en partenariat avec l'Éducation nationale.

On a déjà des enseignants qui travaillent avec nous là-dessus. L'idée, c'est qu'ils fassent des séquences pédagogiques autour des potagers. On souhaite développer également très largement le programme de sensibilisation auprès des enfants sur l'alimentation, et déployer également un plan de formation pour développer une approche hôtelière auprès des personnes qui distribuent les repas dans les écoles, pour pouvoir vraiment être sensibilisé à ça, bien distribuer les repas. Et on travaille dans ce cadre-là avec le lycée Georges Frêche. Enfin, déployer aussi un réseau de fermes ressources. On est déjà en train de travailler : je pense à l'Oasis citadine ou au Jardin du Lunaret, qui ont contribué au comité de suivi de la restauration scolaire, l'idée étant de pouvoir amener des classes sur site dans les espaces de maraîchage, mais aussi de pouvoir faire intervenir des professionnels directement dans les écoles et de pouvoir travailler là-dessus. Donc là il en existe déjà et l'idée est de travailler aussi avec les projets à venir, comme les projets qui peuvent être déployer sur le quartier des Bouisses ou sur la rue du Pont-Trinquat avec un projet de parc qui va arriver.

C'est vraiment un projet qui est très très global, qui est très très riche, qui va être phasé, mais qui va vraiment garantir la qualité des repas et la qualité pédagogique.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MASSART, pour cette présentation complète, qui pourra peut-être être éclairée à l'aune du débat si nécessaire, et puis pour tout le travail que vous avez mené depuis un an pour construire cette stratégie, dont l'objectif qui sera présenté lors d'un Conseil qui se tiendra en septembre sur la PPI, et qui fera apparaître explicitement cette orientation-là, à hauteur presque de 40 millions d'euros. On aura l'occasion d'en reparler.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN et Monsieur JAWHARI. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Évidemment, pour cette affaire, un retour évidemment très positif sur cette Cité de l'alimentation, qui mélange unité de transformation, de production, des tiers-lieux alimentaires, des bus et des jardins pédagogiques. C'est évidemment très positif et ça témoigne d'une fine connaissance des enjeux sur ces questions de production alimentaire qui, au final, ont des dimensions à la fois sociale, culturelle, écologique.

Cependant, derrière cette affaire, on devine un petit peu aussi, on retrouve l'affaire de la cuisine centrale, et ça a été évoqué en introduction par Madame MASSART. Là on nous indique qu'il y aura du coup une unité de production alimentaire de 16 000 repas, qui sera ouvert en lien avec cette Cité, et puis ensuite le futur site que vous mentionnez pour plutôt 2028 de 8 000 repas au nord de la Ville. Je rappelle, et vous l'avez rappelé, que vous aviez annoncé il y a un an tout pile, que vous lanceriez une étude pour avoir vraiment des scénarios sur ces questions de l'avenir de la restauration collective sur notre Ville. Nous, ce qui nous étonne, c'est qu'on nous avait dit qu'il y aurait différents scénarios qui nous seraient présentés, notamment pour venir challenger le scénario de l'ancienne majorité, qui était pour une grosse unité de cuisine centrale. Et là, finalement, entre les lignes, ce qu'on devine, c'est plutôt la construction de deux grandes cuisines centrales, ce qui nous semble, entre guillemets, la pire des solutions, puisqu'on va du coup ni avoir les avantages d'une seule cuisine centrale ni avoir les avantages d'un réseau de cantines de proximité. Ma première question, c'était de savoir, si on ne nous présente pas les résultats des études aujourd'hui, si c'est parce que vous avez pris cette décision sans attendre la fin de cette étude – ce qui ne serait pas non plus, en termes de méthodologie, forcément très bon –, ou, entre guillemets, si c'est parce que vous ne tenez pas forcément vos engagements de vraiment nous présenter différents scénarios. C'est la première question sur les arbitrages qui ont été effectués concernant cette étude.

Deuxième question : est-ce que dans ce comité de suivi de la restauration scolaire il y a aujourd'hui des agents, notamment ATSEM ? Parce que, finalement, je le redis : vous n'avez pas souhaité forcément les recevoir ; elles sont en bas pour le moment. Mais c'est un vrai sujet et elles ont beaucoup exprimé, lors du mouvement social, le fait qu'on puisse faire de belles envolées lyriques, sur l'éducation au goût, sur le fait qu'il faille former ces agents. Mais derrière, si on ne prend pas soin de ceux qui sont dans ces situations d'encadrement, de ce temps qui est vraiment très important, qui est le temps du midi, derrière, on loupe sûrement le coche de toutes les politiques publiques qu'on vote dans cette Assemblée. Je le répète : les affaires RH en fin de Conseil, alors qu'au final, les 77 affaires qui nous sont présentées au vote ne pourront voir le jour que grâce à nos agents municipaux. Donc toujours gardez bien ça à l'esprit. Je voulais savoir si, du coup, ces personnes siégeaient dans le comité de suivi de la restauration scolaire. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Madame MASSART va évidemment vous répondre. Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, on ne peut que se féliciter et se réjouir de voter ce type de délibération, sur les circuits courts, le manger bio. Maintenant, ma question est sur le devenir de la cuisine centrale de Montpellier. Aujourd'hui, j'ai un coût de 39,6 millions d'euros pour cette Cité alimentaire. Est-ce que ça prend en compte le coût, le devenir de cette cuisine centrale ? Puisque quand on parle de coût, on parle aussi de coût de sortie. Est-ce qu'il y aura un gain derrière ? Puisqu'on parle d'une deuxième unité au nord de Montpellier, est-ce qu'on ne pouvait pas réutiliser cette cuisine centrale-là ?

Autre chose : on parle de développement durable, quelque part, dans tout ça. Est-ce qu'on va insérer des clauses environnementales dans l'appel d'offre de la construction de cette unité-là, de cette grosse unité ? À 39,6 millions d'euros, je pense que la commande publique peut inciter les entreprises à être plus vertueuses, à créer des emplois verts, à insérer des clauses d'économie circulaire et de gestion de déchets lors de la construction. Vous savez qu'aujourd'hui on parle beaucoup d'économie verte, mais on ne peut passer à l'économie verte que par l'incitation ou par de gros leviers comme celui de la commande publique, et aujourd'hui on a la possibilité avec la construction d'une grosse unité d'alimentation avec cette Cité de l'alimentation à Montpellier. Merci d'avance pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Merci de votre intervention, Monsieur JAWHARI. Madame MASSART va répondre aux deux questions, enfin aux deux intervenants.

Marie MASSART : En ce qui concerne l'étude, oui elle est finalisée, elle a été réalisée effectivement. Je ne suis pas rentrée dans les détails, mais on a demandé d'étudier plusieurs options qui vont de faire des cuisines dans toutes les écoles, avec des options de 7 unités de production, 12 unités de production, et la possibilité d'une proposition ouverte. Comme je le précisais, effectivement, c'est vrai que l'idée initialement était de faire plusieurs unités de production. On s'est rendu compte qu'entre le coût et le bénéfice généré au regard des objectifs politiques, on a considéré que ce n'était pas une bonne solution, et l'étude l'a montré. Ce n'est pas que l'étude ; c'est aussi le travail des agents, c'est aussi le comité de suivi de la restauration scolaire, qui nous ont démontré cela. Et la proximité qu'on avait imaginée, on peut la faire d'autres manières, c'est-à-dire que la proximité peut se faire avec du travail dans les écoles, peut se faire via les tiers-lieux alimentaires, via le bus pédagogique qui viendra directement dans les écoles. Donc cette idée de proximité, on ne l'a pas perdue, on l'avait toujours en ligne de mire et elle a été mise en place dans le projet. Et on a aussi vu que la qualité du repas pouvait rester indemne avec cette taille de cuisine centrale.

Ensuite, en ce qui concerne votre question sur les ATSEM. Oui, il y avait des ATSEM dans le comité de suivi de la restauration scolaire qui sont venus, et avec lesquels on a eu des échanges vraiment riches et vraiment intéressants. Donc ils sont tout à fait intégrés à ça. Donc il y a des cuisiniers et il y a des AERS et des ATSEM qui sont membres, avec différents niveaux de hiérarchie.

En ce qui concerne les objectifs environnementaux, oui bien sûr, ils sont pris en compte, puisque j'en ai parlé : il y a des objectifs environnementaux. Donc on souhaite que la construction soit en lien et en adéquation avec les objectifs environnementaux, que ce soit en termes d'économie d'énergie, avec l'idée par exemple de mettre des capteurs solaires, en termes de gestion des déchets, en termes d'impact de la construction. Tout cela est pris en compte, et en termes de fonctionnement après pour avoir un mode de fonctionnement qui soit le plus économe pour les ressources.

Monsieur le Maire : Merci, Madame MASSART. C'est donc bien un projet à la fois de la politique alimentaire qui est posé, mais aussi pour l'ensemble des agents de la collectivité impliqués pour faire sens pendant la restauration scolaire. Par exemple, vous avez évoqué le lien avec le lycée hôtelier. Voilà, ne pas juste être dans une logique de stock et de flux des élèves. Et ça va être l'occasion de faire monter en compétence de nombreux agents qui doivent être d'ailleurs salués. Madame DOMBRE COSTE est en congés puisqu'elle assumera les responsabilités au mois d'août, mais avec les innombrables protocoles sanitaires, je voudrais les saluer pour leur mobilisation. Ça n'a été relevé par personne, mais quand même, à Montpellier, il y a des métropoles, des villes, des communes qui ont fait le choix de dire aux familles « merci de choisir un jour où vous ne venez pas manger à la cantine ». Nous avons tenu la continuité du service et les villes qui ont fait ça, elles sont de toutes sensibilités. Nous avons tenu la continuité du service.

C'était fondamental pour ne pas fragiliser les familles dans leur équilibre professionnel, mais aussi pour garantir aux enfants une alimentation de qualité.

Ensuite, sur le plan de la méthode, très importante méthode, le travail qui a été mis en étude a été aussi mis en discussion par un comité de pilotage avec les représentants des parents d'élève, avec les associations qui s'emparent de ces thèmes très justes de la restauration scolaire et donc de la qualité alimentaire. Il a été fait référence à Ramène ta Fraise ou d'autres, avec l'ensemble des personnels. Et donc il y a eu un gros travail d'implication citoyenne des différents acteurs pour arriver finalement à ce scénario qui doit nous permettre de pérenniser la cuisine centrale pour laquelle 3,4 millions d'euros, de mémoire, vont être mis. Des efforts avaient été accomplis de manière précédente sur la sécurité des agents, et je veux les saluer parce que c'est vrai qu'elle donnait un sentiment de fin de vie. Ces travaux ont quand même permis de mettre des investissements et de garantir la sécurité des agents. Ça va être conforté, le temps que ce dispositif, celui que Madame MASSART propose, se mette en œuvre. L'idée quand même, Monsieur JAWHARI, c'est de, plus on arrive à donner vie aux bâtiments, mieux c'est. Parce qu'après, on arrive à un moment dans l'histoire de Montpellier où le foncier se fait rare. Madame FAYE doit travailler pour les implantations d'écoles, etc., de la restauration. Ça a été un des sujets complexes. D'ailleurs, dans la réflexion de Madame MASSART, on essaie de voir comment on peut coopérer avec nos voisins. On ne l'a pas dévoilé ici, parce qu'on n'a pas tout finalisé, en tout cas ce point de coopération sur le deuxième équipement.

Enfin, Monsieur JAWHARI, vous avez raison : la commande publique, c'est un levier très puissant pour décarboner. Et nous, on veut décarboner. Décarboner à la cantine : il n'y a pas systématiquement de la viande. Ce matin à la radio on évoquait que l'élevage était un des principaux facteurs d'émission de CO₂ dans l'agriculture. Nous décarbonons les mobilités avec la gratuité des transports, et nous devons décarboner dans la construction.

Et c'est le travail que mène Madame RIBOT, en tant que Présidente de la commission d'appel d'offres, pour mettre des clauses qui conduisent tous les acteurs économiques à cette transition. Elle ne peut pas se faire du jour au lendemain. D'ailleurs on était ensemble à la Fédération Française du Bâtiment. Enfin, on construit un agenda là-dessus pour avoir des chantiers biosourcés, pour faire en sorte d'être dans la proximité d'approvisionnements, parce que pour les chantiers, le circuit court est quand même un peu difficile, il faut le dire, notamment la pierre. On se rend compte d'ailleurs que les Français, sur plein de choses, ils ont tout transféré. Donc il y a une remise à l'endroit du monde qui nous attend. Donc à chaque fois dans les appels d'offres, il y aura une délibération, Catherine, au premier semestre de l'année prochaine. On posera ces principes, à la fois les enjeux écologiques et les enjeux d'insertion pour permettre notamment aux gens qui sont au RSA, aux publics qui sont suivis par le CCAS, aux jeunes, d'avoir un chemin de retour vers l'emploi, parce que la commande publique, vous l'avez magistralement souligné, c'est un grand levier d'action dans la transition, y compris le niveau d'investissement qui sera le nôtre va permettre de l'activer.

Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ?

Il fallait vous inscrire, mais allez-y, Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. En fait j'interviens au vu des éléments que vous venez de nous communiquer. Donc si je comprends bien, lorsque je reprends votre document des municipales de l'année dernière où vous aviez indiqué « stop au projet de méga cuisine centrale, pour le retour à la cuisine de proximité », c'est annulé. C'est ça ? Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOUSSI, ce que Madame MASSART vous présente, c'est le résultat de votre vote, c'est celui d'une étude sur la stratégie de restauration scolaire. Donc vous aurez une réforme, enfin l'amélioration des conditions de travail des agents de l'actuelle cuisine centrale d'une part, une Cité de l'alimentation dans le secteur de la Restanque, et une autre unité de production qui arrivera, qui ne sera pas réalisée dans ce mandat. C'est une stratégie prospective. Et vous aurez un travail sur l'éducation. Je ne vous redonnerai pas la parole. Non, mais je vous dis très clairement les choses. Et c'est le résultat de cette étude sur laquelle vous avez délibéré, et qui a été au demeurant validée par l'ensemble des acteurs concernés par la restauration : Ramène ta Fraise, la FCPE, la PEEP, les chercheurs de SupAgro notamment – il y a tout un labo qui suit ça.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Un contre. Madame, Monsieur EL KANDOUSSI s'est exprimé en votre nom. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

6. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires d'accueils de loisirs - Autorisation de signer les conventions d'occupation 2021-2022 - Subventions en nature - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs. Qui souhaite prendre la parole ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

7. Services à la population et cohésion sociale - Occupation des locaux scolaires pour l'année scolaire 2021-2022 en faveur d'associations - Conventions d'occupations - Subvention en nature - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 7. Y a-t-il des demandes de prise de parole ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Véronique BRUNET, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

8. Ressources - Amélioration du pouvoir locatif - Modification du taux de majoration de la cotisation due au titre des résidences secondaires - Approbation

M. A. EL KANDOUSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) sort de séance.

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Cette affaire n° 8 concerne la modification du taux de majoration de la cotisation due au titre des résidences secondaires en taxe d'habitation. La majoration de la cotisation communale de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires est un levier exclusivement réservé aux communes situées aux zones tendues au sens de la loi ALUR, c'est-à-dire caractérisées par une forte tension du marché locatif. Elle peut être fixée entre 0 et 60 % depuis 2017. Elle est appliquée depuis 2015 sur Montpellier, avec un taux de 20 %, qui était alors le taux maximum autorisé. Ce levier fiscal a pour objectif d'inciter les propriétaires de résidences secondaires sur des zones caractérisées par un fort déséquilibre entre l'offre et la demande de logement à remettre leur bien sur le marché locatif. Nous proposons donc au Conseil municipal de fixer le taux de majoration de la cotisation due au titre des résidences secondaires à 50 %.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Je vais m'abstenir sur cette délibération. Pour moi, c'est une augmentation d'impôt, donc je ne voterai pas d'augmentation d'impôt. Je tiens à préciser quand même que c'était à 20 % ; nous avons choisi précédemment le moins. Entre-temps, on pouvait aussi l'augmenter mais nous ne l'avons pas fait. Aujourd'hui, passer à 50 %, pour moi, ce n'est pas acceptable. Donc je m'abstiendrai sur cette délibération.

Monsieur le Maire : Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Vous ne votez pas contre ? D'accord. Je vous remercie de ne pas voter contre, parce que, que vous soyez pour ne pas bouger les leviers fiscaux, c'est votre droit, mais vous avez été responsable du CCAS, et ça aide quand même à financer les politiques de solidarité. Monsieur ASLANIAN l'a très bien pointé : c'est dans le cadre de la loi ALUR. On est sur un marché locatif hypertendu. Et donc il faut absolument qu'on ait de la mise en location pour pouvoir permettre aux gens de se loger. Ça s'inscrit dans la suite de notre stratégie autour de Airbnb, du permis de louer, de la demande d'expérimentation pour laquelle on attend une réponse, qui tarde un peu, de la part de Madame WARGON sur l'encadrement des loyers, et qui permet d'avoir cette stratégie d'ensemble. On n'a pas choisi le taux maximum comme d'autres métropoles, mais voilà la proposition.

Qui est contre ? Ah oui, Monsieur MARTIN, pardon, je ne vous avais pas vu.

Hervé MARTIN : C'est normal. C'est normal parce que c'était en réaction par rapport à ce que vient de dire Madame YAGUE.

Monsieur le Maire : Allez-y en intervention, mais pas en réaction.

Hervé MARTIN : Sauf que c'est en réaction, je suis désolé. Tout simplement parce que l'objectif qui a été énoncé par Monsieur ASLANIAN, il est clair et il est intelligent. C'est-à-dire qu'il faut effectivement remettre du logement dans le circuit locatif pour chacune et chacun d'entre nous, de façon à essayer de diminuer la tension sur le marché.

Et à un moment donné, Madame YAGUE, quand on a fait partie d'une majorité qui, en même temps, a diminué les objectifs de production de logements sociaux, et qui, en même temps, ne veut pas utiliser ce genre d'outil pour diminuer la pression sur le marché locatif, comment on fait pour loger les Montpelliérains les plus en difficulté ? Vous savez, moi, j'ai l'habitude de dire que je suis contre le logement social. Parce que le logement social, en fait, c'est ce qui permet aux plus riches de spéculer sur le marché du logement, et là ce qu'on essaie d'éviter justement, c'est ce genre de spéculation en diminuant la pression. Alors, en même temps que je suis contre le logement social, je suis déterminé à en faire le plus possible, parce que tant qu'on n'aura pas fait disparaître ces tensions et ces spéculations sur le marché, on n'a pas d'autre choix que d'en faire. Mais à un moment donné, on ne peut pas à la fois refuser d'augmenter le logement social, à la fois refuser les outils qui permettent de diminuer la pression sur le logement. Il faut quand même pouvoir faire quelque chose pour loger les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. Donc je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Madame YAGUE. Vous avez deux pouvoirs. De qui avez-vous le pouvoir, Madame ? De Madame MIRALLÈS, ok. Qui est contre ? Monsieur MARTIN et les autres sont pour. Adoptée. Monsieur LÉVITA, vous votez pour ? Explication vote. Allez-y.

Max LÉVITA : Je vote pour mais je ne voudrais pas que vous croyiez que c'est suite à l'intervention brillantissime de Monsieur MARTIN. J'avais prévu avant de voter pour. Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur LÉVITA, merci de votre vote favorable. C'est bon. Monsieur LÉVITA : vote bienveillant. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

9. Services à la population et cohésion sociale - Modifications du zonage du stationnement règlementé – Approbation

M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) entre en séance.

Mmes A. SAURAT et F. NAKIB sortent de séance.

M. C. BOURDIN quitte définitivement la séance donnant pouvoir à M. S. MANSOURIA.

Monsieur le Maire : Affaire n° 9. La parole est à Monsieur REYNAUD pour présenter les extensions, modifications du périmètre de stationnement payant et des règles. Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD : Merci beaucoup. Oui, Monsieur le Maire, chers collègues, la politique de stationnement, c'est une politique de mobilité. Et on l'associe d'ailleurs à cette politique de mobilité, puisque vous allez le voir dans le calendrier, c'est associé à l'ensemble des moyens qu'on met en œuvre pour contribuer à ce que les gens ne prennent pas leur voiture. Donc là on va bien parler de stationnement des véhicules motorisés à 4 roues minimum, puisqu'il y aura d'autres moments pour parler véhicules, et je pense que la réflexion est en cours sur les véhicules deux-roues motorisés – vous savez, qui nous posent assez de soucis, mais il y a une réflexion en cours sur cette question-là. Mais là on va parler des voitures.

Juste, je profite pour vous dire quel est l'état actuel. Aujourd'hui, nous avons trois zones. Nous avons d'abord des forfaits riverains : il y en a 12 000. C'est-à-dire que vous avez des forfaits riverains où, quand vous vous gardez à côté de chez, vous bénéficiez de ce forfait riverain. Il est important, parce que 12 000, c'est à peu près le nombre de places de parking payant dont on dispose. Parallèlement, vous avez pour des usages autres, pour d'autres quartiers ou quand vous n'êtes pas Montpelliérains, une zone jaune qui est limitée à 5 heures, une zone limitée à 7 heures et une zone verte qui est limitée à 9 heures. Voilà comment ça fonctionne. Là, le but de cette délibération, c'est à la fois de modifier le zonage du stationnement – et vous allez comprendre pourquoi – mais aussi de créer une nouvelle zone qui sera une zone très courte durée. Vous avez tout dans la délibération, les différentes rues, il va y avoir de la concertation pour exactement affiner les endroits où on va le faire, mais le but du jeu c'est le commerce de proximité. Quand on parle de fermer Ode à la Mer, pardon, Shopping Promenade, l'enjeu c'est avant tout le commerce de proximité. Ça a un but de relier, avec les commerçants. Ça, on va le tester. C'est pour 2022, mais il faut le temps de le faire, le temps de mettre les parcmètres.

J'en profite quand même pour juste... Parce que c'est toujours intéressant qu'à la fois les membres du Conseil municipal mais aussi les Montpelliérains sachent comment ça fonctionne, parce que malgré la communication, parfois ça ne fonctionne pas. Vous avez le stationnement, et puis vous avez le contrôle du stationnement. Le contrôle du stationnement, aujourd'hui, depuis l'ancienne loi, ça se fait en mettant sa plaque d'immatriculation, soit à l'horodateur, soit – pour ceux qui ne le savent pas – via l'application M'Ticket, qui est très facile à faire. Et le contrôle du stationnement, c'est bien évidemment uniquement pour les fraudeurs – on est bien d'accord – qui représentent une partie certes non négligeable mais bien minoritaire par rapport à l'ensemble, ce qui est logique. Et la Ville a fait l'acquisition d'un véhicule électrique, qui ressemble à une Google car – vous avez des caméras au-dessus de la voiture. C'est une voiture électrique qui s'appelle LAPI (lecture automatisée des plaques d'immatriculation). Cette voiture peut rouler à 30 km/h dans toutes les rues de Montpellier, avec systématiquement un conducteur à l'avant, un ancien contrôleur TaM, qui va non pas envoyer des PV, puisqu'il n'y a plus de PV – ça s'appelle les forfaits post-stationnement –, mais qui va – et c'est très important de le savoir – envoyer 5 à 6 photos de chaque voiture pour voir les plaques d'immatriculation, qui vont être vérifiées par des agents TaM dans un bureau, dans les locaux de TaM, et qui vont dire si oui ou non on applique le forfait post-stationnement. Parce que s'il y a quelqu'un dans la voiture, on ne l'applique pas ; s'il y a des travaux, on ne l'applique pas. Donc il faut bien voir qu'il ne s'agit pas du tout d'une sulfateuse à PV, en aucun cas. Il s'agit d'un système intelligent qui réfléchit et, de surcroît, on peut tout à fait faire des réclamations. Le choix qui a été fait, qui est un très bon choix, c'est que ce service de réclamation n'a pas été externalisé ; c'est-à-dire que ce sont des agents de TaM, qui sont dans les locaux de TaM, qui habitent à Montpellier – donc ils connaissent les lieux – et qui prennent un soin très particulier à répondre à l'ensemble des questions.

Donc le principe de la délibération, c'est la création de cette zone très courte durée, et parallèlement, et concomitamment d'ailleurs avec la question de la gratuité des transports, puisque si on fait de la gratuité des transports, si on fait des pistes cyclables, c'est pour sortir les personnes des véhicules, concomitamment, on va étendre le stationnement sur une quinzaine de rues – tout est dans la délibération – on va étendre le stationnement payant où il n'y en avait pas à Port Marianne et aux Arceaux. Et parallèlement, on va aussi supprimer du stationnement payant dans deux secteurs (les Aubes et la cité Astruc), où ça n'était plus pertinent. Donc voilà l'équilibre global de la délibération.

Juste pour vous dire que la politique de stationnement, le futur, c'est que la loi, parce que la loi permet, ce qui est étudié tout au moins pour l'instant, c'est qu'aujourd'hui on va pouvoir agir sur la tarification en fonction de la motorisation, la taille de la voiture, voire même les revenus des personnes.

Donc tout ça, c'est quelque chose, notamment la motorisation, pour des motorisations on va dire plus vertueuses, ce qui va aider, pour ceux qui souhaiteraient acheter des 4x4 électriques dans les pays du Nord. Ce futur est vraiment intéressant parce qu'il y a des leviers avec la nouvelle loi, il y a des leviers sur les motorisations, sur la longueur, le poids des véhicules, et sur les revenus. Donc tout ça, il va falloir en parler, parce que ce sont de vrais enjeux pour appuyer sur des politiques de stationnement et de mobilité.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur REYNAUD. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci, Monsieur le Maire. Moi, je m'interroge sur la pertinence de ces décisions. Il va y avoir 1 619 places supplémentaires payantes sur la Ville de Montpellier. 1 500 places vont bénéficier d'une tarification supérieure à ce qu'elles avaient, et notamment dans des zones pavillonnaires où les gens n'ont pas forcément de quoi garer leur voiture. Alors je veux bien qu'il y ait une incitation à prendre les transports publics, mais il faut quand même que les personnes puissent garer leur voiture, et ces tarifications, je les trouve très excessives. Donc je voterai contre cette délibération, parce que pour moi c'est aussi une augmentation du coût de la vie au quotidien pour tous les Montpelliérains, et comme je vous l'ai dit, je me refuse à voter pour toute augmentation du coût de la vie, enfin du quotidien, pour les Montpelliérains.

Après, j'ai une petite remarque à faire sur la façon dont sont utilisés les horodateurs. Enfin, ce ne sont plus des horodateurs en fait. Quand on veut payer, dans beaucoup de quartiers, on trouve des machines qui sont entourées de plastique, et on est obligé d'utiliser l'appli pour pouvoir payer son stationnement. Donc je vous alerte sur le fait que cette appli, elle n'est pas facilement utilisable par tout le monde, qu'il y a des personnes qui ne savent absolument pas se servir de leur smartphone. Oui Monsieur, dans la vie de tous les jours, il y a beaucoup de gens qui ne savent pas se servir d'un smartphone, et notamment les personnes âgées. Et elles se voient finalement prises en otage dans ce cas de figure et être obligées de payer un PV alors qu'elles désiraient au départ payer leur stationnement. Voilà, ça c'est pour mon petit côté « je prends soin des personnes âgées ». J'y pense très souvent et je vois beaucoup de personnes en difficulté devant ces bornes de péage qui sont entourées de plastique. Je ne sais pas pourquoi. Merci.

Monsieur le Maire : Merci de votre intervention, Madame YAGUE. Votre vote sera... Je me permets juste : il y aura Madame MIRALLÈS ? Ce sera lié, d'accord. Allez-y M. COTE.

Sébastien COTE : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues, quelques éléments en complément et en réponse à Madame YAGUE. Il est tout à fait possible, nous prenons ce point de détail pour commencer, que certains horodateurs soient hors service. Malheureusement, ça arrive, et malheureusement, c'est assez souvent lié à des dégradations volontaires. Ça nous coûte excessivement cher. Et j'incite évidemment les Montpelliéraines et les Montpelliérains au civisme en la matière. Mais la réglementation nous oblige à ce qu'il y ait un horodateur dans une zone bien délimitée, et donc en règle générale, il y a un horodateur à proximité. Voilà pour la remarque de détail.

Ensuite, vous votez contre. Vous votez contre en parlant de tarifs qui sont exorbitants, notamment et vous prenez comme exemple les zones pavillonnaires et donc résidentielles. Force est de constater que vous ne connaissez sans doute pas bien le dossier, puisque justement, c'est bien souvent à la demande de ces riverains – j'ai énormément de courriers – que nous étendons dans les zones pavillonnaires, notamment autour des Arceaux et à Port Marianne.

Parce que, lorsque vous êtes proche d'une zone réglementée, le sport des fraudeurs est bien évidemment d'aller déposer leur voiture pour la journée dans des zones résidentielles pavillonnaires où ils ne payent pas. Et c'est à ce moment-là, bien évidemment, que le résident ne peut pas trouver de place, et donc m'écrit parce qu'il est en manque de place pour se garer. Je rappelle aussi que les tarifs ne bougent pas, et notamment que les abonnements pour les résidents, 15 euros par mois, sont parmi les moins chers, sans doute même les moins chers de France, 3 euros si on est abonné à la TaM. Autant dire que pour des habitants de Port Marianne, zone résidentielle, et des Arceaux, zone pavillonnaire résidentielle, on est loin du matraquage dont vous semblez parler. Et bien au contraire, nous allons permettre à ces gens de récupérer de la tranquillité dans leur rue et de pouvoir s'y stationner en toute sérénité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur COTE. Merci, Monsieur REYNAUD, pour ce travail mené de concert. Parce qu'effectivement, les voitures ventouses, au lieu d'aller aux parkings relais Occitanie et Odysseum, notamment dans le secteur de Port Marianne, prennent des places des résidents. Donc l'idée est bien que les parkings relais soit utilisés. Je vais vous donner un chiffre : le parking de La Mantilla, 26 % d'occupation. Donc ce parking-là, il existe, mais il est sous utilisé. Donc on se retrouve avec des conflits d'usage et c'est très compliqué pour les habitants de Port Marianne. Donc voilà une piste.

D'autre part, il y a deux mesures importantes. Il y a le fait d'enlever la zone payante – Monsieur REYNAUD l'a souligné – à la Cité Astruc, parce que là-bas les gens très modestes n'ont pas de garage, et donc pour eux, c'était...

Intervention hors micro.

Madame YAGUE, je me permets : je ne me suis pas autorisé à vous interrompre. Et ce temps où ce Conseil municipal était celui où on invectivait et on interrompait l'orateur, et où on avait des phrases... Vous avez fait référence tout à l'heure à la violence...

Intervention hors micro.

Madame YAGUE, je vous rappelle que chaque orateur a son temps de parole et s'exprime. Donc s'il vous plaît. En matière de tenue d'Assemblée, c'est du passé. Donc la Cité Astruc est sortie parce que là-bas on a un parc social sans garage et que pour des gens extrêmement modestes c'est très difficile.

Autre point, et je veux saluer ici, c'est de soutenir le commerce de proximité et d'avoir des zones 30 minutes, ce qui existe dans certaines communes de la Métropole, où quand les gens ne peuvent pas faire autrement que prendre leur auto parce qu'ils font leurs courses, ils ont besoin d'avoir une zone où pour 30 minutes ils stationnent et ils repartent. C'est pour soutenir le commerce de proximité et avoir des places de stationnement utiles aux livraisons, préférables le matin, nous y viendrons, qui évitent justement d'obstruer les rues et d'empêcher les véhicules de circuler, ce qui crée de la tension sur la circulation. Donc création pour les commerces de zones de livraison. Certains diront : c'était comme du temps du disque bleu. Non, il s'agit d'avoir ces zones courte durée, donc on imagine bien, au Plan des 4 Seigneurs, aux Arceaux rue Marioge, vers la rue du Faubourg Boutonnet, zones livraison, zones courte durée, qui vont être progressivement déployées, et le mot a été prononcé, en concertation avec les associations de commerçants. Car nous, ce que nous voulons, c'est soutenir le commerce de proximité. Monsieur REYNAUD l'a très bien rappelé : plus d'extension commerciale en périphérie, et les commerçants doivent être accompagnés.

Enfin, comment ne pas partager ce que vous avez dit ? C'est vrai que les incivilités, c'est insupportable. Et effectivement, quand l'horodateur dysfonctionne, ce n'est pas simple. Et vous avez parfaitement raison de le pointer. Et n'hésitez pas d'ailleurs à nous faire signaler, quand vous le constatez, pour qu'on puisse intervenir. Il existe aussi des dégradations du bien commun et du bien public qui fragilisent les autres. Et il n'est pas question d'avoir la moindre complaisance à son endroit.

Je voudrais préciser quand même que j'entends ce que vous dites sur les personnes âgées, et quand on est, à cause d'incivilités, pénalisés, ça n'est pas acceptable. Mais rappeler qu'à la rentrée prochaine, les personnes de plus de 65 ans bénéficieront, habitants de la Métropole, de la gratuité des transports. Et c'est pour nous une mesure qui doit être un accompagnement du changement. On a constaté que c'était souvent ces personnes-là qui faisaient des mobilités inférieures à 2 kilomètres. Donc on doit pouvoir accompagner au mieux. Et il a été précisé en conclusion que la stratégie qui est posée sur la réglementation du stationnement, c'est une stratégie qui s'inscrit dans la stratégie de mobilité. Les gens qui habitent Port Marianne, ils n'ont pas à subir le préjudice de gens assez irrespectueux qui utilisent ce stationnement comme parking ventouse, comme nous pouvons le voir du côté du CHU, comme nous pouvons le voir dans un certain nombre de quartiers.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Deux contre.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

10. Aménagement durable du territoire - Nouveau dépôt tramway et bus - Centre d'Exploitation et de Maintenance (CEM) Grammont - Programme, enveloppe financière prévisionnelle, engagement et modalités de la concertation - Approbation

Mme C. GIMENEZ sort de séance.

Mme E. CABELLO quitte la séance donnant pouvoir à M. H. MARTIN.

Monsieur le Maire : Madame FAYE, sur le projet de Grammont que j'ai évoqué en début de séance, sur ses attendus. Rapidement, pour qu'on puisse, s'il y a débat... Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FAYE sur ce sujet ? Le débat aura probablement lieu au Conseil de Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

11. Aménagement durable du territoire - Projet de modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple au titre de la charte de gouvernance du PLU - Avis au titre de l'article L. 153-39 du Code de l'urbanisme

Monsieur le Maire : Modification 14 du PLU. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Madame FAYE ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER

12. Aménagement durable du territoire - Préservation d'espaces cultivables en verger et terres maraîchères - Acquisition d'une propriété dite Clos Lauzier - 657 avenue du Pont Trinquat - Approbation

Mmes C. GIMENEZ, F. NAKIB et A. SAURAT entrent en séance.

M. S. GUISEPPIN quitte définitivement la séance donnant pouvoir à M. S. JAWHARI (le pouvoir de M. M. ALTRAD donné à M. S. GUISEPPIN est annulé).

Monsieur le Maire : Affaire 12. Madame FAYE.

Maryse FAYE : Oui, Monsieur le Maire. Il s'agit d'une opération qui rentre dans les négociations que nous menons avec les promoteurs sur des dossiers anciens de la mandature précédente, et qui ne correspond pas du tout à nos nouveaux paradigmes, que j'ai expliqués récemment dans un Conseil municipal, et qui nous permet justement, avec ces négociations, de reprendre les projets.

Là en l'occurrence, sur la rue du Pont Trinquat, il y a une grande propriété qui s'appelle le Clos Lauzier, sur lequel un projet a été déposé par deux promoteurs, Crédit Agricole Immobilier et Nexity, qui travaillent en co-promotion, et qui envisageaient de construire l'ensemble du foncier qui était disponible sans pratiquement de constructions, puisqu'il représente un peu plus d'un hectare, 1,2 hectare, et qui faisait l'objet d'une construction dense, certes, qui correspond aussi à nos nouveaux paradigmes, c'est-à-dire de travailler sur l'intensité urbaine, mais qui ne correspondait pas à la protection environnementale que nous nous imposons aussi pour protéger certains fonciers, en particulier ces fonciers qui sont situés en centre-ville, à proximité d'habitations, et qui peuvent être l'objet aussi d'une protection environnementale, à la fois pour l'ouvrir sur les espaces publics vis-à-vis de la fréquentation des enfants particulièrement, ou de la création de parcs et de cultures de jardin avec des équipements publics.

Cette opération avait été menée quand même dans un esprit environnemental par le promoteur, puisque l'INRA avait passé un contrat avec ces promoteurs, et nous leur avons demandé de travailler sur un verger, dans la perspective justement d'ouvrir ce foncier sur une continuation de maraîchers. Et nous leur avons demandé aussi de travailler sur les toitures végétalisées.

L'objet de notre négociation a été menée pour réduire l'intensité de cette construction, puisqu'il y avait 6 lots d'immeuble qui étaient prévus.

Nous avons négocié la suppression de 3 immeubles, ce qui nous permet justement de dégager un foncier de plus de 3 500 m², qui nous permet de rentrer dans nos nouveaux paradigmes et également de répondre à des besoins et des sollicitations qui ont été menées par des associations citoyennes du quartier, pour ouvrir cet espace à l'ensemble de la population.

Donc cette négociation a été menée avec un retrait du permis de construire et du permis d'aménager qui avaient déjà été déposés sous l'ancienne mandature. Nous avons retravaillé avec les services, avec les professionnels et avec les associations sur la création d'un parc qui pourra justement permettre cette ouverture avec une protection environnementale la plus forte possible, puisque ce terrain maraîcher relève d'une utilisation maraîchère de longue date, et ce genre de terrain sur Montpellier n'existe pas beaucoup. Donc nous vous proposons l'acquisition des 3 600 m² à hauteur de 1 750 000 euros, puisque ce terrain est situé en zone constructible, donc le propriétaire bénéficie de cette constructibilité au niveau financier, et nous envisageons donc l'aménagement avec des négociations avec les associations de quartier, que je laisserai Marie MASSART présenter, puisque ça rentre tout à fait dans la politique alimentaire dont elle parlait tout à l'heure. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FAYE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce point ? Madame MASSART, Madame MARIN-KHOURY, Madame FRÊCHE. Allez-y.

Marie MASSART : Merci. Je suis très heureuse que cette délibération soit présentée aujourd'hui, car c'est une proposition que le groupe des élus écologistes a fortement portée, et je tenais à remercier Monsieur le Maire pour son écoute sur ce dossier. Donc c'est un effort important pour la Ville qui va faire l'acquisition d'une parcelle de terrain, mais c'est aussi un acte qui est particulièrement important pour les habitants, notamment les habitants du quartier, qui vont pouvoir bénéficier d'un espace vert dans un quartier qui en était dépourvu jusqu'alors. Un espace vert sur une terre maraîchère, dont il semble important qu'une part importante puisse rester cultivée pour les Montpelliérains et pour les Montpelliéraines.

Donc nous souhaitons en effet que cet espace soit l'occasion de mener un projet en concertation avec les habitants du quartier autour de l'agriculture urbaine. Ça peut passer par des jardins partagés, des jardins familiaux, des sites de compostage, des sites de fermes ressources au sein d'un réseau qui est en train de se constituer, qui pourrait travailler notamment en lien avec les écoles comme je l'ai évoqué tout à l'heure par exemple. Mais voilà, ce sont des pistes sur lesquelles il va falloir travailler avec les élus concernés et avec les habitants.

Donc c'est un projet que nous allons mener notamment avec Stéphane JOUAULT, qui est Adjoint délégué à la nature en Ville et à la biodiversité, qui est en charge des parcs, et avec les autres élus de la Ville bien sûr, et qui doit répondre aux objectifs que nous avons en matière de nature en Ville, en matière de politique alimentaire, en matière de gestion des déchets, à savoir favoriser la biodiversité et la nature en Ville, favoriser le lien social et la mixité sociale, permettre à des personnes en précarité d'accéder à des espaces extérieurs et à des productions agricoles de bonne qualité et à moindre coût, de développer également des actions pédagogiques notamment sur la connaissance des productions locales, sur le rythme des saisons, pour permettre de pouvoir faire évoluer les modes de consommation alimentaire, mais également améliorer la gestion des déchets via le compostage.

Donc nous espérons un investissement fort de la part des habitants sur ce projet qui est véritablement porteur de sens. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MASSART. Madame MARIN-KHOURY, qui est l'élue qui suit le quartier.

Nicole MARIN-KHOURY : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je me permets de vous remercier en ma qualité justement d'Adjointe déléguée au quartier Près d'Arènes. En même temps, je me fais le porte-parole des riverains de l'avenue du Pont Trinquat, pour avoir pris la décision d'acquérir les 3 561 m² sur la propriété du Clos Lauzier et de nous le faire voter. Je tiens à remercier, au nom de tous, particulièrement notre collègue Maryse FAYE en charge de l'urbanisme et de la maîtrise foncière à la Ville de Montpellier, à saluer son travail et l'énergie qu'elle a su déployer afin de négocier cette acquisition et de faire rentrer les nouveaux paradigmes, nos nouveaux paradigmes dans les futures constructions qui se feront. Merci de donner la possibilité au quartier Saint-Martin de conserver cet espace, le Pont Trinquat, qui permettra aux riverains mais également à l'ensemble des habitants vivant à proximité du collège des Aiguerelles et du groupe scolaire primaire d'occuper l'espace public, de donner de la porosité entre les quartiers, de l'ouvrir, de le rapprocher davantage du centre-ville et de lui redonner de l'attractivité. Je suis persuadée que maintenant que le conseil de quartier Près d'Arènes est installé, un travail très sérieux sur les propositions d'utilisation de cette parcelle dans l'intérêt du plus grand nombre sera pris. Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MARIN-KHOURY. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Monsieur le Maire. L'objet de cette délibération, c'est évidemment de vous présenter l'acquisition d'une parcelle pour créer un espace public. Encore une fois, nous répondons à l'un des engagements que nous avons pris devant les habitants de la Ville de Montpellier. Parce que l'acquisition de cette parcelle rentre parfaitement dans notre stratégie de rééquilibrage de la Ville, pour en faire un espace public qui soit accessible à tous, dans tous les quartiers de la Ville. Nous stoppons ainsi la bétonisation de la Ville, en articulant espaces urbanisés et espaces publics de respiration au cœur des quartiers, entre les quartiers Aiguerelles et Saint-Martin. C'est une opportunité pour répondre à une demande citoyenne de concerter avec les habitants sur le devenir de cet espace en commun. Les logements continuent de se construire, mais un espace public est donné aux habitants de ces quartiers et aux habitants de la Ville.

À l'initiative de l'Adjointe de quartier Nicole MARIN-KHOURY, une concertation s'est rapidement engagée avec l'association Trinquat et compagnie, et Maryse FAYE, adjointe à l'urbanisme, accompagnée d'autres élues (Séverine SAINT MARTIN, Marie MASSART, Stéphane JOUAULT), pour modifier le projet de l'ancienne mandature. Ainsi, nous diminuons le nombre de logements de 253 à 150 et l'emprise au sol au profit d'espaces publics partagés sur près de 6 452 m². Cet espace, actuellement fermé, va s'ouvrir sur les quartiers avec la construction d'un mail central avec une placette, la préservation d'une noria, l'aménagement d'un cheminement pour desservir le quartier et l'avenue du Pont Trinquat pour rejoindre cette avenue et la rue nouvelle, la création d'un verger, d'un jardin partagé et de toits cultivés expérimentaux suivis par l'INRA.

On préserve ainsi un espace vert au cœur de ce quartier, on crée une ouverture sur le quartier car aujourd'hui cette parcelle est fermée. Parce que l'espace public est un espace social où s'exerce la citoyenneté, c'est un lieu où personne ne devrait être exclu. Cette parcelle, ce nouvel espace public doit être pensé à hauteur d'enfants, notamment pour offrir un nouveau lieu de respiration aux jeunes de la cité Saint-Martin. Cet espace doit être vu comme un prolongement du lieu d'habitation des familles. On descend de chez soi, on a un espace vert, un lieu, un jardin partagé : c'est évidemment pour les personnes âgées, pour les enfants ? C'est un lieu finalement qui va renforcer ce lien intergénérationnel, vecteur de lien social entre tous les membres d'une même population.

Un des enjeux pour notre Ville, c'est donc de rééquilibrer les différents quartiers en termes de services de proximité et de qualité de vie. C'est en rapprochant les usages, que ce soit le lieu où l'on vit ou où l'on habite, les services de proximité, le lieu où l'on travaille et les espaces de nature que nous contribuerons à mettre fin au phénomène de périurbanisation. Les espaces publics sont finalement les supports de ce vécu de proximité et ils devraient permettre une diversité d'usage sans perdre de vue l'objectif de coexistence harmonieuse entre les usagers. L'espace public, c'est l'espace du commun, c'est un lieu de proximité, c'est un lieu de mixité, c'est un lieu de convivialité urbaine, c'est l'espace des possibles, c'est l'espace du projet.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FRÊCHE. Merci à l'ensemble des intervenants et des acteurs sur ce dossier, Madame FAYE qui, d'ores et déjà, avait commencé à renégocier ce projet, parce que ce sont des projets qui sont construits hors des ZAC et qui, avec le PLU, n'ont pas toujours, avec de l'identité de Ville... Madame MASSART, qui est venue effectivement plaider l'arbitrage, en disant « on peut cultiver là ».

En tout cas, la valeur de ces terres. Nicole, qui a discuté avec les habitants, et Madame FRÊCHE qui rappelle que nous, notre enjeu, y compris, c'est la grande leçon après le confinement : il faut faire la Ville différemment ; il faut de l'espace public ; il faut de l'espace du commun ; il faut que, quand on habite la Ville dense, on puisse aller se promener. Donc là il y a un champ des possibles dans la concertation citoyenne qui va s'ouvrir sur cet espace. Et il y a un enjeu, un enjeu important entre la cité Saint-Martin, où on sent qu'il y a des enjeux sociaux très importants qui se posent, et une partie du tissu pavillonnaire. Et nous, notre conviction, c'est que l'espace public, ça a été très bien dit, c'est l'espace du commun, l'espace de la rencontre, et qu'autour du projet, on crée du lien, on rassemble. Parfois, on a des demandes d'habitants qui disent « voilà, il faut ici autoriser une clôture, il faut fermer ».

Parfois il faut le faire, parce que les enjeux de sécurité sont importants. Mais il faut avoir de l'espace du commun. Et là, l'intervention qui est proposée, on ne peut pas toujours arriver à faire ça. Mais là, entre la valeur de la terre, entre les enjeux sociaux dans ce secteur-là, qui ne sont pas très dotés en espaces publics, nous ont poussés à faire ici cet arbitrage, qui se fait au détriment d'une partie de la construction de logements, il faut qu'on le dise. Mais à travers la dynamique qui est engagée avec Maryse à la Ville et Coralie à la Métropole pour travailler sur les territoires de projets que sont les ZAC, on va pouvoir compenser pour pouvoir continuer à accompagner les familles pour se loger.

Et ce que nous voulons faire, je le dis, je sais que les acteurs de la profession y sont très sensibles et c'est bien normal, mais ce que nous souhaitons, c'est retrouver dans la production de logements, que ça ne se fasse pas dans la Ville diffuse, que ça se fasse toujours dans le cadre d'un projet à travers une zone d'aménagement concerté, un espace où on a pu travailler. Parce que là on avait un élément d'urbanisation à la parcelle. Alors, fort heureusement, tout n'était pas engagé, et c'est ce qui a rendu possible ce travail de discussion.

Il y a des endroits où le coup est tellement parti que, quand bien même la municipalité dit « mais là il faudrait changer », nous ne le pouvions pas. Donc là en tout cas ça ouvre un nouveau travail pour la concertation citoyenne et ça pose l'exigence qui est la nôtre autour de l'espace public, qu'on trouve ici, qu'on va trouver à travers la démarche quartiers apaisés, que nous retrouverons dans la PPI à travers cette idée de Ville parc et de rééquilibrage de la Ville par l'espace public, d'endroits où le trottoir est tellement petit ou inexistant en certains endroits, que là il n'y a même pas d'espace public, donc à la fin on n'en profite pas.

Donc merci à tous. Espérons un vote unanime pour l'ensemble des habitants de Saint-Martin, du quartier du Pont Trinquat qui vont être ensemble. Et nous allons, on en reparlera, mais on va lancer avec toutes les écoles de la Ville une concertation, d'abord avec eux, parce qu'il faut que nous pensions la Ville à hauteur d'enfants. Il faut qu'ils soient partie prenante de ce type de projet. Et ensuite, évidemment, avec l'ensemble des habitants.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN

13. Aménagement durable du territoire - Acquisition d'un local brut à FDI Habitat - Résidence Îlot Vergne - 42 rue Adam de Craponne à Montpellier - Approbation

Mmes C. RIBOT, A. YAGUE (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES) et MM. M. REYNAUD (avec le pouvoir de Mme C. MANTION) et M. SEBLIN (avec le pouvoir de Mme F. BOUTET-WAISS) sortent de séance.

N. MARIN-KHOURY quitte la séance donnant pouvoir à Mme J. FRÊCHE.

Monsieur le Maire : Affaire n° 13. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Bien sûr Madame OLLIER, allez-y. Excusez-moi. Allez-y.

Clothilde OLLIER : Tout d'abord, je souhaite vous féliciter pour les interventions de Madame FRÊCHE sur la proposition précédente, sur ce vote. Je reprendrai vos propos : vous aviez promis de conserver cet îlot Vergne, vous aviez promis de le garder, parce qu'on est dans un quartier où, comme vous le savez, il n'y a rien pour les enfants, ils se retrouvent à jouer sur une surface bétonnée, dans un tout petit parc – on les voit quand on passe en voiture. Il n'y a pas d'espace vert pour ces enfants. C'était une forte demande des habitants.

Et pourtant, vous avez fait le choix dans un des quartiers de Montpellier de racheter une parcelle. Vous ne l'avez pas fait pour ce quartier-là, alors que pour ce quartier-là vous l'aviez promis, lorsque vous étiez dans l'opposition. Je ne comprends pas bien ce qui s'est passé. C'est un endroit historique, c'est un endroit qui est important pour les gens du quartier, c'est un endroit qui fait sens, c'est un endroit où on a des arbres, on a un endroit de vie. Et pourtant il va y avoir la construction de 150 places de parking. J'ai du mal à sentir la logique dans tout ça. J'ai l'impression qu'on fait du coup par coup, qu'on fait du pointillisme. Et je ne sens pas dans votre municipalité, dans ce que vous faites en tous les cas, du sens. On donne un peu d'un côté, de l'autre, on saupoudre dans tous les sens, mais je ne sens pas la cohérence. Ou on va dans un sens, ou on va dans l'autre. Pourquoi avoir fait le choix de racheter cette parcelle, et c'était possible, et en même temps avoir signé, puisque vous l'avez signé, le permis de construire pour la construction d'immeubles à cet endroit-là. Et vous le savez, je ne reprendrai pas vos propos, vous êtes même peint sur le mur : vous aviez promis de garder cet endroit pour les Montpelliérains et les Montpelliéraines, et c'est un endroit qui aurait été important pour les habitants et pour les gens. J'ai du mal à comprendre la cohérence de ce que vous faites. J'avais besoin de m'exprimer sur ces propos.

Monsieur le Maire : Merci Madame OLLIER. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Très rapidement pour dire que je souscris à l'analyse de Madame OLLIER sur le manque de stratégie. Moi je m'abstiens sur ces deux affaires, la précédente et celle-ci, parce que notamment dans la synthèse des décisions on a compris que la Ville allait prendre un avocat pour lutter contre les habitants qui s'organisent sur Celleneuve, notamment Léo Malet, qui sont aussi victimes de projets de promoteurs qui pensent que la Ville est à eux. Donc moi j'ai l'impression effectivement d'une réponse selon le type d'habitants. On ne sait pas trop qui fait l'objet de ces arbitrages. Je précise qu'à Celleneuve, ce sont évidemment des habitants qui sont dans des logements ACM, et on a l'impression qu'ils sont moins bien traités que certains autres. Vous les avez même qualifiés de privilégiés, Madame FAYE. Donc moi, sur ces deux affaires, même si entre guillemets on pourrait voir des signaux positifs, j'ai l'impression que la copie n'est pas bonne et que ça manque complètement de cap.

Monsieur le Maire : Je vais répondre à Madame OLLIER. Moi, quand il y avait le théâtre de La Vista et toute la vie culturelle à cet endroit-là... Vous savez, il y a quelque chose dont je suis assez fier dans mon parcours, c'est d'avoir sauvé le Rockstore. J'espère, à un moment, sa réouverture. C'était un choix, parce que sinon on perdait une salle de concert en centre-ville. Je pense que vous m'en serez gré. Madame OLLIER, je regarde votre sourire et je comprends. Ensuite, il y a eu un moment où ça n'a pas été simple pour l'équipe précédente, sur ce dossier : les artistes, certains, sont partis à Lavérune sur un très beau projet (Luc MIGLIETTA), et d'autres ont été positionnés à la chapelle de la cité Gély. Et donc les acteurs culturels sont partis. S'il n'y avait pas eu de solution... Moi je plaçais pour qu'on conserve ce lieu culturel. Il se trouve qu'ils ont fait des choix. J'ai d'ailleurs beaucoup échangé avec eux. Ils ont trouvé un mécénat assez impressionnant à Lavérune et un accompagnement à la cité Gély pour ce qui est du théâtre de La Vista. Donc c'était cette identité culturelle qu'il fallait sauver, comme on a fait le Rockstore, parce qu'il faut de la cohérence. Une fois qu'il n'y a plus rien, une fois que les gens sont partis... Et la délibération, elle propose l'acquisition – ce n'est pas rien, 391 000 euros –, d'y implanter un lieu de prise en charge de la petite enfance, un lieu, une crèche qui s'appelle les Moussaillons si ma mémoire est bonne, d'aller à cet endroit. Y compris, il y a eu un travail, alors que toutes les procédures juridiques ont été engagées et terminées, c'est-à-dire quand même pour essayer de voir ce qu'on pouvait... Je ne vous cache pas que ce n'est pas simple, une fois que les gens ont gagné au contentieux, parce qu'on est aussi dans un État de droit.

Et puis de manière très cohérente, donc là on vous propose d'acheter des locaux pour faire une crèche à cet endroit. C'est moins de logements, et c'est une crèche. C'est parce que les acteurs culturels sont partis.

Et enfin, il y a un projet, qui est peut-être dans un tract de campagne, mais qui est d'opérer sur la mutation de la parcelle de Groupama, qui va être une des grandes transformations foncières sur lesquelles nous avons la main, de voir où nous pouvons désimperméabiliser, travailler sur la couture urbaine par rapport à l'avenue de la Liberté ô combien difficile, parce que, pas loin, il y a l'EAI et le parc Montcalm, dont ici il est arrivé par sa sanctuarisation sur l'intégralité de sa parcelle – c'est un vieux débat, mais un débat maintenant complètement réglé, et qu'on retrouvera en crédits d'investissement à la PPI. Et là nous allons travailler pour pouvoir donner, dans le cadre de la mutation de Groupama, un espace public, un espace vert aux habitants dans des projets de plantation d'arbres, d'aménagements. C'est vrai, ça ne va pas se faire demain. Mais nous avons ici bien identifié. Et c'est par la mutation de cette parcelle que nous allons agir. Là on arrive en fin de course. Et la position qui a été la mienne, que j'avais énoncée à l'époque, c'était : si les lieux culturels sont là, il faut préempter. Les lieux culturels sont partis ; on est au terme de la procédure.

Et d'autre part, nous avons toujours, et j'avais eu souvent cette discussion avec beaucoup d'acteurs, si on conservait les lieux culturels, s'ils étaient restés, il y avait aussi une partie qui pouvait être densifiée. Parce qu'un des enjeux quand même, collectivement, qui nous est posé, et sur lequel vous vous exprimez souvent à travers les réseaux sociaux notamment, mais dans vos prises de position publiques, et vous en avez parfaitement le droit, c'est quand même la question du logement. Et là, il y aura aussi une part de logements sociaux, qui nous permettront d'accompagner un certain nombre de familles. Donc il y a des projets qui ont été délivrés, on est au terme d'une procédure, on n'a plus de marge. On n'a plus de marge. Donc là on vous propose de participer au financement pour acquérir des locaux pour pouvoir réaliser une crèche.

Monsieur BARRAL ne prendra pas part au vote. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Qui ne prend pas part au vote ? Monsieur BARRAL. Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

14. Aménagement durable du territoire - Convention d'occupation temporaire du domaine public communal au profit du Conseil Départemental de l'Hérault - Avenue du Mondial 98 - Quartier Port Marianne - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 14. Convention d'occupation avec le Département. C'est dans la perspective du collège à Port Marianne. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

15. Aménagement durable du territoire - Aliénation des parcelles SD 145p et SD 151p à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rue du Mas Rouge - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 15. C'est un sujet de parcelles pour l'aménagement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

16. Aménagement durable du territoire - Quartier Cévennes - Achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Saint-Exupéry - Approbation

Mme A. DOULAIN sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 16. Qui a des questions auprès de Madame FAYE ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

17. Aménagement durable du territoire - Déclassement partiel du domaine public parcelles LR 284 et LR 285 - Avenue de Louisville à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 17. Déclassement. Il y a beaucoup d'affaires qui sont d'ordre réglementaire. Affaire 17. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

18. Aménagement durable du territoire - Renouvellement Urbain - Cession de Domaine Public de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles LR 284a et LR 285d & LR 285g - Avenue de Louisville - Approbation

M.M. REYNAUD (avec le pouvoir de Mme C. MANTION) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 18. Qui a des questions ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

19. Aménagement durable du territoire - ZAC de la Restanque - Concession entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 19.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

20. Aménagement durable du territoire - Prémption de la propriété des consorts GULLY, 571 route de Mende - Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Mmes A. DOULAIN et C. RIBOT, M. M SEBLIN (avec le pouvoir de Mme F. BOUTET-WAISS) entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 20. Ne prennent pas part au vote les administrateurs d'ACM, Monsieur BARRAL, CALVO, Monsieur EL KANDOUSSI à titre personnel, Monsieur SEBLIN et Madame TIKOUK. Y a-t-il des questions ? Oui, rapidement.

Maryse FAYE : Tout à l'heure, notre collègue Hervé MARTIN parlait de logements sociaux. Là il s'agit en fait d'une préemption d'un immeuble sur lequel il y a quatre appartements, et dans le cadre des opérations qu'ACM fait pour développer justement le logement social et répondre aux demandes qui sont en instance. Il y a plusieurs solutions : soit ACM construit directement en achetant du foncier, soit ACM travaille au travers d'une Vefa, c'est-à-dire une acquisition auprès d'un promoteur, soit la Ville dans certains cas de figure peut préempter – et là en l'occurrence ACM nous a demandé une préemption pour pouvoir réaliser quatre logements sociaux au sein du quartier qui sera desservi prochainement par la ligne 5 du tramway et qui offre donc la possibilité à de nouvelles familles de pouvoir s'installer dans le quartier de Hôpitaux-Facultés.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FAYE. Monsieur MARTIN est ravi. Surtout, là, il y a eu trop de résidences étudiantes qui sont parties dans le privé, et c'est très bien de pouvoir travailler au rééquilibrage social. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Yves BARRAL, Mme Françoise BOUTET-WAISS, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

**21. Aménagement durable du territoire - Réaménagement de la Pompignane - Concession
d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt – Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 21. Garantie d'emprunt sur la Pompignane. Qui s'abstient ? Une abstention. Je fais le même vote, Madame DOULAIN? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Hind EMAD, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

**22. Aménagement durable du territoire - Hauts de la Croix d'Argent - Concession
d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Garantie d'emprunt - Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 22. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Françoise BOUTET-WAISS, Mme Emilie CABELLO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

**23. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau
Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - SAS INEDYA - Lot VIII b3 -
Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 23. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

**24. Aménagement durable du territoire - Cession à la Société d'Équipement de la Région
Montpelliéraine (SERM) - Lots n°77 et 86 de la copropriété de la résidence Guillaume
Apollinaire - Petit Bard - Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 24. Il s'agit de l'opération de renouvellement urbain au Petit Bard. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

**25. Services à la population et cohésion sociale - Adhésion à l'Association des Pollinariums
Sentinelles de France (APSF) - Approbation**

Mmes N. MARIN-KHOURY (le pouvoir donné à Mme J. FRÊCHE est annulé) et A. YAGUE (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES) entrent en séance.

Mmes M. HOUGUET (avec le pouvoir de Mme V. BRUNET) et I. MARSALA (avec le pouvoir de Mme J. URBANI) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 25. Monsieur COTE, rapidement.

Sébastien COTE : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues. La protection de la population dont vous m'avez confié la charge, c'est aussi, et il faut le rappeler, la protection sanitaire des populations. À ce titre, je suis vraiment très heureux de rapporter cette affaire, parce que c'est une innovation très importante à la Ville de Montpellier. Nous sommes d'ailleurs une des premières villes en France à adhérer à l'Association des Pollinariums Sentinelles. Tout est dans la délibération. Il s'agit bien évidemment de créer un jardin sentinelle qui permettra, via un réseau d'alerte de médecins, mais aussi de malades via une newsletter, de les informer avant même les premiers symptômes des risques allergiques. Et nous savons que la Ville de Montpellier est particulièrement frappée par ce risque-là. Nous sommes nombreux, moi le premier, à être concernés. Je m'en félicite.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur COTE. Madame BRUN-MANDON, élue en charge de la santé et de l'éducation à la santé. Allez-y.

Élodie BRUN-MANDON : Merci, Monsieur le Maire. Oui, pour rebondir sur ce que vient de dire mon collègue Sébastien COTE, on gagne en plus trois semaines par rapport aux différentes installations qui étaient mises en place dans la Ville. Trois semaines, c'est énorme quand on sait que les allergies respiratoires peuvent avoir une incidence forte sur les voies respiratoires et toutes les maladies qui en sont liées. Donc on coche pleinement l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens avec cette mesure, et on est en cohérence – on a entendu ce mot tout à l'heure, mais il est bien de le rappeler –, en cohérence totale avec ce contrat local de santé, qui va nous occuper ces prochaines semaines, et notamment dans la santé environnementale, qui va nous être chère. Donc moi aussi je me réjouis de ce vote futur.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame BRUN-MANDON. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous vous abstenez, Madame OLLIER ? Vous vouliez dire un mot ? Bien sûr. Allez-y. Pardon.

Clothilde OLLIER : Vous nous expliquez et vous parlez de santé environnementale. J'en conviens, les pollens, c'est un vrai problème. On est encore, une fois de plus, dans cette sorte de saupoudrage, de « je fais un peu de tout ». Adhérer à cette association, j'ai envie de dire, pourquoi pas. Mais j'ai surtout envie de vous dire : si vous voulez protéger nos enfants, si vous voulez faire de la réelle santé environnementale, il y a un véritable sujet sur lequel on n'est pas encore revenu, c'est l'utilisation du glyphosate dans cette commune sur les terrains de sport, terrains de sport où courent nos enfants. Quand est-ce que la commune va passer en zéro pesticide ? Si vous souhaitez agir sur la qualité de l'air et sur la santé environnementale, il serait temps d'arrêter immédiatement l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, comme on les appelle. Moi j'appelle ça du poison, mais après chacun sa dénomination. Ça, c'est faire de l'écologie, et ce n'est pas faire du saupoudrage.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

26. Aménagement durable du territoire - Convention de partenariat 2021-2026 entre le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive (CEFE), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Mmes M. HOUGUET (avec le pouvoir de Mme V. BRUNET) et I. MARSALA (avec le pouvoir de Mme J. URBANI) entrent en séance.

Monsieur le Maire : Monsieur JOUAULT. La convention avec le CEFE. Je dirai un mot après, en complément.

Stéphane JOUAULT : Merci, Monsieur le Maire. Pour la délibération n° 26, il s'agit d'approuver une convention entre la Ville de Montpellier et la Métropole d'une part, et le CEFE d'autre part, pour la période 2021-2026. Le CEFE, c'est le Centre d'écologie fonctionnelle évolutive. C'est un organisme important sur Montpellier, qui regroupe plusieurs autres organismes, le CNRS notamment, l'IRD et aussi l'Université de Montpellier.

Cette convention marque la volonté forte de notre collectivité d'associer le monde scientifique montpelliérain dans ces politiques publiques. Pour mémoire, le CEFE a largement contribué à la première place en écologie de l'Université de Montpellier au classement de Shanghai.

Nous avons à Montpellier des chercheurs et des chercheuses remarquables, des chercheurs et des chercheuses qui sont très enthousiastes à l'idée d'accompagner les politiques publiques. Par exemple, c'est une petite parenthèse, j'ai décidé de constituer un groupe de travail scientifique pour accompagner nos plantations de forêts urbaines. Donc j'ai fait appel à différents chercheurs montpelliérains et ils ont tous répondu avec enthousiasme. Parmi ces chercheurs qui vont nous accompagner, nous aurons donc Claire ATGER et Francis HALLÉ.

Pour revenir à l'objet de cette convention avec le CEFE, elle prévoit un plan d'action en trois points. Le premier point, c'est conserver ou favoriser la biodiversité de l'espace urbain en préservant et en développant les corridors écologiques en milieu urbain. Le deuxième : comprendre et gérer l'impact du changement climatique sur la biodiversité. Et le troisième : faire connaître cette biodiversité aux citoyens. Il est donc demandé d'approuver la participation de la Ville à ce programme. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette convention avec le CEFE ? Je me permets de compléter Monsieur JOUAULT, et de vous remercier pour ce travail, parce que vous l'avez dit : le CEFE, il y a le classement de l'Université de Montpellier au classement de Shanghai, 150^e depuis quatre ans ; et le CEFE, dans la dimension environnement, est soit premier soit second selon les années. Et nous avons là, en matière d'environnement, le Centre d'écologie fonctionnelle, un leader mondial. Et nous allons d'ailleurs, dans le cadre de la Métropole et du contrat de plan État-Région, avec la Région Occitanie, avec l'État, apporter des financements pour changer complètement le bâtiment terre, pour que les chercheurs, pour que cette excellence puisse se voir. Cher Max, dans cette vieille fac de sciences, il y a besoin. Ils sont là, très humbles, ces chercheurs si brillants. Donc on va les accompagner dans le prochain CPER, parce que c'est une vitrine, une vitrine aussi pour Med Vallée sur le volet environnement et santé environnementale.

Mais surtout, là où je voudrais vraiment saluer votre propos et le choix, le souligner, c'est que nous nous appuyons dans nos décisions sur la science, sur les chercheurs. Et précisément, c'est ça qui va nous aider à agir juste. Parce que les chercheurs, il est toujours facile d'activer ici ou là une polémique, etc., mais ils vont nous aider à prendre les bonnes décisions. Ce qui a été évoqué sur les corridors de biodiversité, sur les plantations d'arbres, forêts urbaines, et d'arbres dans la Ville, qui font écho d'ailleurs au débat précédent ou du système racinaire. Parfois, on a planté des pins et ça a acidifié les sols, et ça « dézingue » l'espace public, valeur du commun. Et donc de pouvoir être accompagnés, que nos politiques publiques soient soumises à l'expertise des meilleurs chercheurs en environnement, c'est un point fort, et c'est une des stratégies de notre collectivité. C'est de bien faire le lien entre l'excellence académique, l'excellence de la recherche dans les laboratoires, et les politiques publiques. Et là, juste en voisin, en montpelliérain, il y a le CEFE, et donc cette convention va être pour nous très précieuse. Et, Monsieur JOUAULT, on a la même à la Métropole, parce qu'évidemment il faut pouvoir agir dans ces champs. Mais ce sont des chercheurs dont on parle trop peu et qui contribuent largement au rayonnement scientifique de notre territoire.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

27. Aménagement durable du territoire - "Trésors de mon jardin" : connaître et améliorer les corridors écologiques urbains - Convention avec l'association « Les Ecologistes de l'Euzière » - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 27. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

28. Hors commission - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Midi-Libre pour la co-organisation de la deuxième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 28. Nous allons coorganiser le Monde Nouveau. Auparavant, ça se tenait à Perpignan, mais l'orientation politique du territoire fait que nous avons décidé d'accueillir cette manifestation, qui se tiendra au Corum. Ce sera pour nous l'occasion justement de mettre en avant l'ensemble des acteurs de la transition écologique, avec un volet « comment le territoire est partie prenante ? ».

Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

29. Hors commission - Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la cinquième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Futurapolis, affaire 29. Nous reconduisons cette manifestation qui fut initiée par mon prédécesseur et qui vise à donner l'orientation sur le volet santé, Med Vallée notamment. Qui demande la parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

30. Rayonnement et attractivité du territoire - What A Trip Heyme Festival 2021 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 30. What A Trip Festival. Il s'agit des conventions pour pouvoir accueillir cette manifestation, Festival du Voyage. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

31. Rayonnement et attractivité du territoire - Révision du règlement des terrasses et des étalages - Approbation

M. B. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 31. Révision du règlement des terrasses, que Monsieur CHARTIER engage à court terme. Et il y aura, fin du second semestre ou début du prochain semestre, une adoption d'un nouveau règlement des terrasses sur l'ensemble de la Ville, avec des enjeux esthétiques, l'accompagnement des enjeux sur la question des déchets, sur un certain nombre de choses. Donc on va lancer une concertation avec les professionnels. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Il s'agit à travers cette affaire de voter pour la révision du règlement des terrasses. On est sur une inflation de normes dans ce règlement. Il y a des objectifs évidemment qu'on partage sur l'aspect esthétique des terrasses – évidemment, c'est très important. Mais on trouve que globalement le timing est quand même très mal choisi. Nos restaurateurs, nos cafetiers vivent une des périodes les plus difficiles de leur histoire récente, et on trouve qu'en termes de méthode, les signaux sont plutôt mauvais. Je vais exposer trois points là-dessus.

Le premier c'est que, concrètement, certaines normes aujourd'hui qui sont mises en place avec ce règlement vont demander à certains restaurateurs de tout simplement ouvrir leur chéquier et engranger des dépenses. Je prends un exemple concret. Par exemple sur les pots dans lesquels on met les plantes et les fleurs, il ne pourra y avoir qu'une forme de pot par terrasse, et donc si certains ont deux types aujourd'hui de pots, ils devront du coup les changer. Ça me semble un petit peu en décalage.

Et puis le point principal qui, moi, me pose problème, c'est que ce règlement comporte une disposition qui est très simple qui dit : une terrasse, les places assises par terrasse pour un établissement ne peuvent être supérieures, le nombre de places doit forcément être inférieur ou égal au nombre de places en intérieur. Donc je ne sais pas si vous le savez, mais il y a plein d'établissements à Montpellier qui en fait ne rentrent pas du tout dans ces règles-là, et on les connaît. Du coup, ça me pose problème à plusieurs titres. Évidemment, il y a des restaurateurs qui ont basé leur modèle économique sur le fait d'avoir beaucoup de places en terrasse. Qu'est-ce qu'on va y faire ? Il y a aussi le fait que ça ne va pas vraiment dans le sens de notre culture, de notre territoire. Moi, je préfère avoir des gens en terrasse que des gens à l'intérieur dans des salles climatisées.

Et puis ça va même à contre-courant de ce qui se fait aujourd'hui dans d'autres villes en France, où on est plutôt sur l'extension des terrasses sur l'espace public, notamment par rapport aux enjeux de Covid. Donc quand je lis l'article 7.1.2, j'ai une question. Quand vous dites, cette nouvelle règle, qu'il faudra du coup que le nombre de places assises par établissement en terrasse soit inférieur ou égal au nombre de places en intérieur, c'est : est-ce que ça va s'appliquer dès le 1^{er} janvier pour nos commerçants lors de leur renouvellement d'autorisation de terrasse ? Ou est-ce que ça va s'appliquer lors du changement de gérance qui est prévu ? Mais même dans ce cas-là, je trouverais ça un petit peu gênant, parce qu'il y a des restaurateurs qui ont payé très très cher des pas de porte, parce que justement il y avait un modèle économique sur les grandes terrasses. Donc voilà, je voulais savoir qu'est-ce qui était prévu. Et en fonction, soit je m'abstiendrai, soit je voterai contre.

Et je réagis, le troisième point que je voulais rapidement mentionner : je vais voter contre l'affaire 54 sur la fin des exonérations de droits de terrasse qui est prévue pour notre commune au 31 juin, parce que je trouve qu'aujourd'hui, ce sont des métiers, des TPE-PME, qui ont besoin au contraire de stabilité, de pouvoir se projeter. Et avec le pass sanitaire, je suis désolée mais aujourd'hui personne ne peut s'exprimer sur la saison estivale qui s'annonce en août, personne ne peut dire s'il y aura une quatrième vague à la rentrée. On est face à des restaurateurs qui ont eu du mal à recruter, qui ont des salariés avec des stocks de congés. Donc aujourd'hui, leur prévisionnel sur l'année 2021 pour des entrepreneurs de petite taille est clairement incertain, et je trouve que le rôle de notre collectivité c'est d'être là, de poser des choses, qu'il y ait des choses qui soient sûres, certaines, pour les accompagner en cette période de crise. Et je trouve que ce règlement, plus la fin des droits d'exonération, alors qu'à Paris ils ont choisi la stratégie d'étendre ces exonérations jusqu'en octobre, à Quimper c'est même jusqu'au 31 décembre, je trouve que la copie n'est tout simplement pas bonne. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, c'est bien normal de contribuer au débat. Vous avez cité Quimper et Paris. Vous auriez pu citer toutes les villes qui, dès la réouverture des terrasses, ont mis fin à l'exonération. Nous, le choix qui a été fait, c'est aller jusqu'au 31 juin. Et d'ailleurs, vous auriez pu saluer la décision, et de mon prédécesseur et celle que nous avons prise, d'exonérer sur l'intégralité de l'année 2020. Et comment nous prenons ces décisions ? Nous prenons ces décisions parce que le dialogue est régulier avec l'ensemble des professionnels, notamment de l'UMIH. Et d'ailleurs, vous-même, Madame DOULAIN, à un moment vous viendrez nous dire « il faudrait faire ci, il faudrait faire ça » : il faut financer un certain nombre de projets. La question de la propreté de la Ville, il faut bien la financer, il faut bien payer convenablement ceux qui vont nettoyer. Donc là, on a trouvé cette position entre mai et le 31 juin : exonération. On a travaillé, et vous l'avez relevé, sur des éléments d'attractivité. Ça a par exemple été, vous le verrez d'ailleurs jeudi soir, sur le concert Africa à la télé, qui met en valeur Montpellier, et France Télévisions, plutôt que de payer une campagne de communication comme d'autres l'ont fait, pour travailler sur l'attractivité touristique. C'est vrai qu'on y est, dans la quatrième vague. Elle n'est pas à venir : on y est. Je l'ai dit en introduction : on y est.

Ensuite, le règlement. Pourquoi ce règlement ? Ce règlement est transitoire et il va être totalement remis à plat. Et vous avez dit quelque chose : on n'a pas le même rapport à l'espace public dans le sud que dans le nord. À Paris, c'est vrai que les terrasses sont extrêmement modestes.

Vous connaissez bien la capitale. Nous, qu'est-ce qu'on a fait ? On a, aux Beaux-Arts, permis cette extension avec cet aménagement transitoire qui a vocation à devenir définitif. Nous allons travailler prochainement sur la rue Émile Zola, et on regarde petit à petit où on peut avoir des extensions qui à la fois participent à la qualité de Ville, permettent de créer une présence, de soutenir un certain nombre de commerçants. Voilà ce qu'on essaie de faire.

Par exemple, les chauffages d'hiver, dans notre nouveau règlement, il va bien falloir qu'on prenne des dispositions. Donc on le prépare. Et là, qu'est-ce qu'on dit ? On pose une règle, on accompagne les professionnels quand à un moment donné ils sont en cession de leurs baux, et on leur dit « voilà ce qui est la règle ». Y compris, vous savez, il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup... Pas beaucoup non, il y a quelques-uns qui sont dans l'irrégularité. Par exemple, on avait sur la place de la Comédie quelqu'un qui ne payait pas sa créance, il ne payait pas son impôt. J'ai vu que certains le soutenaient.

Moi je suis désolé : la contribution commune, surtout quand on est sur la place de la Comédie... Le Monsieur s'est acquitté ; aussitôt on a autorisé la terrasse, il y a eu un dialogue qui a été mené. Ce n'est pas simple de dire qu'il faut respecter la règle. Et puis après, à l'occasion des mutations du commerce, on rappelle ce qui est la règle pour les terrasses. Mais on fait aussi attention aux extensions. Parce que quand il y en a qui abusent... Je pense que ce n'est pas votre position, Madame DOULAIN, vraiment, mais il faut que les pompiers circulent, il faut que les piétons circulent. Et parfois quand l'espace public est saturé, et souvent on dit « ah mais c'est le Sud ». Oui enfin le Sud, ce sont aussi ceux qui sont à pied, c'est aussi la circulation des forces de sécurité, notamment les pompiers. Donc c'est ce compromis-là que nous essayons de tenir, c'est celui de la responsabilité. Après, on pourrait dire qu'on exonère tout le monde.

Les professionnels – vous avez dit quelque chose –, ils ont du mal à recruter. Ils ont du mal à recruter, parce que justement, et c'est très bien, il y a une sorte de mobilisation pour se réapproprier les lieux, pour les faire fonctionner. Donc nous on prend nos décisions en lien avec les professionnels, notamment l'UMIH, le Président MESTRE, que je voudrais saluer ici publiquement. On a construit notre stratégie là-dessus.

Vous avez raison de citer des villes. Mais citez toutes celles qui, dès le 6 mai si ma mémoire est bonne, ont mis fin aux exonérations. Nous on a fait une exonération jusqu'au 31. Évidemment, si la crise sanitaire, si tout bouge, on aura des discussions à avoir et on s'adaptera et on proposera d'autres délibérations. Mais vous ne l'avez pas relevé au début : quand on a proposé 1 000 créneaux de vaccination ce week-end... Monsieur RICORDEAU, que je vous veux remercier, et Monsieur CASTEX par SMS, parce qu'on essaie de faire ce lien... On a pu ouvrir à tous les professionnels de la restauration, à nos collaborateurs, pour qu'ils puissent accueillir et pour préserver la saison touristique. Voilà : préserver la saison touristique. Et on espère tous que ça va bien se passer.

Mais après on a une exigence : la qualité de l'espace public, les enjeux d'esthétique, demain les enjeux de transition écologique autour des déchets, des enjeux de pollution lumineuse, d'esthétique. C'est un gros boulot. Donc là, c'est un règlement transitoire et on va ouvrir une concertation sur un règlement d'ensemble des terrasses à Montpellier. Mais il y a une chose qui est claire : c'est qu'une fois qu'une règle est posée, elle a vocation à être respectée. Et quand le Monsieur de la Comédie ne payait pas sa contribution commune et avait un arriéré de dettes, et bien non, on ne va pas dire « ah, gnagna », non parce qu'il y en a plein qui paient leurs impôts, qui font les efforts d'investissement et, en général, cette majorité silencieuse-là nous permet d'améliorer l'attractivité, l'ambiance à Montpellier.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci de votre abstention et d'avoir entendu l'argumentation. Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

32. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 32. Madame AKBARALY, Madame DOMBRE COSTE ne prennent pas part au vote. Requalification de façades. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

33. Aménagement durable du territoire - Aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville - Rajout d'un troisième compacteur dédié à la collecte sélective des cartons et des recyclables secs - Réalisation des travaux d'aménagement – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 33. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur NISON ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Madame YAGUE, allez-y. Monsieur NISON vous répondra.

Annie YAGUE : Non, je n'ai pas de question. Vous ne m'aviez pas vue. Sur l'affaire 31, je ne prends pas part au vote, c'est tout.

Monsieur le Maire : Excusez-moi, Madame YAGUE. Vous ne prenez pas part au vote.

Annie YAGUE : Exactement.

Monsieur le Maire : Merci, c'est noté. Affaire 33. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

34. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention-cadre de partenariat "Culture et culture scientifique" entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier - Autorisation de signature

*Mmes C. GIMENEZ et M. FAYE (avec le pouvoir de M. M. DIORE) sortent de séance.
M. C. ASSAF quitte la séance donnant pouvoir à Mme C. HART.*

Monsieur le Maire : Affaire 34. Célia. Madame SERRANO, allez-y pour présenter l'affaire.

Célia SERRANO : Merci. Bonjour à toutes et tous. Il s'agit de la convention-cadre « Culture et culture scientifique » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier.

C'est une première dans l'histoire de la Ville et de la Métropole, cette convention-cadre, et je suis ravie de la présenter aujourd'hui.

La culture, et la culture notamment scientifique, est une clé essentielle de compréhension et d'appropriation des enjeux scientifiques et sociétaux. Elle permet de mieux comprendre le monde qui nous entoure tout en participant au moyen de développer et de renforcer la curiosité, l'ouverture d'esprit et l'esprit critique. Elle joue également un rôle important dans la lutte contre le prêt à penser et les « fake news ». La Ville de Montpellier mène une politique culturelle engagée, alliant exigence artistique et ouverture à tous les publics. L'Université de Montpellier, acteur majeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, est également une institution qui joue un rôle moteur dans le champ de la culture et de la diffusion de la culture scientifique. En lien étroit avec Montpellier Méditerranée Métropole, dont la culture est un axe structurant de la politique de développement territorial, la Ville de Montpellier souhaite construire avec l'Université de Montpellier un partenariat fort, centré sur l'art, la culture et la culture scientifique. C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier entend établir cette convention-cadre et permettre le développement de ces partenariats.

Il y a trois axes de partenariat qui sont privilégiés. Le premier : le soutien à la création et à la diffusion artistique, qui est envisagé sur deux thématiques : l'accompagnement des projets de création, en privilégiant les interactions entre les résidences artistiques, en dynamisant les échanges entre les artistes en résidence sur le territoire et en favorisant la diffusion de leur création auprès d'un plus large public ; le soutien à la diffusion artistique en privilégiant la co-construction de projets artistiques et culturels, notamment en termes de croisement des arts et des sciences par exemple par des co-productions d'expositions qui seront accueillies dans des lieux métropolitains et dans des lieux universitaires.

Deuxième axe de partenariat : l'accès à la culture et à la diffusion de la culture scientifique pour, vers, avec toutes et tous et en particulier vers les publics jeunes et étudiants. Il y a l'éducation artistique et culturelle. Par exemple, il y a deux jours a eu lieu un événement mené par la fac de sciences au jardin des plantes, qui s'appelait littérature. Des centres de loisirs ont pu y assister parce qu'il y a une synergie entre nos services. Mais c'est une offre que nous pourrions étoffer au regard de la réécriture notamment du plan éducatif de territoire que nous venons avec la direction de l'éducation. Il y a aussi la diffusion de la culture scientifique.

La Ville par exemple devient partenaire du film documentaire scientifique Sud de sciences, qui aura lieu à l'automne. Il y a également les dispositifs menés par l'Université, qui s'appelle UniverlaCité ou la Fête de la Science, que nous pourrions développer. Et sur ces deux points, diffusion de la culture scientifique et l'EAC, l'Agora des savoirs pour les enfants à partir de 6 ans justement, que je souhaite développer et qui s'inscrit complètement dans cette convention-cadre – nous en reparlerons.

Enfin, troisième et dernier axe de partenariat privilégié : la promotion de la vitalité culturelle et scientifique, ce qui est une source d'attractivité à l'échelle nationale et internationale. Il s'agira de mettre en synergie nos dispositifs de valorisation et de co-construction des projets pour promouvoir nationalement et internationalement la vitalité culturelle et scientifique du territoire.

Cette convention-cadre ainsi proposée sera déclinée en différentes conventions d'application, qui donneront plus précisément des éléments des partenariats à intervenir ainsi que leur budget. Elle court sur une période allant de la date de sa signature jusqu'au 31 juillet 2024, de façon à couvrir trois années universitaires.

Enfin, elle sera pilotée par un comité de pilotage comprenant les représentants des trois institutions, assisté par un comité de suivi composé notamment des différents chefs de projet. Et je suis à votre disposition si vous avez des questions.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame SERRANO, pour cette présentation très complète. Y a-t-il des questions ? On met aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

35. Rayonnement et attractivité du territoire - Cinéma Nestor Burma - Convention de partenariat avec l'association Montpellier Accordéon pour l'organisation du Festival Accordéon Pluriel - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 35. Convention de partenariat avec le festival Accordéon Pluriel dans le quartier de Celleneuve. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

36. Hors commission - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovement Event relative à l'organisation du festival Family Piknik 2021 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 36. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

37. Rayonnement et attractivité du territoire - Conventions pluriannuelles de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 37. Conventions entre la Ville et la Métropole et les radios associatives. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

38. Rayonnement et attractivité du territoire - Attribution de subventions et modification d'attributions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 38. Attribution de subventions dans le secteur culture. Ça a été vu par Madame ROBIN, qui est absente. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

39. Hors commission - Cession à titre gratuit à la Ville de Cholet de 12 silhouettes en bois utilisées pour la journée de sensibilisation aux violences faites aux femmes en 2018 - Approbation

Mme M. FAYE (avec le pouvoir de M. M. DIORE) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 39. Ce sont des œuvres qu'on concède à la Ville de Cholet, qui avaient été réalisées précédemment lors de la journée des violences faites aux femmes. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

40. Services à la population et cohésion sociale - Crèche Joséphine Baker - Avenant de prolongation à la convention de Délégation de Service Public - Autorisation de signature

Mme C. GIMENEZ et M. B. TRAVIER entrent en séance.

Mme C. RIBOT sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 40. Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Monsieur le Maire, il s'agit de l'avenant de prolongation à la convention de délégation de service public de la crèche Joséphine Baker, qui est un établissement d'accueil de jeunes enfants situé en plein cœur de la Zac Ovalie, avec une capacité de 60 places en accueil collectif et 9 places en accueil familial.

Un petit rappel. En 2012, le Conseil municipal avait opté pour une gestion de cet établissement dans le cadre d'une DSP, délégation de service public, pour une durée initiale de trois ans. Au terme de ce premier contrat, le Conseil municipal avait autorisé le renouvellement de la DSP, puis par délibération du 23 juillet 2015 a confié l'exploitation de la crèche à la société People and Baby pour une durée de six ans à compter du 1^{er} septembre 2015, et donc jusqu'au 31 août 2021.

Dans un contexte un peu particulier de crise sanitaire, le délégataire a fait part à la collectivité d'une perte d'exploitation assez forte, ayant affecté son exercice 2020, parce que conformément aux directives gouvernementales la crèche a été dans l'obligation de suspendre l'accueil des enfants du 16 mars au 10 mai 2020, puis de limiter l'accueil à 10 enfants par section du 11 mai au 19 juin inclus.

Afin d'apporter une réponse à la demande d'indemnisation du délégataire et prenant en compte le caractère imprévisible de la crise sanitaire, il est proposé de lui accorder une prolongation de la durée d'exploitation du contrat. Par ailleurs, eu égard à la nature et à la sensibilité particulière du service public concerné, il est nécessaire d'assurer sa continuité sur l'intégralité de l'année scolaire, car il est bien entendu inenvisageable d'interrompre en cours d'année le processus d'accueil du jeune enfant engagé par le délégataire.

De ce fait, afin d'assurer la nécessaire continuité du service public, nous vous proposons de proroger d'une année supplémentaire le contrat actuel dans le cadre d'un avenant, soit du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ASLANIAN. J'ouvre la discussion. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Madame OLLIER.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire. Je ne vais pas vous faire l'affront ici de vous rappeler quelles étaient vos prises de position sur la privatisation du service public de la petite enfance quand vous étiez élu d'opposition. Finalement, je ne suis pas surprise, je ne suis pas déçue ; vous êtes un pur produit du Parti socialiste de Monsieur HOLLANDE. Ce type d'inconsistance, ce type de revirement ne me surprend pas.

Je voulais plutôt m'adresser aux élus la majorité qui, comme moi, sont quand même relativement surpris d'apprendre que, contrairement à vos engagements de campagne et est en plein été, vous souhaitez confier – parce que c'est ça dont on parle quand on parle de DSP – à des entreprises privées à but lucratif la gestion de crèches municipales. Parce qu'il y a l'affaire 40, il y a celle qui nous est soumise au vote.

Clairement, on prolonge une DSP à laquelle on aurait pu mettre un terme pour, je cite, « lui permettre de dégager des recettes supplémentaires dans un contexte redevenu normal ». Donc en gros, on socialise les pertes et on privatise les gains, grand classique s'il est en un. Et puis dans l'affaire qui suivra, concrètement, on va tout simplement choisir comme mode de gestion pour une nouvelle crèche la DSP, avec des arguments je dois le dire qui m'ont semblé surréalistes, et j'ai trouvé ça choquant qu'ils soient notés noir sur blanc dans les délibérations qui nous sont soumises au vote : on fait ça pour limiter les coûts, parce que soi-disant le privé aurait plus de facilité pour recruter le personnel ; voilà, tous ces poncifs qu'on a régulièrement. Rien sur l'intérêt de l'enfant, rien sur la qualité du service public, rien sur la qualité de l'emploi dans ces entreprises. Je le rappelle : les crèches, ce sont essentiellement des emplois féminins peu rémunérés. Et moi, je me suis dit, je me suis mise à la place d'ailleurs des agents qui aujourd'hui gèrent la trentaine de crèches municipales : comment la violence qu'il y a derrière parfois les propos que vous mettez, et le questionnement qu'il pourrait y avoir sur leur efficacité quand on voit que le privé c'est beaucoup mieux.

Du coup je voudrais terminer là-dessus et vous dire, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, que la privatisation galopante de nos services publics, qui est défendue par la macronie mais aussi par les gouvernements successifs, pour moi, ce n'est pas une fatalité.

Et je pense que même, notamment en ces temps de crise, on a même le devoir de réaffirmer que le service public, c'est un rempart contre les inégalités. Et non, l'éducation de nos plus jeunes enfants ne peut pas être soumise à la loi de la concurrence libre et non faussée. Ce n'est pas normal. Et je voudrais ici vous rappeler l'ouvrage de Noémie KLEIN sur la stratégie du choc. Elle rappelle bien les stratégies habituellement utilisées qui sont, lors des périodes de crise économique, sociale et écologique, comment les politiciens qui sont les chantres du libéralisme et du néolibéralisme utilisent ces périodes de crise pour faire passer des sapes, des casses du service public. Oui, peut-être qu'on pourrait se dire « oui, mais ce n'est qu'une crèche, et puis ce n'est qu'une centaine d'enfants, et puis ce n'est qu'une vingtaine de salariés, et puis ce n'est qu'une goutte d'eau par rapport à la stratégie depuis 20, 30 ans qu'on connaît dans notre pays, deux sapes du service public ». Mais moi, je trouve au contraire qu'il faut saisir toutes les occasions pour rappeler notre attachement à ce dernier, pour freiner ces logiques-là et pour déconstruire les discours qui sont derrière ce type de délibérations. Donc, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, faites preuve de courage, défendez vos convictions et ne sombrez pas dans la résignation.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN. Monsieur MARTIN, puis Madame OLLIER, puis Madame FRÊCHE.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Nous savons tous trouver un mode d'accueil satisfaisant pour ces enfants, à Montpellier comme pratiquement partout sur le territoire français. C'est quelque chose qui n'est pas facile du tout. Et c'est une difficulté qui, généralement, touche en priorité les plus modestes, mais aussi les classes moyennes. Et c'est encore une façon d'accentuer les inégalités sociales. C'est pour ça que, en ce qui nous concerne, au Parti communiste, nous plaçons depuis longtemps pour un service public national de la petite enfance, c'est-à-dire une chaîne qui, de la petite enfance jusqu'à l'université, garantit un service public national d'éducation. Il se trouve que ce n'est pas le choix qui est fait nationalement, et nous le regrettons, parce que ce niveau d'accueil nécessaire est absolument essentiel pour les familles, parce qu'il ne s'agit pas simplement comme on l'entend trop souvent d'un choix d'un mode de garde d'enfants. Il s'agit d'un choix de mode d'éducation, de mode d'éveil, avec un projet pédagogique. Et on sait bien que, dès la petite enfance, il y a des enjeux forts qui se posent en termes d'apprentissage de la langue française, en termes de socialisation déjà dès le berceau, et la liste est encore longue, d'apprentissage de la parentalité également. Donc on laisse aux collectivités locales, aux communes, le soin d'organiser ce service public.

Et donc le choix entre régie et entre délégation de service public. On le sait et on en a la preuve depuis que ces DSP sur la petite enfance ont été mises en place à Montpellier, on le voit avec l'actuel DSP avec People and Baby. Quel est le choix ? C'est le choix du moindre coût. Et d'ailleurs, People and Baby – je cite celui-là, parce que c'est celui qui est en place actuellement, mais ça pourrait en être d'autres – fait volontairement un choix que je qualifierai pratiquement de dumping, qui est de minimiser les coûts au maximum de façon à pouvoir s'installer. Parce que, quand on met dans les critères – c'est ce que j'ai vu en commission, quand on met dans les critères – quand je dis « on », c'est l'équipe précédente – les critères qui sont en priorité le coût et de faire la preuve qu'on sait gérer des crèches de tel niveau. Dans la mesure où ils sont rentrés en faisant du dumping, ils font la preuve qu'ils savent gérer des crèches de ce niveau-là, parce que toutes les entreprises de l'économie sociale et solidaire qui ne sont pas installées ne peuvent pas faire la preuve puisqu'on ne leur a pas donné la possibilité de s'installer. Le milieu associatif, qui lui aussi pourrait d'ailleurs prétendre à répondre à ce genre de DSP, ne peut pas le faire également, puisque c'est le coût qui est mis en avant, et jamais, jusqu'à maintenant en tout cas – ça peut changer –, le projet pédagogique. Donc oui, le choix de la régie est le choix qui permet, parce que le dumping ne se fait jamais au profit d'un modèle éducatif, d'un modèle d'éveil satisfaisant.

Et donc c'est le modèle de la régie qui devrait être favorisé, et non pas le modèle de la DSP. C'est pourquoi nous voterons bien entendu contre.

Monsieur le Maire : Madame OLLIER. Sur la 41 ? Ou 40 ? Madame DOULAIN, est-ce que votre intervention relevait des deux délibérations ou vous souhaitez intervenir sur la 41 ?

Alenka DOULAIN : Sur la 41, j'ai déposé un amendement.

Monsieur le Maire : Oui, mais dans le débat global... Vous présenterez votre amendement, bien sûr. Comme ça, Monsieur LÉVITA, on fait 41, 42. Ça vous va ? Donc, Monsieur LÉVITA, je vous rajoute. D'accord. Allez.

Clothilde OLLIER : Je voulais féliciter Madame DOULAIN et Monsieur MARTIN pour leurs propos sur l'importance du service public. Vous le savez tous : je travaille dans la santé. On le voit d'ailleurs actuellement, quand on privatise la santé, ce qui se passe derrière. Que le Parti socialiste nous tienne des propos et en même temps fasse l'inverse, on avait bien sûr l'habitude. Quand François HOLLANDE, que vous avez invité à Montpellier, votre mentor visiblement, nous indiquait que son ennemi c'était la finance et qui derrière vous votez les lois travail, on avait l'habitude. Par contre, je suis plutôt surprise, et j'aimerais, et je souhaite... Mes collègues d'Europe écologie les verts, peut-être, vont prendre la parole pour s'exprimer sur ce sujet, puisque la privatisation d'une crèche, ce n'est pas rien et c'est important de garder tout cela en service public. Vous avez depuis le début de ce Conseil mis en valeur les agents du service public. Vous mettez en avant la gestion publique. Vous mettez en avant le fait qu'il est important d'investir. Mais on dit souvent que, quand on dirige, c'est faire des choix. Visiblement, vous avez fait le choix de privatiser l'accueil de la petite enfance. Écoutez, c'est un choix, c'est le vôtre, c'est visiblement celui du Parti socialiste. Mais j'aimerais savoir si mes collègues verts vont s'exprimer là-dessus. En tous les cas, vous vous imaginez bien que je voterai contre. Il est inadmissible de privatiser la petite enfance, puisqu'on sait bien que derrière en plus ce sont des emplois précaires qui sont créés et des femmes souvent avec des emplois à temps partiel. J'en passe, je ne m'étalerai pas là-dessus, tout le monde sait bien de quoi on parle.

Monsieur le Maire : Merci, Madame OLLIER. La parole est à Madame FRÊCHE. Ensuite, Madame YAGUE et Monsieur LÉVITA.

Julie FRÊCHE : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Moi, j'assume et j'ai toujours eu cette prise de position, aujourd'hui encore en tant que Présidente de groupe. La délégation de service public, c'est quand même un mécanisme qui permet à la Ville, à la collectivité, donc le délégant, de rester proche du service rendu aux usagers. Pourquoi ? Parce que la collectivité rédige un cahier des charges ; dans ce cahier des charges, on intègre évidemment tous les attendus pour une politique de la petite enfance ambitieuse pour l'intérêt de l'enfant et surtout pour la qualité du service rendu aux usagers. Grâce à la commission d'appel d'offres et aux règles de passation des marchés publics, nous retenons les meilleurs partenaires de la petite enfance, et nous exerçons d'ailleurs un contrôle sur les délégataires pour le respect des attendus contenus dans le cahier des charges. Au cours de ce mandat, évidemment, conformément à nos engagements, nous respecterons l'équilibre entre régie et DSP pour la création des nouvelles crèches.

D'ailleurs, le Maire l'a rappelé : les nouvelles crèches dans le quartier rive gauche, à l'EAI, sur la ZAC Saint Roch. Rappelons quand même qu'aujourd'hui nous avons autour de nous énormément de familles, dont quand même les parents ne trouvent pas de places en crèche. C'est quoi le sens du service public ? Le sens de service public, c'est aujourd'hui de répondre à la pénurie du nombre de crèches dans la Ville de Montpellier.

Aujourd'hui, il y a énormément de familles qui font le choix d'aller vivre en dehors de Montpellier parce qu'ils ne trouvent pas les moyens de vivre finalement en ayant des enfants et en pouvant les mettre à la crèche, en exerçant évidemment leur activité professionnelle. Rappelons quand même que lors du dernier mandat, seules 31 places avaient été créées en six ans. Notre ambition est beaucoup plus grande.

Notre objectif de campagne, l'engagement que nous avons pris devant les Montpelliérains est de créer 300 places supplémentaires dans les crèches. Montpellier doit renforcer son attractivité pour les familles, parce que comme je vous le disais sinon elles quittent la Ville et elles vont vers le périurbain. Plus les familles partent, finalement plus il y a une désertification. Et nous n'arriverons pas à atteindre finalement notre objectif de rééquilibrage de la Ville.

Donc faire des places en crèche supplémentaires, créer des espaces de nature et de respiration dans les nouveaux programmes de respiration, c'est évidemment concrètement une manière de réaliser notre objectif de rééquilibrage de la Ville. Je vous rappelle quand même qu'aujourd'hui le taux de berceaux dans la Ville est de 48 % ; à Nantes il est de 65 %. Il faut donc activer tous les leviers : les crèches en régie, les crèches en DSP, les crèches associatives. C'est une stratégie globale menée et pilotée par Tasnime AKBARALY pour augmenter le nombre de berceaux dans le cadre d'une politique ambitieuse de la petite enfance.

Monsieur le Maire : Merci, Madame FRÊCHE. La parole est à Madame YAGUE, et après Monsieur LÉVITA.

Annie YAGUE : Merci, Monsieur le Maire. D'abord, j'aimerais dire à Madame FRÊCHE que c'est vraiment désagréable, à chaque fois que vous mettiez en jeu le mandat précédent, alors que vous savez très bien que les choses étaient sur les rails, que vous profitez du travail qui a été fait, et qu'aujourd'hui vous allez ouvrir des crèches que nous avons construites et que nous avons budgétisées. Donc excusez-moi, mais c'est vraiment très désagréable.

Après, je m'apprêtais justement à avoir un avis positif. En tout cas sur cette recherche d'horaires atypiques pour les Montpelliérains, c'est vraiment un gros problème. Alors je sais qu'il existe une crèche, pour avoir moi-même été salariée du CHU, donc au CHU de Montpellier. On sait qu'elle ne répond pas à toutes les demandes, malheureusement.

Seulement, j'alerte parce que les horaires atypiques, on a déjà essayé de les mettre en place sur la Ville de Montpellier. Ce sont énormément de difficultés, parce que ça demande un engagement financier important, parce que ce n'est pas parce qu'on met des horaires atypiques qu'on a des demandes sur ces plages horaires-là. La délégation de service public, il a été rappelé que vous aviez voté contre lors de notre mandature. Aujourd'hui vous la mettez en place. Moi je ne suis pas contre à condition qu'elle soit bien faite, et surtout de ne pas mettre le délégataire en difficulté à cause des horaires atypiques, dont nous avons quand même besoin, je le répète, sur la Ville de Montpellier, parce que ça aurait une conséquence immédiate sur la qualité d'accueil des enfants et sur la qualité d'accompagnement des enfants. Donc l'important reste quand même d'accueillir dignement ces enfants dans de bonnes conditions, avec un bon programme d'éducation. C'est tout ce que je voulais dire, merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame YAGUE. Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA : Merci, Monsieur le Maire. Là on est dans une affaire un peu particulière, parce que l'adjoint, il y a un adjoint à la petite enfance : il n'a pas présenté le projet de délibération, mais on a le rapport. C'est un peu curieux. Moi j'aurais aimé que le rôle de la CAF soit précisé, parce que là on fait comme si tout dépendait de la Ville. Non. Tout ce qui se passe dans une crèche est contrôlé par la CAF. La CAF, elle met en place une réglementation, et cette réglementation elle fonctionne sur tous les domaines : le personnel, la qualité du personnel, l'encadrement de personnel, le programme pédagogique, etc. Premier point.

Le deuxième point, qui n'est pas précisé dans le rapport, c'est que le coût pour les familles, il est fixé par la CAF. Donc que ce soit dans une crèche gérée en régie publique ou que ce soit en DSP, on paye le même prix pour les familles.

Troisième point. Je ne comprends pas pourquoi vous n'indiquez pas, parce que ça permet tous les rêves, le coût pour la collectivité d'une place en crèche, quand c'est géré par nous et quand c'est géré par le privé. Le coût, l'écart, il est démentiel. Il est d'un à dix. Moi je veux bien qu'on fasse du violon tant qu'on veut sur la gestion en régie publique, mais l'écart d'un à dix, il est effrayant. Je comprends : ça pose un terrible problème de morale politique pour ceux qui sont des défenseurs du service public. Mais cet écart, je ne vois pas comment on peut le contourner.

Enfin, Monsieur le Maire, je ne peux pas résister à l'idée de faire un tout petit peu un cours d'histoire, d'histoire parce que la première crèche en DSP, c'est moi qui l'ai présentée en 2011. J'ai pu le présenter, ce rapport, avec ma collègue Madame Françoise PRUNIER sous le mandat d'Hélène MANDROUX. Un certain nombre d'entre vous ont été pour. Un certain nombre d'entre nous, dont moi, puisque c'est moi qui le présentais. C'était la crèche Joséphine Baker. La deuxième crèche, elle a été créée en 2017 sous le mandat de Philippe SAUREL. Un certain nombre d'entre vous, dont vous Monsieur le Maire, le rapport d'un à dix existait déjà à l'époque, ont voté contre. La troisième crèche en 2021, elle est proposée en DSP. Moi je voterai pour par cohérence, parce que je ne peux pas contourner cet aspect. Je veux bien qu'on ne tienne aucun compte de l'économie, je veux bien que vous rêviez. Le seul inconvénient, comme je l'ai déjà dit plusieurs fois, c'est que l'économie, elle se venge. Donc je suis tout à fait conscient du problème que ça pose à certains membres de votre majorité. Je respecte ces conditions. Mais pour une fois que vous cherchez à économiser dans les dépenses de la collectivité, je ne peux que vous accompagner. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LÉVITA. Il y a plein d'autres endroits où on économise dans les dépenses de la collectivité. Plein d'endroits.

Max LÉVITA : Je n'ai pas vu, désolé.

Monsieur le Maire : Vous verrez. D'ailleurs, je ne veux pas polémiquer, mais il y a plein d'endroits où on cherche à faire des économies. Sinon, on ne ferait pas les choix de solidarité qui ont été présentés en début de Conseil.

Plusieurs aspects. D'abord merci à chacun. Je connais la position de Monsieur MARTIN, qui porte actuellement avec la candidature de Fabien ROUSSEL, cette idée du service public de la petite enfance, comme il existe un service public de l'éducation, qui est national.

Plusieurs points. D'abord, notre offre de crèches publiques, elle a vocation à le rester. C'était un des points de désaccords sur Sophie Lagrèze, qui est passée, avec la crèche Salvador, en DSP. On a besoin d'une diversité d'offres pour répondre, et Madame FRÊCHE l'a très bien pointé : nous sommes à 48 % de satisfaction pour permettre aux jeunes parents de pouvoir avoir une place d'accueil, quand à Nantes on est à 65 %. Et c'est un immense problème. Et d'ailleurs tous les élus qui sont là souvent sont confrontés à des jeunes parents qui disent « comment je trouve une solution pour garder mon nourrisson », « comment on peut faire », etc.

Madame AKBARALY, Monsieur LÉVITA, n'est pas là, non pas qu'elle se défaisse du sujet, parce qu'elle a parfaitement pris la main mais au mois de juillet, il y a une partie des collègues qui sont en congés. Je pense que votre propos n'était pas de la mettre en cause. Je me permets de corriger, parce qu'elle est extrêmement impliquée là-dessus.

Donc nous, notre objectif c'est d'améliorer le taux de couverture et de réponse pour les jeunes couples, parce que justement on ne veut pas qu'ils fuient la Ville et qu'ils aillent en périphérie. C'est une des raisons qui explique leur départ. Donc nous, notre objectif est de créer 300 places durant ce mandat. Et Madame YAGUE, bien sûr que, à Port Marianne, si on a pu faire une première pierre, et je me permets de vous le dire, je n'ai pas dit que c'est nous, d'un seul coup, qui avons décidé. Il y a des gens qui ont engagé, et je ne serai pas celui qui dit « il n'y avait rien avant », etc. Ça, on a assez entendu, c'était assez blessant, pas question. Donc merci, ça permet de pouvoir travailler. On a un objectif de 300 places en crèche, et on va le mettre en œuvre.

Ensuite, nous soutenons, et ce sera un des choix qui vous sera proposé au budget, les dynamiques associatives, d'où l'acquisition des locaux tout à l'heure pour permettre à une crèche associative de se développer. Parce que là, Monsieur LÉVITA, vous avez parfaitement raison : il faut qu'on soit parfaitement raccord avec la CAF. Et la CAF, elle met des financements des crèches, elle veille au contrôle, ainsi que le Département et les services de la PMI qui dispense des agréments. Et il faut qu'on utilise le maximum des crédits. Par exemple, la COG (convention d'objectif et de gestion) de la branche famille met des crédits d'investissement pour aider à développer une offre petite enfance dans les quartiers politiques de la ville pour réduire, ce que disait Monsieur MARTIN, les inégalités.

Donc nous, on va prendre parti. On va d'ailleurs avoir une convention avec la CAF sur tout ce qu'on peut faire ensemble, pour être extrêmement lisible, et accompagner le plan petite enfance. Et donc il y aura les crèches qui sont actuellement en régie publique et qui jouent un rôle déterminant. Là, il y a une reconduction de DSP, et l'affaire 41, pour répondre à l'objectif de 300 places. On va soutenir les crèches associatives et on demandera un effort au budget dans le cadre des partenariats que nous allons avoir avec la CAF et la PMI pour essayer d'améliorer le taux d'encadrement pour la petite enfance pour répondre aux besoins des familles. Et ensuite, à chaque fois, on exerce le contrôle sur chaque établissement.

Et je veux d'ailleurs le dire ici : je veux remercier l'ensemble des agents qui sont intervenus sur un établissement public, qui ont joué leur rôle de fonctionnaires, et qui ont prévenu parce qu'il y avait une situation assez préoccupante. Donc les agents qui ont veillé à ça ont permis... Et on a pris, ça n'a pas été simple, Michel ASLANIAN, des mesures conservatoires de protection pour les enfants.

Enfin, je voudrais juste terminer par vous dire une chose, Madame OLLIER. Vous vous souvenez, il y avait un journal qui avait été odieux, qui avait une phrase très blessante avec vous, on s'en était parlé. Vous travaillez dans un établissement privé, la Clinique du Millénaire.

Vous rendez une très bonne qualité de soins et on n'a ni à juger votre compétence professionnelle, ni quoi que ce soit. Et cet établissement, il prend soin de plein de Montpelliérains, dans des règles. Je voulais en profiter pour vous le dire publiquement. C'est un établissement privé, mais il participe à la protection de la santé des Montpelliérains et des Montpelliéraines.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Sept, avec un pouvoir. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Agnès SAURAT.

41. Services à la population et cohésion sociale - Crèche municipale Liselotte - Délibération de principe sur le choix du mode de gestion en délégation de service public - Dénomination de la crèche - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 41. Nous avons eu le débat. Je vous laisse, Madame DOULAIN, présenter votre amendement. Allez-y. J'ai juste, si vous me permettez, une petite correction de formulation à apporter dans la délibération, que je lis, parce qu'elle m'a été soulevée ce matin. Il y a une formule relative à l'entretien sanitaire, gestion de la maintenance, de l'hygiène, et régulation des animaux liminaires avec mise en place de mesures préventives, pour éviter cela. C'est sur la base de cette modification qu'on mettra notre délibération, et vous-même votre amendement, Madame DOULAIN. Allez-y. Je vous laisse le présenter.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Il y a tellement de phrases qui ne vont pas dans cette délibération. Je n'ai toujours pas compris, une question qui demeure chez moi : c'est par rapport aux 300 nouvelles places en crèche que vous voulez créer. Quel sera le mode de gestion ? J'ai l'impression que ce n'est pas encore très clair chez vous.

En tout cas, ce que je voulais juste faire avec cette proposition d'amendement, c'est de permettre à tous les élus de s'exprimer, s'ils souhaitent le passage, la création de cette crèche avec une exploitation en régie directe, voilà, tout simplement permettre à tout le monde de s'exprimer. D'ailleurs je crois qu'on n'a pas entendu l'avis de l'ensemble des groupes qui composent la majorité. Ça manque. C'était juste permettre cette expression claire et limpide sur les choix de chacun.

Monsieur le Maire : Comme tous les votes sont inscrits au procès-verbal, elle est lisible, claire et limpide. Il n'y a pas de police de la pensée en sommant les uns et les autres de s'expliquer. Ici chacun délibère en son âme et conscience, en constance avec ce qu'il défend, à l'heure des choix. Ne cherchez pas... Pas besoin d'inquisition. Enfin, ce n'est pas ça.

Donc on va mettre aux voix la délibération. Et ensuite, il y aura votre amendement. Moi j'appellerai à voter contre votre amendement. D'accord ? Ah, on vote l'amendement. Donc l'amendement de Madame DOULAIN. Qui est pour ? Deux. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Rejeté.

L'amendement proposé par Mme Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 2 voix

Contre : 57 voix

Abstentions : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Affaire 41. Cette fois-ci si l'affaire présentée. Qui est contre ? Oui ?

Michel ASLANIAN : Juste un point de détail. On doit aussi voter pour la renomination de la crèche. C'est un point de détail.

Monsieur le Maire : Pas là. Pas ici. Pour la dénomination ?

Michel ASLANIAN : C'est dans l'acte. On vous propose aussi de changer le nom de cette crèche, qui s'appelait Heidelberg, et de lui donner le nom de Liselotte.

Monsieur le Maire : Non, je vous propose qu'on fera la dénomination plus tard. J'aurai l'occasion de vous en parler, des dénominations. Donc cette crèche-là, son mode de gestion. Je mets aux voix, en demandant à ce qu'on ne mette pas la dénomination. On fera une délibération spéciale dénomination. Qui est contre ? Oui, Max ?

Max LÉVITA : C'est un vote par appel nominatif.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'un quart du Conseil municipal souhaite un vote nominatif ?

Max LÉVITA : Je suis plutôt pour.

Monsieur le Maire : Six. Ça ne donne pas le quart. Qui est contre la délibération ? Sept. Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Agnès SAURAT.

42. Services à la population et cohésion sociale - Transmission dématérialisée d'actes d'état civil vers la Protection Maternelle et Infantile (PMI) de l'Hérault - Renouvellement de la convention d'échange de données - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 42. Transmission dématérialisée d'actes d'état civil vers la PMI. On est au cœur des relations. Qui a des questions auprès de Madame TIKOUK ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

43. Hors commission - Conseils citoyens de la Ville de Montpellier - Principes et modalités de renouvellement de leurs membres - Approbation

*Mme M. MASSART (avec le pouvoir de M. M. LAOUKIRI) et M. E. ARIZTEGUI sortent de séance.
Mme C. RIBOT entre en séance.*

Monsieur le Maire : Affaire 43. Madame SAINT MARTIN.

Séverine SAINT MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Dans cette affaire, avec Clara GIMENEZ, Vice-Présidente de la Métropole en charge de la politique de la ville, nous vous proposons de relancer la dynamique des conseils de quartier. Il s'agit d'éléments techniques, au départ, de procéder à un renouvellement partiel, en tout cas des membres, et de créer un treizième conseil sur le territoire de Celleneuve. Au-delà de ça, l'enjeu, les enjeux. L'enjeu, c'est surtout de faciliter, de faire en sorte que les habitants des quartiers prioritaires de la ville puissent contribuer, participer, co-construire la politique de la ville. On sait que c'est important à l'échelle de notre Ville. On sait que c'est un enjeu encore plus important sur les quartiers prioritaires de la ville.

L'enjeu, c'est de permettre aux conseillers, aux membres des conseils citoyens, d'être réellement partie prenante de la gouvernance du contrat de ville, et ce à toutes les étapes : l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation.

Donc le point important de cette délibération est, au-delà de la formation, la mise en œuvre d'un accompagnement via un prestataire externe, pour faire en sorte que ces conseils citoyens soient force de propositions, force d'initiatives répondant aux besoins des habitants des quartiers prioritaires. Notre volonté à terme, très rapidement, est de faire en sorte que les conseils citoyens et les conseils de quartier puissent travailler ensemble, dans un objectif de développer une vision commune, de développer une communauté de destin et de faire en sorte qu'ils puissent mener ensemble des projets au bénéfice de l'ensemble, en tout cas des habitants. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame SAINT MARTIN. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur DELAVEAU.

Jean-Dominique DELAVEAU : Merci, Monsieur le Maire. Moi aussi, dans le sillage de ce que vient de dire Séverine SAINT MARTIN, je voulais marquer le coup en nous faisant réfléchir deux minutes sur le fait que là, on va réinstaller autour de Clara GIMENEZ plus de 300 conseillers citoyens. Avec Séverine, on vient d'installer plus de 300 conseillers de quartier.

On pourrait ajouter à ces structures le Conseil municipal des enfants dont le rôle est appelé à croître, le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance dont s'occupe Sébastien COTE, un futur Conseil de développement de la Métropole, un futur Conseil des étrangers aussi, un Conseil montpelliérain de la jeunesse qui suit son cours. On pourrait y ajouter l'action citoyenne résolue de beaucoup d'associations, de comités de quartier et des nombreux citoyens qui ont participé à toutes les concertations que nous avons lancées.

Tout ça, je voulais simplement qu'on se dise que c'est une très bonne nouvelle pour la démocratie locale, et que ça nous crée des responsabilités, alors déjà aux élus qui comme Séverine, moi ou Clara, qui sont en charge directe d'animer de telles structures, mais aussi à tous les élus et à tous les services. C'est une nouvelle manière de travailler, et quelque part de faire de la politique, qu'on est en train d'installer. Elle correspond d'ailleurs à une attente des citoyens, dont on voit bien notamment avec les taux d'abstention aux élections qu'ils ne sont pas des fans inconditionnels de la façon dont la politique se fait ordinairement.

Donc il y a là un enjeu très important, mais qui implique que tous les élus et tous les services sachent se mettre à l'écoute de ces structures, leur répondre quand elles posent des questions dans des délais raisonnables, concerter les projets, mais ça, nous avons commencé à le faire, y compris le plus en amont possible, et soutenir des coopérations au long cours entre les habitants et ces structures-là. Donc il y a une énergie citoyenne qui est en train de se libérer. C'est une très bonne nouvelle, mais elle nous crée des obligations. Voilà, c'est ce que je voulais dire. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Madame GIMENEZ, Vice-Présidente en charge de la politique de la ville à la Métropole.

Clara GIMENEZ : Rapidement, pour remercier mes collègues Séverine SAINT MARTIN et Jean-Dominique DELAVEAU pour le travail qu'on mène en commun. Il n'est pas question d'avoir des sous-conseils de quartier ou des sur-conseils citoyens, mais bien de travailler en dynamique et de mettre tout ce petit monde en lien, pour faire en sorte aussi que les conseillers citoyens ne soient pas cantonnés dans leur quartier populaire, mais puissent aussi réfléchir autour d'enjeux plus larges. Donc ça va être un des gros enjeux de l'année qui vient pour nous : c'est de faire travailler tout le monde ensemble autour d'enjeux communs pour la Ville.

Remercier également les services, chez nous à la Métropole et à la Ville, mais également les services de l'État avec lesquels nous avons âprement discuté pour arriver à une proposition commune et faire ce choix fort de renouveler les conseils citoyens, même s'il se peut que la fin de leur mandat soit fin 2022, à la fin du contrat de ville. Mais il nous semblait primordial de renouveler ces conseils, de leur redonner une dynamique pour qu'ils puissent participer aux enjeux du territoire. Je pense notamment aux deux grands projets de territoire que seront Mosson et Cévennes, mais aussi sur d'autres enjeux plus locaux et peut-être moins ambitieux, moins grands en termes de budget, mais tout aussi importants pour la vie quotidienne des gens.

Réaffirmer peut-être qu'ils vont participer à l'évaluation du contrat de ville et que c'est un enjeu majeur pour nous, non seulement parce qu'il va falloir évaluer ce qui a été fait ces dernières années dans nos quartiers populaires, mais aussi parce que cette évaluation, nous, on la veut prospective et on veut qu'elle nous permette de dire des choses, y compris au niveau national sur ce qu'on attend de la politique de la ville, et donc de la politique pour nos quartiers populaires demain. Donc c'est un vrai enjeu. Pour cela, la question de l'accompagnement de ces conseillers citoyens, au-delà de la formation qu'on peut avoir l'habitude de faire, mais véritablement d'un accompagnement au quotidien sur les projets qui peuvent être menés. Donc je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

44. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition de salles des Maisons pour tous à titre gratuit - Approbation

Mme M. MASSART (avec le pouvoir de M. M. LAOUKIRI) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 44. Mise à disposition de salles dans les maisons pour tous. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Emilie CABELLO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Fatma NAKIB, M. Yvan NOSBE, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

45. Services à la population et cohésion sociale - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Monsieur le Maire : Subventions « Vie associative ». Y a-t-il des remarques ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

46. Rayonnement et attractivité du territoire - Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Heidelberg dans le cadre de l'action internationale de la Ville - Prise en charge financière de l'accueil d'une délégation officielle allemande en octobre 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 46. Mandat de représentation. Nous allons commémorer les 60 ans du jumelage entre Montpellier et Heidelberg. Nous allons nous rendre à Heidelberg et nous allons accueillir le Maire de Heidelberg, et nous le ferons le 3 octobre, jour de la fête nationale allemande, que nous commémorerons à Montpellier. Le jumelage entre Montpellier et Heidelberg est un jumelage très fort. En 92, le prix de l'amitié franco-allemande a été décerné aux deux villes pour la dynamique de ce jumelage. Aucune équipe municipale n'a manqué de renforcer les liens entre nos deux villes. Donc ce sera un moment important. Vous y serez toujours tous conviés naturellement.

Je me permets d'ailleurs, par cette petite phrase, de saluer tous les élus quand ils viennent aux manifestations, qu'ils appartiennent à la majorité ou qu'ils n'y siègent pas. C'est toujours bienvenu. Madame DOULAIN, vous étiez à la fête du 14 juillet. C'est appréciable. N'hésitez pas à le signaler même, parce qu'à l'occasion on peut peut-être ensemble marquer, sur des sujets, l'expression commune de la Ville. Monsieur TRAVIER, voilà. C'est très important.

Donc voilà le sens de cette délibération. Donc évidemment, quand il s'agit des déplacements des élus, il y a vote, et de personnalités qu'on invite. Il y aura aussi cela à la Métropole, puisque l'idée c'est

aussi de renforcer les liens du point de vue économique.

Et on aura un échange avec Heidelberg sur la question des réfugiés, où la Ville est extrêmement impliquée, tout comme nous le ferons avec Monsieur le Maire de Palerme.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Et puis, pardon, je veux le dire, Clara : nous allons aussi accompagner dans un projet absolument remarquable, dans le cadre de la politique de la ville, des femmes de la cité Gély, qui sans doute pour la première fois vont quitter la France pour aller jouer une représentation de théâtre à Heidelberg. Elles ont accepté de se faire vacciner même s'il y avait beaucoup d'appréhensions. Et donc c'est aussi cela, dans le cadre des commémorations, que nous allons accompagner.

Enfin, on fera un écho mais je veux le dire : il y a un très très beau projet, et je veux les saluer. Peut-être à l'occasion d'ailleurs on fera une petite rencontre pour les présenter, parce que c'est admirable.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

47. Rayonnement et attractivité du territoire - Participation financière de la Ville de Montpellier au concours de la Vocation à l'International organisé par le Comité Des Conseillers du Commerce Extérieur Occitanie - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 47. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Agnès SAURAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

48. Rayonnement et attractivité du territoire - Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 48. Mise à disposition de salles. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

49. Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2020 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption

Monsieur le Maire : Affaire 49. Après le compte administratif 2020, là ce sont les mouvements de lignes traditionnels, avant présentation du budget supplémentaire. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

50. Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Création - Révisions - Clôtures - Adoption

M. E. ARIZTEGUI entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 50. Création, révisions, clôtures de CP. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

51. Ressources - Budget supplémentaire 2021 de la Ville de Montpellier - Adoption

*Mmes E. CABELLO (le pouvoir donné à M. H. MARTIN est annulé) et R. TIKOUK et M. C. ASSAF (le pouvoir donné à Mme C. HART est annulé) entrent en séance.
Mme C. SERRANO et M. B. TRAVIER sortent de séance.*

Monsieur le Maire : Affaire 51. Monsieur ASLANIAN pour la présentation du budget supplémentaire.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Allez-y, vous pouvez lancer le PowerPoint. Merci. Donc la répartition du budget supplémentaire de 2021 par section : nous avons 26,6 millions d'euros en fonctionnement, 41,8 millions d'euros en investissement, ce qui donne un total supplémentaire 2021 de 68,4 millions d'euros dont 53 millions d'euros de reports et de résultats 2020.

Si on rentre un peu dans les détails, les recettes de fonctionnement, voici les principales évolutions. Nous avons plus 5,7 millions d'euros de dotations, compensations et subventions ; moins 1,4 million d'euros de produits de services, dont les exonérations de droits de terrasse, la suppression des taxes funéraires par la loi de finances 2021. Au niveau des recettes d'investissement, nous avons plus 1,8 million d'euros de fonds de compensation de la TVA, subventions et remboursements d'avances, et 19,5 millions d'euros de constitution de provisions qui viennent, vous vous en rappelez, de la procédure de certification des comptes qui vous a été présentée ici, et de régularisations comptables.

Au niveau maintenant des nouvelles dépenses, en fonctionnement, 2,4 millions d'euros de dépenses Covid, qui sont essentiellement centrées sur le centre de vaccination, la restauration scolaire ; 2,1 millions d'euros de charges générales (politique alimentaire, Sommet Afrique-France, etc.) ; 500 000 euros de subventions aux associations en projets culturels et lutte contre l'exclusion ; 14,1 millions d'euros de constitution de provisions – on vient de le voir – et de régulations comptables. Au niveau des dépenses d'investissement : 2,7 millions d'euros pour le plan numérique des écoles, 1,7 million d'euros supplémentaires pour l'acquisition d'une partie du bâtiment du Conservatoire à Rayonnement Régional pour la construction d'une école.

Un petit point sur l'impact de la crise sanitaire en 2021. Les charges de fonctionnement identifiées au budget primitif étaient de 0,9 million d'euros. Les charges de fonctionnement identifiées au budget supplémentaire sont de 2,4 millions d'euros, avec 1,8 million d'euros pour le fonctionnement du centre de vaccination et 0,6 million d'euros sur le coût supplémentaire pour la restauration scolaire. Nous avons aussi des moindres recettes de fonctionnement pour 0,6 million d'euros, évidemment concernées par l'exonération des droits des terrasses jusqu'au 30 juin 2021, que nous voterons un peu plus tard. L'impact total de fonctionnement de la crise sanitaire en 2021 s'élève à 3,9 millions d'euros.

L'impact du budget supplémentaire 2021 : il y a un effet sur l'autofinancement, avec une épargne brute qui est portée à 28,9 millions d'euros en 2021, une diminution du recours à l'emprunt, puisqu'initialement nous avions un emprunt de 101,6 millions d'euros, 20 millions d'euros de reports 2021, ajustements du BS (39,7 millions euros), ce qui fait donc un total prévisionnel après BS 2021 à 82 millions d'euros, ce qu'est une bonne nouvelle. Les dépenses totales d'équipement sont portées à 125,4 millions d'euros (le budget primitif et le budget supplémentaire, avec les reports et les fonds de concours). Voilà. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Maire : Merci, mon cher Michel. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce BS ? Juste... Oui, Monsieur JAWHARI, bien sûr.

Salim JAWHARI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, j'ai écouté le 15 juillet avec attention le débat d'orientations des finances publiques du Ministre des finances, dans lequel il nous faisait un petit état de synthèse ou une étape du programme France relance. Aujourd'hui, 40 milliards d'euros ont déjà été distribués, dont une partie pour les collectivités territoriales. J'ai entendu dire que Toulouse avait obtenu 200 millions d'euros pour le financement de la troisième ligne de métro. J'ai regardé dans le site de la Préfecture. J'ai une synthèse de la part du Département de l'Hérault dans le plan de France relance. Donc il me semble qu'il y a eu 1,8 million d'euros pour la sécurisation du CHU contre les inondations. Apparemment on aura une partie pour les bus hydrogènes, au niveau des mobilités. Je voudrais savoir ce qu'il en est des 70 milliards à venir, apparemment que l'État devra distribuer d'ici la fin de l'année 2021, quel sera notre part ? Est-ce que ce n'est pas le moment – on a parlé de la commande publique au début –, est-ce que ce n'est pas le moment d'investir pour relancer un peu l'économie de notre territoire ? Merci d'avance pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur JAWHARI. Juste un petit point. Donc vous avez vu que, par exemple, en dépenses de fonctionnement, le centre de vaccination municipal représente un montant élevé. La dernière fois, Monsieur COTE avait fait une délibération. Donc on doit normalement être accompagnés par l'ARS et le ministère de la Santé. J'ai rencontré Monsieur VÉRAN à Paris pour bien veiller à ce que nous soyons accompagnés là-dessus. Donc ce qui peut apparaître comme une dépense importante, coût de la crise, évidemment, on a potentiellement des recettes qui vont dessus. Tout comme vous avez pu le voir sur l'exonération des terrasses.

Monsieur JAWHARI, sur votre question, qui me permet d'en venir finalement à comment on va construire notre stratégie budgétaire, et c'est très important à l'aune de la relance. D'abord, l'exercice du BS n'aura plus vocation à exister, parce qu'il faut qu'on arrive à construire le budget le plus sincère possible, et qu'on essaie de le positionner. Au mois de septembre, vous aurez rendez-vous à la Ville et à la Métropole, où nous présenterons la PPI, la programmation pluriannuelle d'investissement. Ce n'est pas un exercice auquel cette Assemblée était coutumière. Ça se fait dans d'autres territoires, ce qui permet ensuite à l'administration d'avoir une feuille de route qui traduit l'ensemble de nos engagements. Et puis aussi d'être très clair sur ce que nous voulons faire, et des dispositifs d'aide que nous pouvons solliciter, et notamment dans le cadre de France relance. Et lorsque vous avez salué par exemple les bus à hydrogène, on est aidé à 50 %. Ça a été un travail très précieux, ADEME, État. Il est clair que la ligne 5 de tramway va être aidée dans le cadre de la relance. Donc on va identifier l'ensemble de ces crédits, parce qu'il n'est pas question que notre territoire n'en tire pas totalement parti.

Vous avez fait référence à Monsieur MOUDENC et le quasi financement de sa ligne de tramway, parce que quand même, 200 millions... Oui, mais enfin quand même. 1,5 milliard, mais enfin, ce n'est pas mal comme aide, Monsieur LÉVITA. Non mais, quand on fait le choix d'un mode de transport, certes au coût d'investissement élevé, comme nous, bon. Donc évidemment il faut que nous ayons ces discussions-là. Tant mieux pour Toulouse. Mais on l'aura et ça a été l'objet des discussions avec Monsieur le Préfet, et puis avec la Région, qui est un élément clé.

Je voudrais donner une information. L'année dernière, on a suscité le plan numérique (vidéoprojecteurs). On a obtenu une aide de l'Union Européenne pour pouvoir nous accompagner. Ce n'est pas la relance, mais voilà. Donc on a même dans notre nouvel organigramme quelqu'un qui va être dédié à identifier tous les partenariats pour faire financer les projets. Donc fin septembre, on aura cette feuille de route sur l'ensemble du mandat, en termes d'investissement. J'ai dit qu'on aurait plus recours à l'investissement que par le passé, pour être au rendez-vous de la relance. Ça jouera un peu sur notre dette, mais comme le niveau de la dette est extrêmement bas...

Ce n'était pas pareil en 2008 – Monsieur LÉVITA le sait –, quand il fallait financer l'Hôtel de Ville, il y avait des renégociations, sous votre autorité maintenant Michel. Et le niveau d'investissement, je ne veux pas le donner maintenant, parce qu'on finit de travailler, sera très important et sur des projets où on peut être au rendez-vous de la relance. Moi, c'est un dialogue que j'ai en direct avec Jean CASTEX là-dessus, y compris sur les projets que nous financerons, mais les projets du territoire, notamment le CHU, dont on a eu la présentation du livre blanc et pour lequel on a déjà été aidés, mais là on espère une enveloppe de 250 millions d'euros pour commencer à engager. Et aussi sur une enveloppe nouvelle dans le cadre du projet ANRU sur la Mosson, avec notamment l'intégration de Saint-Paul et avec des résultats visibles à un horizon de 2025. Voilà.

Je propose de mettre aux voix ce budget supplémentaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

52. Ressources - Taux d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions et extensions nouvelles affectées à l'habitation - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 52. Taux d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions et extensions nouvelles. C'est la reconduction du dispositif. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

53. Ressources - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la Ville de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences transférées à Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Mme C. SERRANO entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 53. Transfert de biens entre Ville et Métropole, avenant. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

54. Ressources - Epidémie de Covid-19 - Prolongation des exonérations tarifaires de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire - Approbation

Monsieur le Maire : Sur les droits de terrasse, Madame DOULAIN, vous vous êtes exprimée tout à l'heure. Je propose de mettre aux voix. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

55. Rayonnement et attractivité du territoire - Attribution de subventions dans le cadre des thématiques "Ville sportive, Jeunesse et Relations Internationales" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 55. Subventions, thématiques jeunesse et sport. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Serge GUISEPPIN, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

56. Ressources - Modalités de mise en place du télétravail au sein des services de la Ville de Montpellier - Approbation

M. B. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 56. Modalités de mise en place du télétravail au sein des services de la Ville de Montpellier. Michel, peut-être ?

Michel ASLANIAN : Très rapidement, Monsieur le Maire, mais je peux répondre évidemment aux questions. Le télétravail est une forme d'organisation dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors des locaux au domicile de l'agent, mais aussi dans d'autres lieux éventuellement dédiés, de façon régulière et volontaire, en utilisant les technologies de l'information et de la communication. Afin de capitaliser ce qui a déjà été mis en place pour le travail collaboratif à distance, le fameux TCD, et poursuivre le projet de travail initié par la DRH, il est proposé la validation du Conseil municipal pour la mise en place du télétravail tel que décrit : deux jours maximum.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER : J'avais deux questions, d'une part qui concerne les risques psycho-sociaux liés au télétravail et, deuxièmement les risques de troubles musculosquelettiques. Je voulais savoir si dans le cadre de cette délibération, enfin avant d'avoir cette délibération, vous aviez modifié le document unique d'évaluation des risques professionnels, puisque c'est un changement de lieu de travail et de conditions de travail, donc savoir si en amont vous aviez bien modifié le document unique et si vous l'aviez bien fait valider par les organisations syndicales qui siègent ? Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Une réponse rapide. Oui, Madame OLLIER, nous avons mis en place dans cet accord un droit à la déconnexion, qui a été effectivement négocié avec les organisations syndicales. Concernant le document unique, il est en cours de rédaction et il fait évidemment l'objet... C'est un document extrêmement long et extrêmement engageant. Donc nous sommes en train de le travailler métier par métier. Nous avons cinq ans de retard sur ce document. Nous l'avons pris à bras le corps. Et bien entendu, avec les organisations syndicales, nous sommes extrêmement vigilants aux risques psychosociaux au sein du service QVT de la Ville, qui est remarquablement constitué et qui fait un travail colossal.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

57. Ressources - Remboursement des frais d'obsèques dans le cadre d'un accident de service ou de trajet - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 57. Y a-t-il de questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

58. Ressources - Création d'une Autorisation Spéciale d'Absence pour déménagement - Harmonisation des pratiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

M. B. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 58. C'est une adaptation de la réglementation nationale sur les ASA. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

59. Ressources - Mise à jour des taux de vacations des médecins Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) et Direction de l'Enfance – Approbation

Monsieur le Maire : Ensuite, revalorisation du montant de vacations des médecins, qui ont été très mobilisés à tous points de vue. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

60. Ressources - Organisation du temps de travail au sein des services de la Ville de Montpellier - Mise en œuvre des 1607 heures - Approbation

M. B. TRAVIER entre en séance.

M. S. COTE quitte la séance donnant pouvoir à Mme C. DUFOIX.

Monsieur le Maire : Affaire n° 60. Je donne la parole à Monsieur ASLANIAN pour présenter cette affaire et on ouvrira ensuite le débat.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. La loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique, entrée en vigueur le 8 août 2019, a instauré le passage à un temps de travail annuel de 1 607 heures.

Les collectivités territoriales disposaient d'un délai d'une année à compter du renouvellement de leur assemblée délibérante pour délibérer et se mettre en conformité au 1^{er} janvier 2022.

Je précise que nous avons des consignes de la Préfecture pour tenir vraiment le cap à ce sujet et que les collectivités qui ne se seraient pas mises en conformité avec la loi seront regardées et lourdement sanctionnées. Nous avons travaillé pendant plus de 20 heures de négociation avec les organisations syndicales, et nous sommes arrivés en Comité technique à passer ce qui vous est présenté aujourd'hui. Ça n'a pas été facile, je vous le confirme. Ce sont beaucoup de négociations.

Ceci dit, et je rentrerai peut-être dans les détails si vous avez des questions, après avoir lu le document, nous avons fait de très belles avancées. En particulier, nous avons maintenant donné à tous les agents deux jours, qui seront des droits à la formation obligatoire pour tout le monde, des jours collectifs où on va présenter un certain nombre d'avancées sociales. Nous avons intégré les jours, les heures d'habillage, de déshabillage. Nous avons vraiment négocié métier par métier dans le cas général.

Dans le cas particulier de l'éducation, puisque Madame DOULAIN y faisait référence ce matin, j'en dis deux mots. Ce sont des métiers difficiles, il faut le reconnaître, avec une organisation de travail qui est complexe. Il a fallu se mettre en conformité. Il y avait des endroits, des métiers dans lesquels il n'y avait pas 70 heures à rattraper, mais 100 heures à rattraper. Donc ça a été encore plus compliqué. Nous nous sommes engagés à travailler métier par métier. Nous avons avancé sur la quasi-totalité, et nous avons obtenu l'accord des syndicats sur la quasi-totalité des métiers, à l'exception du métier des ATSEM, qui a été un peu plus complexe compte tenu de la pénibilité extrême de ce métier. Nous avons souhaité mettre en place rapidement ces 1 607 heures afin de pouvoir, dès la rentrée, et nous nous y sommes engagés avec Fanny DOMBRE COSTE, en charge de l'éducation, remettre à plat tous les métiers de l'éducation pour vérifier la pénibilité et retravailler sur une reconstruction des modes de travail. Je dois vous préciser que chaque métier qui a été qualifié de métier pénible au sens de la longueur du temps de présence a été compensé par un à deux jours de repos supplémentaires.

Voilà, Monsieur le Maire. Je rentrerai dans les détails si j'ai des questions.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ASLANIAN. J'ouvre la discussion sur ce sujet. Je prends les inscrits. Madame DOULAIN, Madame YAGUE, Monsieur MARTIN, Madame FRÊCHE. Ok. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, après la limitation du droit de grève, c'est la deuxième fois qu'on a une affaire qui découle de la loi de 2019 sur la transformation de la fonction publique. Donc ces 1 607 heures, grosso modo, en une phrase, c'est une augmentation du temps de travail sans contrepartie financière. Voilà, à un moment, il faut nommer les choses, appeler un chat un chat. Je ne vais pas m'étaler sur le fond des 1 607 heures, puisqu'on sera tous d'accord pour dire qu'on n'a pas le choix que de l'appliquer. Quand même avoir en tête qu'on n'est pas du tout sur un objectif de réduction du temps de travail, on n'est pas du tout sur un objectif de progrès social ; on est sur une ligne sarkozyste, travailler plus pour gagner toujours aussi peu. Voilà, on est grosso modo là-dessus. On aurait aimé que vous vous exprimiez plus sur le sujet, sur le fond. Vous ne l'avez pas forcément fait dans la délibération, mais on en prend note.

Ceci dit, même si on a l'obligation d'appliquer les dispositions de cette loi néfaste, vous aviez un large pouvoir d'appréciation sur la façon de l'appliquer, et à double titre. Le premier titre c'est, premièrement, sur la prise en compte des pénibilités, ces fameuses dérogations, suggestions qui sont permises par la loi. Et puis il y a évidemment la méthode de concertation avec les agents et les organisations syndicales. Vous aviez ces deux leviers, ces deux pouvoirs d'appréciation que vous n'avez pas souhaité activer.

Sur la première, sur la non-prise en compte de la pénibilité, il y a effectivement des métiers comme les policiers ; on en a parlé, ça touche notamment les questions du personnel municipal qui travaille dans les écoles. J'aurais préféré que ces personnes puissent s'exprimer, notamment les AERS puisqu'on les met souvent un peu de côté, mais il y a aussi du coup évidemment les ATSEM. J'aurais préféré ne pas parler à leur place ; j'aurais préféré qu'elles puissent prendre ces cinq minutes pour nous présenter leur situation. Vous avez refusé ce matin, Monsieur le DGS, qu'elles puissent intervenir. Grosso modo, pour faire simple, on est sur une extension de leur amplitude horaire, donc sur les journées de 10 heures, puisqu'elles vont maintenant désormais s'occuper des TAAC, les fameux temps périscolaires qui ont lieu après la classe, qui étaient jusqu'à présent réservés à des animatrices et animateurs vacataires. Alors là, je voudrais dire qu'on est contents que vous ayez suivi nos recommandations quant à la fin, on va dire abusive, des contrats de vacataires. On n'est pas sûrs cependant que vous nous ayez vraiment compris, parce que nous, ce qu'on voulait, c'était qu'il y ait soit des contractualisations, soit des titularisations de ces personnes vacataires, non pas la suppression de ces postes. Au cas où, s'il y avait un petit quiproquo, je voulais le clarifier.

Mais ce que je voudrais souligner ici, c'est qu'au-delà de la question de la pénibilité pour ces agents, finalement, ce qui est derrière, pour nous, ce sont vraiment les enfants qui vont finir par en pâtir. Et c'est là qu'on tombe vraiment dans les limites du « en même temps ». On ne peut pas à la fois dire à quelqu'un « vous allez travailler 10 heures en continu avec l'attention nécessaire qu'il y a à la prise en charge du tout petit » et puis en même temps leur dire « vous n'aurez que 40 minutes de pause ».

On ne peut pas à la fois dire « l'éducation, ça sera la priorité de notre mandat » et puis en fait transformer des temps d'activités qui sont censés aller sur l'éveil, le développement des enfants, transformer ces temps en garderie. Parce que les ATSEM elles-mêmes le disent : si on transforme ces temps, ça va devenir des garderies, parce qu'elles ne sont pas formées et parce qu'elles n'ont jamais l'énergie en fin de journée pour avoir une posture d'animation. Comment on peut à la fois continuer à dire, enfin faire des envolées lyriques sur l'éducation au goût – j'en ai parlé tout à l'heure – sans prendre soin des gens qui animent et qui accompagnent nos enfants sur ces temps de midi ? Comment on peut continuer à faire des envolées lyriques sur le féminisme à tour de bras, sans jamais prendre soin des gens qui ont les métiers les plus pénibles, les métiers du lien ? Et ce sont évidemment toujours les femmes qui aujourd'hui les réalisent. À un moment donné, c'est la question de la mise en danger de nos enfants. Il est possible qu'il y ait des accidents suite à ce type de prise en charge. Il est possible, il est tout à fait possible, et il y en aura, des arrêts de travail à la pelle. Et on ne va pas du tout régler le problème de fond.

Du coup, j'en viens à mon deuxième point sur la question évidemment de la méthode qui a été utilisée. C'est un fiasco. Il y a eu un mouvement social d'ampleur qu'on n'a jamais connu à Montpellier. Donc ça, clairement, on peut dire que c'est un échec. Et on ne peut pas toujours à la fois dire « oui j'ai compris, oui votre métier est pénible », et puis en même temps porter plainte contre des agents, limiter leur droit de grève et au final ne pas poser un cadre apaisé pour le dialogue social. Donc moi, il y a un moment quand vous nous dites « on verra ça plus tard Madame DOULAIN, ne vous inquiétez pas, c'est au deuxième semestre ». Pourquoi les agents n'y croient pas ? Pourquoi ils ne vous font pas ce chèque en blanc, Monsieur ASLANIAN ? Moi je pense que c'est parce qu'ils ont compris dans « on verra plus tard », c'est ce que vous avez répondu à la presse suite à la manifestation devant la Mairie, qui était que, si on se trompe, si les ATSEM explosent, on reverra la copie. Voilà votre vision du dialogue social. Donc moi, ça ne m'étonne pas en fait qu'elles ne vous fassent pas confiance. Je pense que c'est tout à fait rationnel finalement, ce qui se passe ici.

donc nous, ce qu'on vous propose, c'est du coup de reporter ce vote. Pour nous, la copie n'est pas prête. Elle aurait été prête si on avait vu l'ensemble des cas de pénibilité, pour ensuite voter les 1 607 heures. Aujourd'hui, la méthode n'a pas été la bonne. Il faut demander un délai dérogatoire au Préfet.

On ne peut pas être le bon élève de la macronie à tour de bras et puis ne jamais utiliser derrière tout simplement ces dérogations. On n'est pas prêt. Je ne sais pas à qui c'est la faute, mais c'est le cas. Et ce n'est pas à nos agents de subir cette impréparation. Donc moi, si vous décidez de maintenir ce vote, je vais évidemment voter contre. Et je propose de faire un vote à scrutin public pour savoir, pour que tout le monde puisse se positionner. Je voterai contre cette réforme des 1 607 heures, d'ailleurs comme vos camarades du Parti socialiste à l'Assemblée nationale, Monsieur le Maire, et j'invite tous mes collègues à se positionner clairement dans cet hémicycle, faire passer leurs convictions avant d'éventuels votes d'appareil. Merci pour votre écoute.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, merci beaucoup de votre intervention. Monsieur MARTIN, puis Madame YAGUE. Monsieur LÉVITA, ok. On y va. Monsieur MARTIN. Monsieur ASSAF, s'il vous plaît.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Quelle étrangeté, quelle incongruité que de chercher à rallonger le temps de travail en France au moment où tant d'entreprises d'autres pays en Europe cherchent au contraire à le diminuer, voire même à passer à la semaine de quatre jours. D'ailleurs en termes de déplacements pendulaires domicile-travail, si on passe de cinq jours à quatre jours, on diminue la pollution de 20 %.

Mais voilà, la loi de transformation de la fonction publiques impose aux collectivités locales l'application de la politique d'austérité, et les dotations de l'État d'ailleurs baissent tous les ans, année après année. Et pour masquer ce désengagement, et sous prétexte d'équité, d'égalité de temps de travail entre salariés du privé et fonctionnaires, cette loi est en réalité une nouvelle attaque contre les services publics et contre les acquis sociaux des fonctionnaires obtenus à la fois par les luttes syndicales et par les positionnements politiques. Cette mesure va toucher principalement les agents aux plus faibles revenus, dont les salaires sont déjà en moyenne inférieurs de 400 euros nets par mois par rapport aux salariés du privé. Et ça, sans compter le gel du point d'indice depuis plus de dix ans maintenant. Et donc il est ainsi demandé à ceux qui ont le plus besoin de services publics de financer par la hausse de leur temps de travail ces mêmes services publics. Le calendrier d'application est d'autant plus cynique qu'il y a un peu plus d'un an, ces premiers de corvée étaient applaudis pour leur courage au plus fort de l'épidémie, et pendant ce temps-là, le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 30 % en un an, une année de crises sanitaire et de crise économique. Il a même doublé pendant la totalité du mandat MACRON. C'est donc bien d'un combat de classe dont il s'agit. Cette loi attaque le service public de proximité sans lequel la crise profonde que traverse notre pays serait bien moins amortie. Elle représente une régression pour les agents, pour leur statut et, je le note, pour la libre administration des collectivités. Voilà les raisons pour lesquelles nous voterons contre cette délibération. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci, Monsieur le Maire. Moi, ce que je veux proposer aussi, c'est de reporter ce vote, parce qu'à l'instar de Madame DOULAIN, pas pour tout ce qu'elle a dit, mais en tout cas en partie sur la concertation, je pense qu'on peut faire mieux.

On peut faire avec plus de bienveillance, en écoutant les personnes qui travaillent et qui souffrent au quotidien dans nos écoles, comme il a été rappelé.

La grande majorité de ce personnel sont des femmes, souvent des femmes qui font partie d'une famille monoparentale, comme vous l'avez souligné, qui vont être confrontées au même problème de garde pour leurs enfants qu'on retrouve parfois chez les autres Montpelliérains. Je pense que rajouter de la peine à la peine, c'est compliqué. On peut parler, on peut discuter, on peut négocier, mais je trouve vraiment inutile d'imposer dans la douleur et dans la violence ce genre d'application de la loi. Après, sur la loi, on est d'accord : elle doit être appliquée. On peut réfléchir comment le faire. Je pense qu'on a déjà enlevé à ces personnes qui, comme Monsieur MARTIN l'a rappelé, sont les personnes qui ont les plus bas salaires dans notre collectivité et qui vivent des moments difficiles, souvent en difficulté financière, de par leur situation personnelle et par le fait aussi que les salaires sont très bas. Je pense qu'on peut avoir de la compassion, en tout cas pour elles, et surtout respecter ce qu'elles font et à la hauteur de ce qu'elles font. Après, j'ai entendu Monsieur ASLANIAN dire qu'il y avait deux jours de compensation. J'ai envie de dire : on se fout de la tête de qui ? Deux jours de compensation pour une pénibilité de tous les jours pendant une année ? Non, il faut arrêter. Je pense qu'on peut faire mieux. Donc je propose à mon tour de reporter le vote. Sinon, bien sûr, je voterai contre. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame YAGUE. Vous voterez contre avec le pouvoir de Madame MIRALLÈS ? Ok. Monsieur LÉVITA. Et après Madame FRÊCHE.

Max LÉVITA : Je dois dire que je n'ai absolument rien compris au rapport, au contenu du rapport. Je ne vois pas très bien comment vous passez de 1 537 heures à 1 607. Je n'ai pas saisi. Je voudrais simplement vous poser une question : le rapport de la Chambre régionale des comptes, auquel vous attachez tant d'importance, évalue le passage de 1 607 à 1 537, à 434 équivalents temps plein. Donc là, je ne vois pas où ils sont dans ce rapport. Je ne vois pas ce que vous en faites ? Je ne vois pas ce que vous gagnez dans cette nouvelle organisation ? Je dis ça sans aucune agressivité. Je pense que je connais la situation. Je sais que 80 % de notre personnel sont des catégories C. Je sais que leur rémunération est faible. Je suis tout à fait d'accord. C'est d'ailleurs la situation de tous les maires en France : pour compenser cette faiblesse, ils ont donné des jours de congé comme ça. Pourquoi pas ? Il y a une loi ; vous êtes tenu de l'appliquer. Je ne comprends pas le système et je ne vois pas très bien ce que vous y gagnez. C'est la raison pour laquelle, en ce qui me concerne, je m'abstiendrai.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LÉVITA. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Évidemment, la Ville est obligée de passer aux 1 607 heures. Monsieur ASLANIAN l'a parfaitement explicité. C'est la loi de transformation de la fonction publique, qui prévoit d'une part la mise en place obligatoire des 1 607 heures au sein des collectivités et la suppression des régimes de temps de travail plus favorables. À Montpellier, selon les situations, on est à 70 à 100 heures de différentiel par rapport aux 1 607 heures, ce qui représente à peu près entre 10 et 14 jours de congés. Donc pour atteindre les 1 607 heures, il y a deux méthodes qui sont évidemment à combiner : d'abord travailler un peu plus chaque jour, et ensuite réduire le nombre de jours chômés – ce sont les congés en plus et les jours du Maire appelés permanences à la Ville de Montpellier. À Montpellier, nous avons cherché une solution par le haut, qui redonne et qui revalorise le temps de travail. L'effort demandé est de dix jours. C'est un effort conséquent, et nous ne le nions absolument pas. Michel ASLANIAN a conduit un dialogue social de qualité, 20 heures de négociations pour améliorer la qualité du service qui est rendu aux usagers. Ce nouveau temps de travail nous permet de ne plus recourir à des vacataires.

C'est quand même une forme de précarisation de l'emploi, avec une très forte rotation. Nous accompagnons ce nouveau temps de travail d'un objectif de qualité du service public et du bien-être des agents, notamment avec deux jours dédiés à la formation, aujourd'hui très faible dans notre collectivité, et aussi avec la possibilité de participer à des séminaires de management pour que les agents puissent mieux travailler ensemble.

Enfin, une prime d'intéressement collective de 300 euros pour revaloriser le temps de travail. Effectivement notre Ville est confrontée à un fort différentiel, que nous devons évidemment combler pour atteindre cette obligation législative portée par la loi. Mais c'est aussi une des concertations qui est, je crois, pour l'ensemble, évidemment sauf pour les ATSEM, réussie. Rappelons quand même que la Ville de Montpellier a été épinglée à six reprises par la Chambre régionale des comptes.

À Montpellier, ce qui cristallise aujourd'hui les tensions et les fortes tensions, c'est évidemment la situation des ATSEM. C'est un cas particulier, parce que leur temps de travail est annualisé. Donc cette situation des ATSEM, ce n'est pas une situation qui est isolée. C'est une situation qui évidemment concerne toutes les autres grandes villes en France. Nous sommes évidemment conscients... Je ne parle pas de la concertation qui a été menée dans le cadre du dialogue social par Michel ASLANIAN, mais nous avons tous été présidents de bureaux de vote, nous avons tous passé deux dimanches à parler avec des ATSEM. On sait qu'elles commencent à 7 heures 45 le matin, qu'elles accueillent les enfants, qu'elles assurent les temps de déjeuner. Ce sont des temps qui sont extrêmement éprouvants. Nous savons aussi qu'elles passent des fois près de 10 heures avec un temps de pause réduit. On connaît et on est parfaitement conscients de cette situation. C'est la raison pour laquelle Fanny DOMBRE COSTE et Michel ASLANIAN vont conduire un nouveau chantier sur la question de la pénibilité et des conditions du temps de travail des ATSEM pour répondre à cette problématique. Donc la dimension pénibilité va être prise dans un nouveau temps du dialogue social, qui va être ouvert. Et je crois que Michel ASLANIAN pourra évidemment en dire beaucoup plus que moi.

Donc en somme, sur ce sujet majeur et ce sujet extrêmement complexe, nous menons cette réforme car c'est une obligation de la loi. Nous nous mettons en conformité avec elle. Nos prédécesseurs d'ailleurs n'ont pas ouvert ce dossier majeur. Nous sommes ouverts au dialogue et aux négociations, mais aucune violence ne peut avoir sa place. Nous appliquons la loi et nous ouvrons le chantier sur la pénibilité et les conditions de travail des ATSEM. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame FRÊCHE. Je vais apporter quelques éléments en complément. D'abord il y a quelque chose qui a été dit, qui est juste et qu'on partage. Aujourd'hui, un fonctionnaire de catégorie C, sa rémunération, c'est difficile. Le gel du point d'indice, enfin ça doit être l'un des objets de la discussion, et franchement il y aura besoin d'une loi sur la fonction publique, qui prendra aussi en compte les enjeux de recrutement, de mobilité. Enfin là, il y a un chantier qui est à l'œuvre et le législateur devra s'y atteler. Il aurait dû s'y atteler.

Nous, dans quelle situation sommes-nous ? Tous les collègues ici... Et d'ailleurs je les remercie. Si une autre liste avait gagné, elle aurait dû ouvrir cette discussion-là. Et déjà nous sommes en retard par rapport à ce que nous demande la loi. Nous sommes en retard et c'est pour cela que je ne peux pas laisser l'idée qu'on ne délibérerait pas aujourd'hui. Nous sommes en retard. Madame FRÊCHE l'a dit. De nombreux rapports de la Chambre régionale des comptes, ce n'est pas rien, épinglent régulièrement Montpellier là-dessus. Et le législateur a donné un cadre, et donc nous nous sommes conformés dans le cadre d'un dialogue social sur lequel je reviendrai. De quoi s'agit-il ? On est à 1 537 heures en moyenne à la Ville, et la loi dit 1 607 heures. C'est vrai que pour nous, le gap, il est le plus important à franchir, par rapport à d'autres collectivités. Donc ça rend les choses difficiles. Ce n'est pas simple d'aller expliquer aux gens. Donc on a travaillé là-dessus.

A été mise en place une prime d'intéressement collectif de 300 euros, qui était une demande des organisations syndicales, qui sera versée courant décembre, à la veille des fêtes. Nous avons ensuite – Madame FRÊCHE l'a pointé – fait en sorte qu'une partie de ce temps de travail qui est demandé soit sur la formation et sur le management.

Permettre à des agents de se former, c'est leur permettre d'avoir accès à la mobilité. Former des agents pour gérer des équipes, c'est agir aussi sur les relations professionnelles, où parfois ce n'est pas simple, où il y a des problèmes de posture. Ça ne se règle pas en un jour, ça. Tout le monde le sait. Mais au moins on va ouvrir cette possibilité-là. Ensuite il y a un enjeu, parce que nous ne considérons pas qu'il fallait mener ça au détriment de la qualité du service public. Ça a été pris en compte. La pénibilité : deux jours pour les métiers identifiés en pénibilité ont été retenus, permettant de les poser.

Alors ensuite, on a effectivement la situation des ATSEM, dont le temps de travail est annualisé, annualisé, et à qui il faut demander cet effort important, qui doit être mis en œuvre. Nous ressemblons, et toutes les collectivités... Nous allons ressembler à l'ensemble des collectivités pour les ATSEM : Nantes, Rouen, Grenoble, Strasbourg, Lyon. Mais on ne doit pas en rester là. Moi je comprends que vous disiez « il faut tout faire d'un coup, ta ta ta ta ». Il faut faire les choses comme on peut les faire. Donc c'est pour ça qu'on va avoir une négociation spécifique sur les conditions de travail : les salles de repos, la restauration, la mobilité des agents. Moi, quand je croise une personne qui est ATSEM et qui me dit « ça fait quinze ans, Monsieur le Maire, que j'aimerais pouvoir bouger » et qu'on ne lui propose pas, c'est sûr, on y va un peu à contrecœur, c'est difficile. C'est difficile. Oui, parce que ce temps-là devant les enfants quand on est à un âge certain, qu'on n'a peut-être plus tout à fait la même motivation, c'est difficile. Donc ça, Madame DOMBRE COSTE et Monsieur ASLANIAN, ça va être la deuxième discussion qui va s'ouvrir.

Et plus globalement, nous sommes en train de mener – on vous le proposera aussi dans la PPI – des crédits sur les conditions de travail de l'ensemble des agents de la collectivité, parce que, ici la salle de repos, ici... Parfois je vois Monsieur ASSAF : sujet Métropole, mais les vestiaires des femmes, les vestiaires des hommes. Enfin, on a des sujets à traiter pour essayer d'améliorer la condition de travail des agents. On va généraliser le badge, parce qu'il y a des agents qui font plus que 1 607 heures, et qui disent que parfois quand on fait plus, ce n'est pas pris en heures supplémentaires. Et ça c'est le fruit du dialogue social qui a été mené. Il y a d'autres aspects. Mais il a été mené, ce dialogue social. Alors évidemment, du point de vue, et je le comprends, des agents de la collectivité, pour certains, ce n'est pas simple, ce n'est pas acceptable. Je le comprends. Croyez-moi, on aurait aimé avoir un autre chantier. On aurait aimé avoir un autre chantier. Voilà.

Après, il y a juste un point où je veux qu'on soit très clair. C'est que le dialogue social, oui ; l'expression du point de vue des uns et des autres, oui ; la capacité à construire un agenda social indispensable. La violence, non. La violence, non. Je le dis parce qu'il y a eu un mouvement social qui a existé. Il y a des gens qui ont fait grève. Et puis, poussé visiblement par certains qui ont manqué d'esprit de responsabilité, on s'est retrouvé sur un point de tension.

Et de la même manière que nous pouvions dire, pas de violence, y compris quand ce sont des fonctionnaires qui travaillent devant des enfants. Y compris. Voilà. Donc j'espère que ça ne se reproduira pas.

En tout cas nous on va continuer, la porte est toujours ouverte. Ce matin, Monsieur BOZONNET et Monsieur NYS ont échangé pendant 1 heure 30 avec des ATSEM, et visiblement des gens qui étaient un petit peu extérieur, c'est leur droit, c'est leur droit le plus absolu, pour expliquer les choses et poser cela.

Voilà comment on a mené ce travail, qui n'a pas été simple, parce qu'ici chacun sait qu'il y a des situations extrêmement compliquées. On a un taux d'absentéisme qui nous oblige à agir. Ça va être la suite du travail.

Mais il y a une chose qui est sûre, c'est que je ne peux pas accéder, Madame YAGUE, à votre demande de report. D'abord parce qu'il y a eu des organisations syndicales qui se sont exprimées, enfin qui se sont abstenues, et parce qu'on se mettrait hors la loi. Et donc on passe aux 1 607 heures, comme nous le demande la loi, comme le Préfet nous l'a écrit.

Il y aura assurément, et vous l'avez dit Monsieur LÉVITA, et je vous remercie d'avoir été comme ça : c'est un dossier compliqué pour toutes les villes ; il y a un vrai sujet de la fonction publique dans son ensemble, et y compris à l'aune de la crise que nous venons de traverser, heureusement qu'il y avait le service public, et il faudra sans doute ouvrir... Moi j'appelle de mes vœux une forme de nouveau pacte avec la fonction publique, pour reconnaître un certain nombre de métiers.

Je mets aux voix. Il y a une demande de vote public de Madame DOULAIN. Qui d'autre s'associe à cette demande, pour obtenir un quart de l'Assemblée ? Madame OLLIER, Madame YAGUE et Madame MIRALLÈS. Quatre : ça ne fait pas les 25 %. Je mets donc aux voix. Qui est contre l'affaire 60 ? Neuf. Qui s'abstient ? Six abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, Mme Agnès SAURAT, Mme Annie YAGUE.

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

61. Ressources - Modification du Tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 61. Modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Deux abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

62. Ressources - Recours à 15 contrats supplémentaires d'apprentissage à la rentrée scolaire 2021/2022 - Modification du tableau des effectifs - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 62. On veut développer l'apprentissage pour concourir à la formation. Affaire 62 : qui demande une prise de parole ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

63. Ressources - Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la montée en version du logiciel ArcGIS au sein du SIG métropolitain - Autorisation de signature

M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 63. Groupement de commandes publiques. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Pas de demandes de prise de parole auprès de Madame RIBOT. Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

64. Ressources - Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de location de machines à affranchir - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 64. Tu veux dire un mot Catherine ?

Catherine RIBOT : Les trois délibérations 63, 64, 65, finalement, concernent la création d'un groupement de commandes entre la Ville et la Métropole. Un groupement de commandes peut être constitué entre des acheteurs pour passer conjointement un ou plusieurs marchés. La délibération 63 concernait le système d'information géographique ; la délibération 64 concerne la passation d'un marché de prestations de location de machines à affranchir ; et la délibération 65 concerne la passation d'un marché de prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres. C'est la même question finalement.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Catherine. Ça met le focus sur l'usage du logiciel libre. Merci. Affaire 64 : s'il n'y a pas de demandes de prise de parole, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

65. Ressources - Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 65. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

66. Aménagement durable du territoire - Valorisation des énergies renouvelables - Réalisation d'une étude de faisabilité pour la réalisation d'une chaufferie bois granulés commune au groupe scolaire Franck-Dickens et au collège des Aiguerelles - Convention de cofinancement à Hérault Énergies - Autorisation de signature

*Mmes C. GIMENEZ et I. MARSALA (avec le pouvoir de Mme J. URBANI) sortent de séance.
M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) entre en séance.*

Monsieur le Maire : Affaire 66. Madame SAURAT est allée chercher de l'argent. Vas-y Agnès, peut-être, sur la présentation de tes affaires.

Agnès SAURAT : Oui, je vais faire comme Catherine. Trois délibérations qui s'inscrivent dans la trajectoire des politiques de sobriété et de transition énergétique.

Donc un premier rapport, le 66, qui vous propose d'autoriser la signature d'une convention de cofinancement entre le Département, la Ville de Montpellier et Hérault pour le financement d'une étude de faisabilité qui va concerner l'installation d'une chaudière à bois à granulés commune au groupe scolaire Frank-Dickens et au collège des Aiguerelles. Donc un projet important. C'est Hérault Énergie qui a cette compétence et qui va chercher, vous pouvez le voir sur la clé de répartition, et qui est allé chercher des financements en partie à l'ADEME, en partie à la Région Occitanie, pour chacun des partenaires 3 500 euros hors taxe, 2 500 pour le Département et 2 500 pour la Ville. Donc la chaudière devrait pouvoir être mise en route d'ici une année. On va aller assez vite.

La seconde affaire, par rapport à mes missions auprès du Conseil régional, sont des dispositifs qui me tiennent à cœur. Donc là, la Ville de Montpellier a candidaté pour participer au projet expérimental Flexitanie, qui est un déploiement de bornes électriques un peu particulières sur toute la région Occitanie. On s'est porté candidat pour une dizaine de bornes, avec un financement pour chacune des bornes, une aide de 3 900, quasiment 4 000 euros par borne. On va en déployer une partie à Garosud. Ce sont des bornes un peu particulières, puisqu'elles sont bidirectionnelles. Donc en fait elles permettent de charger les véhicules et elles permettent aussi aux véhicules de relancer de l'énergie sur le réseau pendant les pics de consommation, pendant que les véhicules sont à l'arrêt.

Et la troisième délibération, qui me tient tout particulièrement à cœur, c'est donc la signature d'une convention pluriannuelle avec une école polytechnique ex-école polytechnique féminine – c'était la première en France : 1925, lorsqu'elle a été créée –, et qui va nous permettre déjà de revenir dans le partenariat avec cette école. L'école a créé un démonstrateur qui s'appelle Energy Lab, qui est un bâtiment où sont testés énormément de process très innovants pour les consommations et les dispositifs de sobriété énergétique vis-à-vis des bâtiments. La Région a financé à hauteur de 120 000 euros cette création. À cause du calendrier et du fait que l'inauguration a été déportée, ça nous a permis de pouvoir revenir autour de la table, et de pouvoir inscrire la Ville de Montpellier au mur des partenaires de ce bel outil, qui va nous servir du coup aussi pour alimenter tous les travaux et tous les projets innovants dont la Ville va profiter. On va solliciter notamment des doctorants qui sont en fin de cycle sur cette école. Voilà, pour un budget de 30 000 euros sur six ans. Et j'en ai fini pour les trois délibérations.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame SAURAT, pour ce travail. La chaudière à granulés, c'est la transition écologique, la sobriété de la consommation d'énergie. Et le partenariat avec l'EPF, ça s'inscrit dans le partenariat avec l'EPF, avec l'Université.

C'est comment nos politiques publiques sont accompagnées par ceux qui ont vocation à être formés par l'excellence et par la recherche.

Est ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Donc la chaufferie : Monsieur ASSAF, Mme Françoise BOUTET-WAISS, Monsieur CHARTIER, Madame NAKIB, Monsieur SEBLIN ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

67. Aménagement durable du territoire - Installation de bornes de recharges de véhicules électriques bi-directionnelles - Dispositif "Flexitanie" - Approbation

Monsieur le Maire : Bornes sur l'appel à projet Région-ADEME. Madame GIMENEZ ne prend pas part au vote. Elle est sortie, c'est bon. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

68. Aménagement durable du territoire - Convention pluriannuelle de partenariat avec l'école d'ingénieurs EPF pour son projet Energy'Lab - Attribution de subvention - Approbation

Monsieur le Maire : Convention avec l'EPF, affaire 68. Demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

69. Aménagement durable du territoire - Mise à disposition de la chapelle de Grammont au profit de "l'Eglise Orthodoxe Sainte Philothée" - Renouvellement - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 69. Même vote ? Même vote. Vous vous abstenez ? Deux abstentions. Excusez-moi.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

70. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de mise à disposition du Pavillon Jean Nouvel au profit de l'Office de Tourisme et des Congrès - Redevance à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. GIMENEZ et M. S. COTE entrent en séance (le pouvoir donné par M. S. COTE à Mme C. DUFOIX est annulé).

Mme C. DUFOIX quitte définitivement la séance.

Monsieur le Maire : Affaire 70. Convention de mise à disposition du Pavillon Jean Nouvel au profit de l'Office du tourisme. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur BELLANGER, Monsieur CHARTIER, moi-même, Madame HART et Monsieur PATENOT, nous ne prenons pas part au vote. Tu veux dire un mot ? Allez.

Bruno PATERNOT : Merci, Monsieur le Maire. Je ne prendrai pas part au vote car, en tant qu'administrateur de l'Office du tourisme, je ne voudrais pas influencer l'Assemblée au bénéfice de l'Office. Je ne dirai donc pas ce que je pense de cette délibération, qui permet aux touristes d'accéder aux maquettes du quartier Port Marianne quand ils visitent le quartier Port Marianne.

Cette délibération pourrait paraître anodine, et elle l'est. Mais quand on connaît les collectivités territoriales, le fait de savoir qui a la clé et qui a le droit d'ouvrir la porte, on sait qu'elle a demandé beaucoup de travail. Moi qui ai grandi avec Fort Boyard, j'ai eu l'impression de passer six mois à imiter les candidats en criant : la clé, la clé, vite Marie-Do, sors, sors du pavillon, personne ne sait quand l'alarme se déclenche !

Monsieur le Maire : Monsieur PATERNOT, s'il vous plaît. S'il vous plaît, il n'y a pas de Père FOURAS, tout va bien, on est calme et on y va. Continuez en poésie, le long du Lez. Merci.

Bruno PATERNOT : Blague à part, cela nous montre un réel travail en collaboration avec l'Office du tourisme, qui commence et qui perdure depuis un an, pour répondre à leurs besoins. Amélioration de la qualité des visites avec des accès VIP aux bâtiments communs comme le pavillon Jean Nouvel, retravail des éclairages des ouvrages d'art et du patrimoine pour valoriser les visites by night, projet de visite de tous les quartiers de la Ville pour les enfants des CLSH pendant l'été, construction d'une véritable politique du tourisme éco-responsable et de ce qu'on appelle le slow tourisme. Merci d'ailleurs aux services de la Ville et de la Métropole, qui changent réellement leur façon de faire.

On a l'alarme du pavillon, mais on a aussi l'alarme climatique. Les trajets en avion pour notre bon plaisir tuent. Le kérosène est un accélérateur manifeste du dérèglement climatique. Nous devons donc travailler ensemble à changer nos façons de faire. D'ailleurs on peut saluer l'immense travail de l'équipe de l'Office du tourisme pendant cette période effroyable pour le tourisme que nous venons de vivre, car l'énergie folle qu'a donné toute l'équipe pour faire en sorte que les professionnels du tourisme puissent garder le moral, puissent maintenir du lien, puissent rire de temps en temps, puissent se réorganiser à la vitesse de l'éclair.

En tant que trésorier adjoint de l'Office du tourisme, quelques petits chiffres sur notre tourisme et nos vacances. Ce mois de juillet, près de 1 200 personnes fréquentent en moyenne l'Office du tourisme par jour. 50 % des demandes viennent de notre région, c'est-à-dire ce tourisme de demain, celui qui sort de l'avion low cost pour aller vers les échanges en TER. Et deux derniers chiffres : 5 sur 5.

Les 5 premières nationalités qui demandent des renseignements sont 5 nationalités limitrophes, qui peuvent donc venir à Montpellier soit en train, soit en covoiturage.

Dernier chiffre : 4 degrés. C'est la marge qu'il nous reste. Nous avons atteint 46 degrés dans l'Hérault il y a deux ans, et à 50 degrés, notre végétalisation meurt. Nous sommes donc à 4 degrés de la mort.

Alors, on fait quoi ? Des parcs d'attractions internationaux, avec des coûts carbone qui nous tuent ? Ou alors peut-être qu'on ouvre les portes de nos bijoux, qui sont déjà là, et on réinvente le tourisme d'aujourd'hui. Oui, les temps changent et le tourisme vert doit aussi changer, et une méthodologie de construction arrive et frappe à notre porte. Ça tombe bien : on a trouvé la clé et on a entendu l'alarme. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Les refus de prendre part au vote ont été cités.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

71. Rayonnement et attractivité du territoire - Parc de Lunaret de Montpellier - Adhésion à des organisations de protection des espèces menacées - Exercice 2021 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 71. Subvention en lien avec le parc du Lunaret. Je mets aux voix. Pas de demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

72. Hors commission - Rapports Annuels des Délégués de service public de l'exercice 2020 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 72. On arrive aux derniers rapports. Rapports annuels des délégués de service public sur l'exercice 2020. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Une question, Madame DOULAIN ? Vous vous absteniez ? Deux abstentions. Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**73. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte
Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation**

Mme I. MARSALA (avec le pouvoir de Mme J. URBANI) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 73. Rapport TaM. Oui, Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA : Sur le rapport TaM, j'aimerais être sûr que tous mes collègues ont lu ce rapport. Je les invite à lire en particulier la page 3 du rapport que vous avez présenté, où il est indiqué que la contribution totale versée par Montpellier Méditerranée Métropole, hors subvention d'investissement, s'élève à 69 millions. Et nous ne sommes pas encore à la gratuité totale. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Vous avez parfaitement raison, Monsieur LÉVITA, de soulever ça. Je rappelle que TaM est aujourd'hui une société profondément déficitaire à cause du Covid. Et c'est d'ailleurs pour ça qu'au Conseil de Métropole, elle passera en SPL. On va changer son statut, pour aussi affronter ça. L'ensemble des réseaux de transport sont très durement impactés. En tout cas nous, on permet d'accompagner notre choix, parce que plutôt que de payer une dette pour rembourser, ça va nous accompagner sur la gratuité.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

**74. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
SOMIMON - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 74. Monsieur LÉVITA. Page 3, page 4, non ? Rien sur la SOMIMON ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

**75. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation**

Monsieur le Maire : Affaire 75, sur le rapport de la SA3M.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

76. Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Annuel de l'Administrateur – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 76, sur la SERM.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

77. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur le Maire : Et sur Montpellier Events, idem.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Monsieur le Maire : Chers collègues, ce Conseil municipal arrive à terme. La séance est levée. Je vous remercie. Pour certains, on se retrouve en Conseil de Métropole. Pour d'autres, je vous souhaite d'avoir une période de repos, de vacances. Et je veux remercier l'administration pour la tenue, en particulier les services de l'Assemblée, pour l'ensemble de la qualité de nos travaux, ainsi que l'ensemble des équipes de la collectivité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h00.